

mobilisation



**Perspectives
historiques
sur le
Parti
Communiste
du Canada**



**Les facteurs
objectifs et
subjectifs
dans la
révolution**



**LENINE
et la
construction
du parti
bolchévik**

MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée par des militants oeuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes.

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

• • •

Pour abonnements et correspondance, vous adresser à:

MOBILISATION

a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst, Montréal,
tél.: 522-1373

A Paris vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie **LA JOIE DE LIRE**, 40 rue St-Séverin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.

Courrier de la deuxième classe — Enregistrement no.3390

SOMMAIRE

Histoire du Parti Communiste
au Canada.

1

Les facteurs objectifs et subjectifs
de la révolution.

27

Lénine et la construction du
parti bolchévik.

35

ERRATUM

Le dernier numéro de la revue portait l'indication vol.4, no.4, alors qu'il s'agissait en réalité du vol.4, no.3. Le véritable no.4 est donc le numéro actuel.

les éditions mobilisation

Apprendre à vaincre — De coup d'Etat militaire à la résistance
populaire au Chili.....\$0.50

Les comités de travailleurs.....\$0.50

L'impérialisme - cahier de formation par le CRIQ.....\$0.50

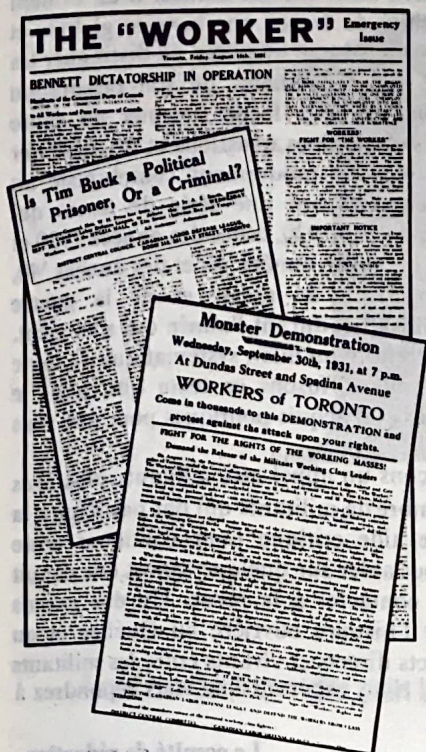
Le mouvement ouvrier américain.....\$0.25

à paraître bientôt!!!

- *Luttes et organisations de femmes au Québec.*

Mobilisation a réuni plusieurs textes déjà publiés dans la revue ainsi que dans le journal *Québécoises Debouttes*, et qui portent sur diverses expériences de lutte de travailleuses et de femmes en milieu populaire. Cette brochure pourra être utile pour les militants et les militantes qui veulent se rappeler quelques expériences sur ce sujet d'une importance cruciale pour le mouvement progressiste québécois.

RECUEIL D'ARTICLES PARUS DANS **MOBILISATION** entre 1969 et 1971. Cette anthologie de la plupart des articles publiés au cours des cinq premiers numéros de la revue **Mobilisation**, constitue un apport important à une meilleure connaissance du développement du mouvement révolutionnaire au Québec. La publication de **Mobilisation** était assumée à cette époque par les militants du **Front de Libération Populaire** (FLP). Chaque article est introduit en le situant dans la conjoncture de l'époque. La publication est prévue pour le début du printemps.



La campagne contre la répression en 1931.

Perspectives historiques sur le Parti Communiste du Canada

Pourquoi
nous
revendiquons
l'héritage des
communistes
canadiens

À l'heure actuelle où les militants marxistes-léninistes oeuvrent à édifier le parti révolutionnaire du prolétariat, où toutes nos tâches sont organisées en vue d'atteindre cet objectif stratégique, il est essentiel d'apprendre des expériences du mouvement communiste dans le monde et au Canada. Il y a déjà plus de 53 ans, dans une petite ferme de l'ouest de l'Ontario, une poignée de militants progressistes de diverses régions du Canada unissaient leurs efforts pour fonder le Parti Communiste, un parti uni au mouvement de Lénine et des bolchéviks, un parti de l'Internationale Communiste. Ce geste sans beaucoup d'impact immédiat allait toutefois marquer profondément l'histoire de ce pays et de la classe ouvrière qui l'a bâti à la force de ses bras. L'histoire du PCC est riche d'enseignements. Malgré les nombreuses erreurs et les faiblesses, malgré le fait que le parti ne soit plus qu'une secte vouée à la propagande pro-soviétique et révisionniste depuis les années '50, nous devons revendiquer le glorieux héritage des communistes canadiens, leurs luttes innombrables dans des conditions extrêmement pénibles, leur solidarité avec la révolution mondiale. Nous revendiquons l'héritage de ces milliers d'obscurs militants qui ont bâti les syndicats industriels dont les dirigeants d'aujourd'hui crachent sur le socialisme et le communisme. Nous revendiquons l'héritage de Norman Béthune et des 600 militants canadiens morts en Espagne. Nous revendiquons l'héritage des grévistes de Valleyfield et de la confection à Montréal, ceux de la GM et de Ford en Ontario, des chômeurs des années '30, etc... dirigés par des militants extraordinaires comme Madeleine Parent, et bien d'autres. Cet héritage, nous devons le gagner, en sachant développer nos luttes et nos organisations à partir de notre réalité actuelle. Mais cette réalité est incompréhensible si l'on n'apprend pas du passé, si nous sommes incapables de tirer des leçons.

Le titre de notre texte indique son objectif ainsi que ses limites. Il est évident qu'il est impossible dans un cadre aussi limité de tracer une histoire globale et systématique du parti communiste. Notre objectif est tout au plus d'en distinguer les grandes lignes, les grandes étapes de son développement, de son orientation politique et de ses pratiques. Nous espérons de cette façon dessiner un cadre politique qui permettra par la suite de préciser certaines questions et de présenter des luttes ou des moments précis de l'histoire du mouvement communiste au Canada. C'est ainsi que nous préparons actuellement une série de textes qui analyseront plus en détails les expériences des années 1920, celles des années 1930 et de la "Ligue d'Unité ouvrière", de même que la fin des années '30 et des années '40, durant la période de construction des syndicats de masse et de la guerre anti-fasciste. Ces textes paraîtront dans **Mobilisation** durant l'année qui s'en vient. A la fin de cette série, nous tenterons alors de refaire un bilan systématique de toute l'histoire du PCC. Pour le moment, nous vous diffusons ce texte qui, nous le pensons, contient suffisamment d'informations et d'acquis politiques pour que vous puissiez en tirer des leçons dès maintenant.

Finalement, un dernier mot. Nous lançons un appel aux militants plus âgés qui liront ce texte, en particulier à un bon nombre de militants qui ont participé à la base du PCC. Nous avons besoin de votre aide critique pour continuer notre recherche. Si vous pensez que nous pouvons nous aider sur quelque aspect que ce soit de l'histoire du PCC, n'hésitez pas à nous contacter à la revue. Un des grands obstacles actuellement à la clarification de l'histoire ouvrière au Québec et au Canada est justement cette absence de contacts directs et vivants entre les militants de cette génération et les militants plus âgés. Nous espérons que vous répondrez à notre appel.

Le comité de rédaction.

Remerciements

Nous tenons à remercier les nombreuses personnes qui nous ont aidé dans ce travail, en particulier plusieurs ex-militants du Parti Communiste qui par leurs conseils et leurs explications ont rendu ce texte possible. Parmi ces personnes, une place spéciale revient à M. Jack Scott, un militant communiste actif depuis longtemps en Colombie Britannique, et dont l'orientation politique sur l'histoire du parti nous a guidé tout au long de notre recherche.



Lénine et les bolchéviks déclenchèrent la révolution soviétique qui allait conduire à la naissance du mouvement communiste international.

1 L'EDIFICATION DU PARTI 1921-1929

La fondation du parti

1) Cette loi fut instaurée en 1919 pour combattre les résistants à la guerre et autres "subversifs". Plusieurs militants ouvriers et socialistes seront incarcérés pendant la première guerre mondiale, puis en 1941, et finalement au Québec, en octobre 1970.

C'est en décembre 1921 que quelques militants socialistes canadiens se rencontrent à Guelph (Ontario) pour déclarer la fondation du Parti Communiste du Canada. Ces militants, en provenance de différents groupements socialistes, se réunirent dans des conditions particulièrement difficiles. En effet, l'infâme "Loi des mesures de guerre"(1) était alors en vigueur, ce qui rendait impossible toutes activités "légales" de la part des révolutionnaires. Plusieurs révolutionnaires étaient d'ailleurs en prison à ce moment. La fondation du parti fut plus un acte formel qu'autre chose, destiné à la propagande et à l'agitation. Dans un manifeste diffusé largement dans le pays, les communistes déclaraient la guerre de classe ouverte:

"Travailleurs et travailleuses! Nous vous lançons cet appel pour que vous preniez une part active dans la construction d'un véritable parti de la classe ouvrière, qui sera éventuellement capable de se consolider en une puissante machine de combat pour organiser et diriger les masses opprimées dans leurs luttes pour l'émancipation politique et économique. Unissez-vous autour de cet appel à l'émancipation! Unissez-vous autour de notre cri de guerre: TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER, UNISSEZ-VOUS!"

Lors d'une conférence à la fin de l'année suivante, après un an de contacts et de discussions avec de nombreux groupes de militants, le parti s'organise vraiment comme une organisation politique centralisée. Pour contourner la loi, il prend alors le nom de "Parti des travailleurs du Canada".

Le parti déclare se baser sur le marxisme-léninisme et sur l'expérience de la révolution bolchéviste. Il déclare vouloir renverser la bourgeoisie et établir la dictature du prolétariat. Le parti se considère aussi comme une "section" du mouvement communiste international et de son organe de direction l'International Communiste, dont il prétend suivre le programme:

"... Les partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masse du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes, en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leurs besoins vitaux, comment il faut mener la bataille et qui par là leur révèle la trahison de tous les partis non communistes. C'est seulement à la condition de se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats que les Partis Communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour le dictature.



Sur la première page du journal du Parti Communiste en 1923, les dirigeants communistes canadiens.

Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du Parti Communiste doivent être pénétrées de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme..."

(troisième congrès de l'Internationale Communiste)

Les premiers militants communistes étaient en grande majorité implantés dans la classe ouvrière. Une majorité d'entre eux était d'origine prolétarienne. Une quantité non négligeable d'intellectuels en provenance de la petite bourgeoisie progressiste joint aussi les rangs communistes.

Le débat sur les syndicats

2) voir à ce sujet *Mobilisation*, vol.3, no.7, *La grève générale de Winnipeg*, suivi de *Lénine et le syndicalisme-révolutionnaire*.

3) La formulation de Lénine était la suivante:

Les syndicats ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme; ils ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance où se trouvaient les ouvriers, aux premières ébauches du gouvernement de classe. Lorsque commença à se développer la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat, les syndicats révélèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat, est, pour le prolétariat considéré comme classe, un immense pas en avant. Aussi le parti doit-il, plus encore que dans le passé, à la manière nouvelle et pas seulement à l'ancienne, éduquer les syndicats, les diriger, sans oublier toutefois qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable "école du communisme", et l'école préparatoire des prolétaires pour l'application de leur dictature, le groupement nécessaire des ouvriers...

... La "théorie" saugrenue de la non-participation des communistes dans les syndicats réactionnaires montre de toute évidence avec quelle légèreté ces communistes de "gauche" envisagent la question de l'influence sur les "masses", et quels abus ils font du mot "masses". Pour savoir aider la "masse" et gagner sa sympathie, son adhésion et son appui, il ne faut pas craindre les difficultés, les chicanes, les pièges, les outrages, les persécutions de la part des "chefs" [qui opportuniste ou social-chauvins sont dans la plupart des cas liés directement ou indirectement à la bourgeoisie ou à la police] et

Un premier problème d'envergure confronte alors le jeune Parti Communiste. Comment lier le parti aux plus grandes masses ouvrières? Comment diriger la lutte quotidienne des travailleurs? Pour répondre à cette question, il fallait aborder le problème des syndicats, les organisations de défense des travailleurs. Cette question était au centre des discussions dans le mouvement communiste mondial. Suite à la parution de l'ouvrage de Lénine *La maladie infantile du communisme*, dans lequel le dirigeant bolchévik critiquait les positions anarcho-syndicalistes et "syndicalistes-révolutionnaires"(2), les communistes partout dans le monde décidèrent selon l'orientation de Lénine de travailler de "l'intérieur" des syndicats de masse, pour montrer aux travailleurs en pratique en quoi les communistes sont capables de diriger de façon juste leurs luttes de tous les jours.(3) Cette stratégie confrontait des positions solidement établies parmi les militants canadiens et américains, qui avaient préféré à plusieurs reprises se retirer des syndicats contrôlés par les bureaucrates syndicaux pour édifier de nouveaux syndicats révolutionnaires, de lutte de classe. Ce fut entre autres la stratégie du mouvement Industrial Workers of the World (IWW)(4) dont s'inspirèrent beaucoup les militants syndicaux progressistes de l'ouest du Canada quand ils fondèrent le "One Big Union" en 1919.

Lors des premiers débats au sein du PCC, cette question donna lieu à de nombreuses et ardues discussions. Ainsi pour plusieurs militants communistes, il était nécessaire d'édifier des syndicats indépendants de l'AFL et de sa contrepartie au Canada, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada (CMTC). Pour d'autres, il était nécessaire de suivre la tactique de travailler de l'"intérieur" des syndicats déjà existants pour tenter d'en prendre la direction. Mais ce débat prenait au Canada une particularité importante. En effet, le mouvement syndical officiel de notre pays était contrôlé (et est toujours) de l'extérieur du pays, par la très puissante et très réactionnaire American Federation of Labor- AFL. Cette particularité faisait en sorte que la marge d'autonomie, et conséquemment la possibilité de transformer les syndicats de l'intérieur, était passablement réduite dans les syndicats "internationaux" de l'AFL. Conclusion générale, le débat sur le syndicat, d'une importance extrême pour le jeune mouvement communiste, donna lieu à deux positions erronées: la première position qui l'emporta à cause de son caractère "officiel" (la ligne officielle de l'Internationale Communiste), consistait à travailler à bâtir des syndicats au sein du CMTC, c'est-à-dire affiliés aux syndicats américains de l'AFL. Cette position, s'appuyant sur des positions théoriques justes (cf. la critique de l'anarcho-syndicalisme), ne tint pas compte d'un élément essentiel: la domination étrangère sur les syndicats canadiens, ce qui aurait dû normalement donner lieu à une lutte d'envergure pour bâtir un mouvement syndical progressiste et autonome. L'autre position, défendue par des tenants de l'OBU, mit l'accent sur la nécessité d'édifier des syndicats révolutionnaires, des syndicats de lutte de classe. Etant donné les positions du mouvement communiste mondial sur cette question, cette tendance fut aisément battue. Le résultat cependant fut de faire en sorte que des militants communistes canadiens se mirent à bâtir des syndicats dominés par l'AFL.(5)

La place du Canada.

Ces positions mécaniques sur la stratégie syndicale, qui allaient déterminer tout le style de la liaison avec les masses, se combinaient à d'autres conceptions erronées sur l'analyse de la conjoncture au Canada. Le parti en faisait l'analyse suivante: la contradiction principale est celle qui oppose le peuple canadien et l'impérialisme britannique. Cette analyse passait évidemment à côté de la question.

travailler absolument là où est la masse [souligné dans le texte]. Il faut consentir tous les sacrifices, surmonter les plus grands obstacles, afin de faire un travail d'agitation et de propagande méthodique, persévérant, opiniâtre et patient justement dans les institutions, sociétés, organisations, même tout ce qu'il y a de plus réactionnaire, partout où il y a des masses prolétariennes ou semi-prolétariennes...

Lénine: Oeuvres Chosies, pp. 373-375)

La question du Québec

4) Voir le *Mouvement ouvrier américain*, Mobilisation 1974.

5) Cette tactique était erronée dans ce contexte de début du mouvement syndical au Canada et aux Etats-Unis. Cependant, ils n'ont pas évident que cette même tactique est erronée aujourd'hui et qu'il faudrait conséquemment lutter pour la désaffiliation des syndicats internationaux.

6) La positions sur le Québec ne fut jamais claire. Ainsi, même si le droit à l'auto-détermination fut reconnue assez tôt, il ne le fut que de façon très nuancée et abstraite. Il reste cependant à clarifier ce qu'aurait dû être une positions juste sur la question du Québec. Cependant, il est clair que le P.C.C n'y accorda jamais assez d'attention et en pratique, il prit aucune mesure pour développer un programme d'action pour le Québec.

Les luttes des années 1920 et la "Ligue d'éducation syndicale"

7) Cette organisation à l'origine fut mise sur pied aux Etats-Unis par le PC américain. Au début la *Ligue d'éducation syndicale*, au Canada, était en quelque sorte une filiale de l'organisation américain quoique en réalité cette filiation demeurerait toute théorique et que la *Ligue* au Canada fut totalement autonome.

En effet, c'est à cette période que l'impérialisme américain supplante définitivement les britanniques, tant au niveau du contrôle des ressources naturelles qu'au niveau de l'industrie manufacturière et des "services". Ce processus est d'ailleurs bien compris par la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne qui par le biais de son parti, le parti libéral, favorise ce processus. D'autre part, l'autre fraction de la bourgeoisie, celle représentée par le parti conservateur, s'acharne à aller "contre le courant" et à maintenir les liens avec la Grande-Bretagne. Au niveau de la super-structure juridique et légale, les liens avec la Grande Bretagne sont encore très forts. C'est ce qui conduit le PCC à commettre l'erreur d'identifier ces liens politiques et juridiques avec les forces qui contrôlent véritablement le pays.

Une autre analyse erronée s'implante fortement dans le PCC dès le début; c'est elle qui sera la cause majeure de l'absence véritable des communistes au Québec. Cette erreur, c'est de ne pas analyser la question du Québec comme une question nationale, et en conséquent de ne pas lutter pour la libération nationale. (6) Cette erreur sera fatale pour le PCC au Québec. Jusque dans les années '30, le PCC demeurera au Québec une secte sans audience et sans force réelle. Dirigés par le pamphlétaire bien connu Albert St-Martin, les groupes communistes québécois se limiteront à des activités de propagande et d'agitation restreintes, se spécialisant entre autres dans des critiques extrêmement violentes de l'Eglise catholique et s'opposant à la participation des militants aux luttes économiques et syndicales. Ces deux erreurs fondamentales du PCC (quant à l'analyse de la conjoncture nationale au Québec et quant à l'analyse de la contradiction principale au Canada) l'empêchèrent donc de développer une stratégie et des tactiques d'ensemble justes. C'est ainsi que le Parti Communiste ne se développait pas comme un organe de direction politique des luttes de l'ensemble du peuple contre un ennemi principal qu'on isole peu à peu, mais plutôt comme un instrument de luttes immédiates et économiques.

Conséquemment à la stratégie du parti, les militants communistes tentent de s'implanter dans les masses ouvrières et de travailler de l' "intérieur" des syndicats. Pour coordonner leurs actions et leurs orientations, ils mettent sur pied la "ligue d'éducation syndical" (Trade Union Educational League)(7). La ligue doit unifier la gauche au sein des syndicats, les exécutifs locaux progressistes, les groupes de base, les nombreux militants isolés et souvent non-syndiqués. La ligue ne se veut pas une "organisation" en tant que telle, mais plus comme un "groupe de pression" à l'intérieur des syndicats. Au début, les militants mettent beaucoup d'énergies à diffuser le programme en 12 points de la ligue dans tous les syndicats locaux:

1. Syndicalisation des non-syndiqués, augmentation des salaires et réduction des heures de travail;
2. organisation d'un mouvement de gauche au sein du mouvement syndical;
3. organisation de groupes de base pour démocratiser les syndicats;
4. pour l'action politique dans les syndicats;
5. pour l'autonomie du mouvement syndical canadien;
6. pour l'affiliation de tous les syndicats au CMTC;
7. affiliation de tous les syndicats aux conseils centraux régionaux du CMTC;
8. pour le développement d'une presse ouvrière;
9. pour la nationalisation de l'industrie;
10. pour la fusion des syndicats de métier;
11. pour l'unité syndicale internationale;
12. pour l'abolition du capitalisme.

Ce programme général et peu précis reflète bien l'état de la tactique communiste dans les syndicats à cette époque. Dans les faits, le PCC n'a pas de véritable analyse de la réalité concrète du pays.

Malgré cette faiblesse d'orientation, les militants communistes de la base se lancent corps et âme dans la lutte ouvrière et deviennent des défenseurs acharnés de tous les combats quotidiens. Les années '20 furent une période d'expansion du capitalisme et de l'impérialisme américain au Canada. A cause d'une période de relative stabilité et expansion, la bourgeoisie pour consolider son expansion se lance dans une offensive générale contre les travailleurs et contre les syndicats. Cette offensive prend la forme de la répression (congétiement des militants syndicaux, remaniement du code du travail défavorisant l'implantation des syndicats, chasse aux sorcières contre les militants progressistes, etc...) mais se développe aussi en une

vaste campagne idéologique anti-ouvrière et anti-communiste. La bourgeoisie lance une vaste campagne dans sa presse, ses écoles, ses églises, pour convaincre les masses que le capitalisme a enfin atteint une période de "prospérité permanente", que "la lutte des classes était chose du passé", etc... Cette campagne est d'ailleurs reprise par les directions réactionnaires des syndicats. Ceux-ci se contentent de syndiquer les travailleurs qualifiés dans les syndicats de métier, délaissant la grande masse de non-qualifiés dans les industries de masse (métallurgie, automobile, textiles, alimentation, etc...). Mais les syndicats réactionnaires ne se contentent pas de répandre les idées de la bourgeoisie. Ils tentent aussi d'exclure les militants progressistes des syndicats, et même des syndicats locaux en entier sont désaffiliés par la centrale qui se charge de reformer un autre local qui avec l'aide des patrons écrase le syndicat local combatif. Dans la pratique, cette période provoque l'affaiblissement général de l'ensemble du mouvement syndical qui perd plus du tiers de ses membres pour regrouper environ 250,000 travailleurs.

Malgré la campagne idéologique et la répression, les communistes au sein de la ligue organisèrent de nombreuses luttes ouvrières contre les réductions de salaires et la détérioration des conditions de travail. Ainsi, dans les mines de charbon de l'Alberta, les travailleurs sous la direction des communistes mènent une grève de sept mois contre les patrons et les syndicats internationaux. A l'autre bout du pays, en Nouvelle-Ecosse, dans la région des mines et des sidérurgies, plusieurs milliers de travailleurs se mettent en grève en 1923. Vivant dans des conditions de vie atroces, les mineurs et les métallos déclenchent une grève générale dans toute la région. Le gouvernement fédéral accourt à l'aide des patrons avec plus de 2,000 militaires. La grève se termine dans le sang et l'arrestation des principaux dirigeants. Malgré la répression brutale, la lutte continue et des grèves sauvages se multiplieront dans la région durant plusieurs années.

Entretenant de bâtir les premiers syndicats industriels de masse, les militants communistes se lancent dans l'organisation des travailleurs de la forêt dans le nord de l'Ontario. En octobre 1929, deux militants communistes du syndicat des travailleurs de la forêt sont assassinés par des milices patronales.

Dans l'industrie automobile, les premiers syndicats de masse sont aussi organisés, constituant ainsi l'ossature de militants et de contacts qui allait permettre l'organisation massive de ces travailleurs à la fin des années '30 au sein des Travailleurs Unis de l'Automobile-TUA.

Le parti se développe.

Malgré l'absence d'une véritable analyse de la société canadienne et d'une stratégie révolutionnaire, le PCC grandit. De nouveaux militants s'y joignent. La participation aux luttes économiques et syndicales, qui occupe la grande partie des énergies militantes, permet aux communistes de se lier aux masses, même si l'objectif stratégique et tactique de cette liaison demeure obscure. Le niveau théorique et politique des militants demeure généralement faible. Cette déficience est régulièrement relevée par les instances directrices du parti sans toutefois que la situation ne s'améliore à ce sujet.

Un facteur important à ce niveau était le caractère "fédératif" du parti. Il faut noter en effet que le parti est né de la fusion de plusieurs groupes organisés, en particulier des groupes ethniques organisés en association ou fédération (ukraniens, russes, finlandais, juifs, etc...) qui adhéraient en bloc au parti. Le PCC devenait ainsi une sorte de super-pénétration d'associations diverses. Cette réalité empêchait d'édifier une organisation centralisée et unifiée politiquement. Les sections ou fédérations gardaient une large part d'autonomie, ce qui rendait impossible un fonctionnement véritablement communiste de l'organisation. Lors du troisième congrès du PCC en 1924, l'affiliation d'organisations n'est plus permise, les organisations qui veulent adhérer au Parti devant se dissoudre et leurs membres faire application séparément.⁽⁸⁾ Mais le mal était fait et demeurait pour toujours une des caractéristiques majeures du PCC: son absence de cohésion politique et organisationnelle.

8) La dissolution des organisations était requise de la part de groupes et organisations socialistes. Toutefois, certaines organisations ethniques, à caractère de masse, qui auparavant étaient affiliées au Parti ne se dissolvèrent pas, mais ne purent entrer au Parti en tant qu'organisations.

La lutte contre les déviations.

La campagne idéologique de la bourgeoisie faisait rage dans toute l'Amérique du Nord. C'était l'ère de la "prospérité permanente" et de la "richesse pour tous". Cette campagne s'appuyait sur la prospérité économique relative de ces années d'avant crise. Parmi le mouvement ouvrier et syndical ces idées recevaient un large écho. On pouvait penser que l'idéologie de la collaboration de classe s'infiltrait au

9) Ce personnage tristement célèbre devint après son expulsion du PC américain l'un des principaux conseillers des dirigeants de l'AFL en matière de répression anti-communiste.

sein même de l'organisation d'avant-garde de la classe ouvrière. Et c'est en effet ce qui arriva. C'est aux Etats-Unis que cette théorie du caractère "exceptionnel" du capitalisme nord-américain se développa d'abord par la voix même du secrétaire général du Parti Communiste Américain, Jay Lovestone.(9) Ce dernier affirmait que le capitalisme américain avait trouvé les mécanismes pour se développer dans l'intérêt de toutes les classes de la société. Le rôle du mouvement ouvrier et du mouvement communiste devenait donc selon Lovestone d'isoler les fractions "arriérées" de la bourgeoisie qui n'avaient pas encore réalisé ce fait et de bâtir avec la bourgeoisie "progressiste" un capitalisme national et social, qui se transformerait peu à peu en une sorte de socialisme à l'américaine.

Lors du sixième congrès du PCC en 1929, la nouvelle direction du PCC se mit sur les positions de Lovestone. Le fait qu'une fraction du parti totalement anti-marxiste et contre-révolutionnaire ait pu prendre la direction à ce moment nous indique le très faible développement politique et théorique du Parti. Le PCC à ce moment n'était plus une secte de propagandistes isolés. Il était composé de militants ouvriers implantés dans les industries de base, les mines, l'agriculture et la forêt. Toutefois on ne peut dire à ce moment que le parti portait véritablement son nom de "communiste", au sens où on entend par ce qualificatif l'application révolutionnaire et concrète du programme scientifique de la révolution prolétarienne.

C'est aussi durant cette période qu'apparaît au Canada et dans les plusieurs partis communistes dans le monde une tendance trotskyste. Au sein du PCC, à cause de la très grande confusion politique qui prévaut, un petit groupe, dont les dirigeants du mouvement communiste de la jeunesse, se déclare sur les positions de Trotsky. Ce dernier qui venait d'être expulsé de l'Union soviétique pour ses positions contre-révolutionnaires, tentait de créer à l'intérieur des partis communistes dans le monde des groupes fidèles à ses positions anti-soviétiques. Au Canada, le groupe trotskyste fut donc expulsé du parti non pas sur un débat autour de l'analyse des tâches du PCC, mais sur la question de Trotsky et de l'Union soviétique. Par la suite, les trotskystes canadiens se constituèrent en sectes diverses dont la principale activité fut de diffamer l'Union soviétique et les partis communistes.

Quelques mois après le 6ième congrès, la direction du PCC fut écartée après des pressions de l'Internationale Communiste et après que des fractions importantes du Parti sous l'impulsion de militants de base se soient révoltées. C'est à ce moment que le dirigeant de la Ligue d'éducation syndicale, la machiniste Tim Buck parvient à la direction du Parti pour y rester jusqu'à sa mort en 1973.

Qu'est-ce que le Parti Communiste du Canada en 1929? Une organisation qui regroupe des militants révolutionnaires de base (environ 4,000 militants), une organisation qui dirige par le biais de la ligue d'éducation syndicale un nombre impressionnant de luttes locales et de campagnes d'organisation syndicale, qui commence à pénétrer dans des couches non-prolétariennes (fermiers, petite bourgeoisie intellectuelle...) par le biais des élections municipales, campagnes contre la répression, etc... Mais c'est aussi une organisation qui n'a pas de programme, ni de stratégie révolutionnaire, qui n'est pas véritablement "présent" en tant que tel parmi les masses. Ce que le parti présente comme programme n'est souvent que la répétition de mots d'ordre généraux du mouvement communiste international. C'est une organisation dont le niveau politique et théorique des militants est extrêmement bas. Bref, c'est une organisation révolutionnaire d'agitation syndicale, mais ce n'est pas une organisation communiste. Pour les masses ouvrières, il n'y a pas encore d'organisation en qui ils reconnaissent une direction.



2

LE PARTI PENETRE DANS LES MASSES 1929-1935

10) Aux Etats-Unis, le chômage atteint plus de 17 millions de travailleurs.

La grande crise économique allait mettre fin temporairement à toutes les illusions quant à l'avenir du capitalisme. Quelques jours avant la chute des cours à la bourse de New York et le déclenchement de la crise le président des Etats-Unis parlait encore de la prospérité permanente du capitalisme américain. Le chômage grimpe rapidement pour toucher près du quart des travailleurs actifs (350,000), les usines ferment leurs portes par milliers, les fermiers et les petits commerçants sont ruinés. (10)

Cette situation avait été prévue par l'Internationale Communiste qui lors de son sixième congrès (1928) avait analysé que le capitalisme entraînait dans une "troisième phase" après la guerre, une phase où les contradictions seraient poussées à bout.

Cette transformation de la situation objective modifie radicalement les conditions de développement du PCC. Celui-ci se voit soudainement projeté dans une situation explosive, où les masses attendent une direction révolutionnaire. Ainsi au niveau des luttes économiques et syndicales, le parti se voit forcé d'assumer de plus en plus la direction quotidienne des luttes. Dans les faits, la Ligue d'unité syndicale devient presque une centrale syndicale indépendante, d'autant plus que les syndicats réactionnaires expulsaient de leurs rangs des locaux entiers dirigés par des militants progressistes. (11)

Formation de la Ligue d'unité ouvrière

11) Le PCC se défendit bien avec la création de la *Ligue d'unité ouvrière* de tomber dans le "parallélisme" syndical critiqué dans la période précédente. Le Parti expliquait la transformation du travail syndical par la nécessité d'entreprendre l'organisation dans les industries de masse et que cette campagne était refusée par le CMTC. On devait donc se donner le cadre nécessaire pour le faire, c'est-à-dire former une centrale syndicale. Toutefois, comme l'indiquera le programme de la L.U.O., le Parti luttait aussi pour l'"unité syndicale", c'est-à-dire l'affiliation des syndicats de la Ligue au sein du CMTC.

12) C'est aussi à cette époque aux Etats-Unis que la *Trade Union Education League* se transforma en *Trade Union Unity League*, dans la même perspective qu'au Canada.

Ce changement amène la Ligue à se transformer formellement. A la fin de 1928 est fondée la Ligue d'unité ouvrière, (12) dont la perspective d'autonomie par rapport au CMTC est beaucoup plus grande. La nouvelle organisation cherche encore à travailler de l'intérieur des syndicats reconnus: formation de caucus de militants et de groupes de base, coordination de la gauche, etc... Toutefois, maintenant, les militants qui organisent dans les syndicats peuvent directement s'affilier à la Ligue d'unité ouvrière, qui prend dans les faits l'allure d'une centrale syndicale rouge. Le programme d'organisation alliait à la fois des revendications économiques et des revendications à caractère politique:

1. pour la syndicalisation de tous les non-syndiqués;
2. pour l'établissement d'un régime d'assurance-chômage universel;
3. pour l'unité entre les travailleurs syndiqués et les travailleurs non-syndiqués;
4. pour un programme d'urgence de construction d'habitations à loyer modique;
5. pour le syndicalisme industriel;
6. pour l'action politique indépendante de la classe ouvrière;
7. pour la nationalisation des industries de base;
8. pour l'unité syndicale;
9. pour l'unité syndicale internationale (affiliation à l'Internationale des syndicats rouges);
10. pour l'établissement de relations commerciales avec l'Union Soviétique. Nous

verrons plus tard comment cette organisation fut à l'avant-garde des luttes ouvrières au début des années '30.

Gouvernement et répression

13) Tim Buck, J. Boychyuk, M. Bruce, S. Carr, T. Hill, T. McEwen, et M. Popvitch.

14) Lors de sa détention à la prison de Kingston en Ontario, Buck sera mêlé à une insurrection des prisonniers contre les conditions de vie atroces de la prison. Buck sera accusé d' "incitation à l'émeute", mais sera acquitté après avoir prouvé les machinations des gardiens de la prison qui avaient tenté de l'assassiner.

Critique et autocritique

15) In *Resolution of Enlarged Plenum of Communist Party of Canada*, 1931.

16) Résolutions de l'*Internationale Communiste* sur la situation et les tâches du Parti Communiste du Canada, février 1931.

17) En fait les directives de l'I.C. pour "bolchéviser" le PCC furent appliquées au niveau de la forme et non au niveau du contenu. Ainsi la réorganisation en cellules ne permit pas d'élever le niveau politique, les cellules ayant principalement comme activité des tâches économiques et syndicales.

18) Cette centrale, formée de syndicats expulsés du CMTC en 1927 pour avoir prôné le syndicalisme industriel, fusionnera avec la filiale du CIO au Canada en 1940.

La Ligue d'Unité ouvrière à l'avant garde des luttes

Durant l'été de 1930, le parti conservateur est élu à Ottawa. Dès le départ il affiche des positions ultra-réactionnaires et anti-ouvrières. Dans plusieurs régions du pays, en particulier au Québec, des mouvements fascistes se développent avec l'aide du clergé et de la grande bourgeoisie. Bref, le climat politique est plutôt à la réaction. L'analyse politique du PCC face à cette situation s'appuie encore sur les fausses prémisses expliquées plus haut: la contradiction principale est, selon le PCC, entre le peuple tout entier du pays contre la bourgeoisie britannique. Cette position sous-estime grandement l'essor de la bourgeoisie canadienne en alliance avec l'impérialisme américain. Cette position amène aussi le PCC à défendre abstraitement l'"unité canadienne" et à ne pas reconnaître le droit à l'auto-détermination pour le peuple québécois. Ces graves erreurs d'analyse empêchent le PCC de prendre la direction d'une lutte politique d'envergure contre la bourgeoisie canadienne. Celle-ci se rend bien compte de la faiblesse des communistes et tente de profiter de ce fait pour les réprimer.

Un an après l'entrée au pouvoir du gouvernement conservateur, en août 1931, une série de raids sont coordonnés à travers tout le pays par la RCMP qui s'empare de huit dirigeants du Parti. (13) Ces dirigeants sont accusés de conspiration séditeuse alors que plusieurs centaines d'autres militants sont harcelés et intimidés par la police et l'Etat. Après un long procès où les accusés communistes tentèrent tant bien que mal d'expliquer la signification de classe de cette répression, 7 des 8 cadres du PCC sont condamnés à 5 ans de prison, dont le leader Tim Buck. (14)

Mais le Parti Communiste tente de rectifier ses erreurs et d'aller de l'avant malgré tous les obstacles. En février 1931, lors d'une conférence spéciale les cadres du parti analysent la situation à la suite de recommandations que leur fait le comité exécutif de l'Internationale Communiste. Le bilan qu'ils font est le suivant:

"...Nous n'avons pas de contacts avec les ouvriers dans les usines et notre activité est limitée à l'organisation de manifestations et de réunions. Notre agitation et notre propagande sont trop abstraites et passent par-dessus la tête des travailleurs ... Pour les travailleurs, nous n'avons pas l'air d'être une organisation unie, mais des sections. Trop d'emphase est mise sur le travail dans les minorités ethniques. Notre Parti n'a pas encore de direction collective..." (15)

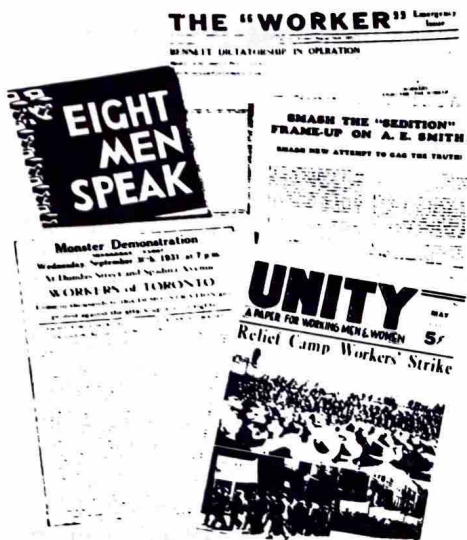
Face à cette situation, le comité exécutif de l'Internationale fixe les priorités suivantes pour le parti canadien:

"...La tâche principale consiste à assumer la direction des actions de masse [grèves, mouvements de chômeurs...], souvent spontanées et de diriger ces actions en les liant à la lutte politique..."[16]

Selon l'I.C., le PCC doit briser avec ses méthodes de travail trop limitées à l'agitation et à la propagande. Il doit entrer de plein pied dans la lutte. Parmi les tâches d'organisation, la priorité demeure la construction de la Ligue d'unité ouvrière, comme organisation de masse à caractère révolutionnaire. A l'intérieur de l'édification de la Ligue, une priorité aussi ressort: le mouvement des chômeurs.

Dans le but d'atteindre ces objectifs, le PCC doit se réorganiser. Une direction centralisée doit en finir avec toutes les formes d'autonomisation des sections. Des cellules d'entreprise et de quartiers doivent constituer la base du parti et être coordonnées à des niveaux régionaux. Les organisations de masse (syndicats, groupes ethniques, groupes de femmes, etc) doivent être dirigées de façon centralisée par des noyaux communistes. Bref, le Parti doit se réorganiser pour devenir un instrument de direction et d'organisation des luttes. Un point demeure un peu à l'écart: celui de la formation politique (17) et de l'analyse de la réalité canadienne. A partir de ce moment, le Parti Communiste devient un parti de luttes de masse. Pourtant, son niveau politique demeure encore très bas. Il n'y a pas non plus de stratégie politique adaptée à la réalité nationale.

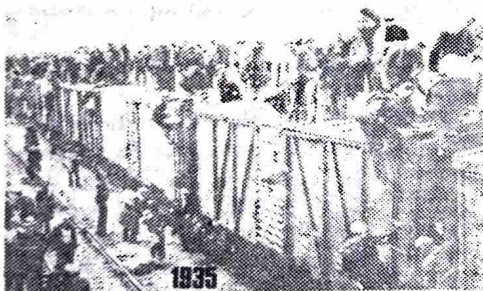
Alors que les syndicats du CMTC et les syndicats affiliés au "Congrès pan-canadien du travail" (18) (regroupant surtout les travailleurs du rail) étaient passifs devant la crise, (sans compter l'attitude "lèche-bottes" de la CTCC au Québec) les communistes montrèrent qu'il était possible d'obtenir d'importantes victoires syndicales et économiques. Dans les faits la Ligue devenait la centrale syndicale qui était la plus présente dans la lutte même si, à cause de la répression et de la politique patronale de refuser de reconnaître les syndicats progressistes, elle ne



Journaux et tracts du parti contre l'arrestation de Buck en 1931.

19) Voir à ce sujet *Dans le sommeil de nos os* d'Evelyn Dumas.

20) Voir *On strike*, une anthologie sur des récits concernant six grèves au Canada de 1919 à 1949.



Les chômeurs envahissent les trains.

21) Les chômeurs prenaient de force les trains pour se voyager de villes en villes. Ainsi ce furent le CNR et le CPR qui convinquirent le gouvernement d'arrêter cette marche trop dangereuse.

Sur le front politique.

regroupa qu'environ 50,000 travailleurs. Les syndicats internationaux et d'affaires furent ainsi isolés des luttes ouvrières les plus combatives. Par leur persévérance et par l'organisation à la base, les syndicats de la ligue furent en mesure de prouver qu'il était possible de vaincre, même durant une crise.

Certaines de ces luttes prirent une allure épique. Ainsi, les mineurs de Estevan (Saskatchewan) déclenchèrent en septembre 1931 une grève pour l'augmentation des salaires et la reconnaissance syndicale. Cette lutte d'abord confinée à quelques mines seulement s'étendit bientôt dans la région jusqu'à impliquer plusieurs centaines de mineurs. Dans une bataille rangée avec la police locale, les mineurs laissèrent trois morts sur le terrain et plusieurs dizaines de blessés. La Ligue d'unité ouvrière avec la collaboration de la Ligue de défense ouvrière (une organisation destinée à mobiliser contre la répression) lancèrent une campagne dans le pays contre les meurtriers des mineurs. Les dirigeants de la campagne anti-répression furent à leur tour arrêtés et accusés de conspiration séditeuse. Après plusieurs mois de procès et de négociations, le tout se termina en une victoire partielle des mineurs, quoiqu'une dizaine de travailleurs durent subir des peines de prison et-ou des déportations.

Les campagnes d'organisation de la Ligue se développaient parmi les travailleurs de la forêt, les mineurs (dont la fameuse grève de Noranda en 1933), dans l'automobile et les industries de produits électriques. A Montréal, les ouvrières de la confection s'organisèrent dans les syndicats industriels de la Ligue et menèrent en 1934 une grève de deux mois, affrontant à plusieurs reprises la police dans les rues de la ville (19). Dans la région de Stratford en Ontario, (20) les travailleurs des industries de meuble déclenchent une grève en septembre 1933 sous la direction d'un syndicat affilié à la Ligue. Devant la combativité ouvrière, les patrons, dont un est membre du gouvernement provincial, font venir l'armée qui entoure les quartiers ouvriers de troupes et de camions blindés. Cette répression déclenche un mouvement de solidarité et d'organisation dans la région parmi les travailleurs de plusieurs usines qui déclenchent des grèves de solidarité. Cette lutte se termine finalement en une autre victoire partielle au profit des grévistes. Sur le front des luttes syndicales, les militants font des percées importantes au sein de la Ligue d'unité ouvrière. Ce travail posera les conditions de base pour l'édification des grands syndicats industriels de masse qui allaient voir le jour durant la deuxième moitié des années '30.

C'est aussi à cette époque que se développèrent les nombreuses luttes des chômeurs sous la direction des Conseils des chômeurs affiliés à la Ligue d'unité ouvrière. Le chômage frappait particulièrement les jeunes travailleurs. Le gouvernement conservateur, dans le but d'éviter tout mouvement de révolte parmi ces travailleurs, organisa pour eux des sortes de camps de travail, où à \$0.20 par jour pour leur travail ils étaient logés et nourris dans des conditions de vie particulièrement pénibles. Les communistes organisèrent dans ces camps de chômeurs. A la fin de 1931, ils déclenchèrent dans l'ouest du pays une grève de ces chômeurs qu'ils firent sortir des camps pour former une manifestation dont le but était de traverser le pays jusqu'à Ottawa pour présenter leurs revendications. L'ampleur du mouvement (qui impliquait plusieurs centaines de chômeurs) et la solidarité du peuple (qui les accueillait dans leur marche par des réceptions et des manifestations d'appui dans chaque ville où les marcheurs s'arrêtaient) obligea la bourgeoisie à réprimer. Arrivés par train (21) à Regina, les chômeurs furent accueillis par la RCMP qui tira sur la foule blessant plusieurs chômeurs et provoquant la panique parmi les gens. La grande marche sur Ottawa fut ainsi interrompue, mais le mouvement des chômeurs prit de l'ampleur. D'autre part, la campagne de la Ligue pour réclamer un régime d'assurance-chômage s'accrut aussi, obligeant les syndicats du CMTC et plusieurs députés libéraux à endosser la revendication de la Ligue d'unité ouvrière.

En juin 1934, après une campagne pour leur libération, les dirigeants du Parti sont relâchés après plus de trois ans en prison. Le Parti lutte pour sa reconnaissance légale et l'obtient dans les faits.

C'est aussi durant ces années que le Parti devient plus présent politiquement. Les vieux partis bourgeois perdent du terrain, de nouveaux partis réformistes ou populistes sont créés (Crédit social...). En 1932, différents groupes réformistes, des coopératives, des syndicats locaux s'unissent pour fonder le "Coopérative Commonwealth Federation-CCF" qui allait d'abord s'implanter dans l'Ouest du pays pour bientôt devenir une force nationale. Analysant ces nouveaux

développements, les communistes tentent de s'allier à divers niveaux à ces forces réformistes présentes dans les masses. Ainsi au début de 1935, le Parti propose une alliance électorale au CCF. La direction de ce parti refuse mais à la base l'alliance se fait en pratique dans différents comités électoraux locaux. Le Parti présente à cette occasion un programme qui reflète le fait qu'il s'était rapproché des luttes de masses. Le programme met de l'insistance sur les revendications populaires pour le régime d'assurance-chômage, l'abolition des camps de travail, l'aide aux petits fermiers, l'interdiction des saisies pour dettes, la reconnaissance juridique des syndicats, etc... Le programme inclut aussi des revendications à caractère politique comme la levée de l'interdiction contre le Parti, la libération des prisonniers politiques, arrêt de tous les préparatifs de guerre, établissement de relations diplomatiques avec l'Union Soviétique, etc...

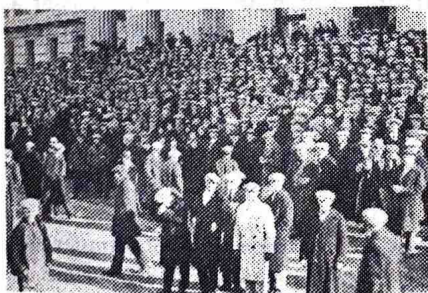
A cause de la répression, les votes communistes sont faibles (25,000 voix).(22) Mais l'impact politique du Parti est plus grand que ne peut l'indiquer le vote. Le Parti mobilise les éléments les plus avancés et les plus combattifs des masses, ceux qui dirigent les luttes de tous les jours, ceux qui implantent les syndicats, ceux qui dirigent les luttes des chômeurs, des jeunes, etc... Le Parti est intégré dans la lutte des masses.

22) Les communistes favorisèrent indirectement l'élection du parti libéral dirigé par Mackenzie King.

Bilan politique de la période.

D'un parti d'agitation et de propagande autour des luttes économiques, le PCC devient une véritable force d'organisation de la lutte économique et syndicale des masses. On évalue par exemple que près de 90% des grèves de cette dure période de crise économique furent dirigées par des syndicats de la Ligue d'unité ouvrière. Cependant une grave déviation apparaît dans le parti. Cette déviation découlait d'ailleurs du faible niveau politique du Parti et de sa direction, de son absence de stratégie politique et du peu d'importance accordée à la formation politique. Cette déviation, de caractère économiste, amenait les militants à concevoir leurs tâches comme presque uniquement centrées en pratique sur les luttes économiques et syndicales. D'après certains militants, la lutte économique déboucherait automatiquement sur la lutte politique à un moment donné quand les syndicats et les autres organisations de masse des travailleurs seraient devenus plus forts. Le travail politique dans ce contexte, le travail de formation et d'éducation, la propagande et l'agitation politique perdaient leur véritable importance. Au niveau de l'organisation, cette déviation avait aussi des conséquences. Ainsi les militants du Parti étaient dans les faits des militants syndicaux très combattifs, qui ne pouvaient pas travailler dans les syndicats réactionnaires et dont le seul terrain possible de lutte demeurait la Ligue d'unité ouvrière et le PCC. Il serait toutefois exagéré d'affirmer que le PCC était devenu une sorte de syndicat combattif. Il y avait quand même un minimum de travail politique, d'explication du rôle du capitalisme et de l'Etat, de la nécessité du socialisme, etc... Mais ces leçons politiques étaient tirées dans un cadre trop spontané, trop syndical, il ne donnait pas lieu à un véritable effort de développer les éléments avancés des masses en militants révolutionnaires formés. Durant toute cette période, il n'y eut jamais par exemple d'organe théorique du Parti. Les militants se contentaient de lire les textes classiques ou ceux de l'Internationale Communiste. Il n'y eut pas non plus d'école du Parti, pour former les cadres. Tout ce travail était fait, mais de façon artisanale et locale. Au Québec par exemple, le Parti envoya comme dirigeant un jeune étudiant torontois qui avait étudié à Paris. Celui-ci était censé encadrer le travail d'une organisation communiste! Ainsi si le niveau de participation aux luttes des masses s'accrut, il n'en fut pas de même en ce qui concerne le niveau politique. Le Parti regroupait maintenant environ 15,000 membres, mais qui n'ont pas véritablement de formation politique communiste.

Le rôle de la direction témoigne de cette situation. On peut dire sans trop exagérer que le Parti n'a pas de véritable direction, dans le sens où on entend par ce mot des militants capables de tracer une stratégie et des tactiques par rapport à une analyse globale de la réalité nationale et internationale. La direction du Parti était à la remorque du mouvement communiste international, en particulier du Parti Communiste des Etats-Unis dont les victoires et les succès étaient regardés ici avec une béate admiration. Plusieurs militants canadiens avouèrent plus tard qu'ils lisaient plutôt les journaux du PC américain pour avoir une vision politique globale et délaissaient les publications du PCC. Ces erreurs furent accentuées dans la période subséquente. Ces erreurs furent à notre avis la base principale qui explique la désintégration et la dégénérescence du parti après la guerre.



Manifestation de chômeurs à Winnipeg.



Manifestation du parti dans les années '30.

3 LE FRONT CONTRE LE FASCISME 1935-1945

Le septième congrès de l'Internationale Communiste

Juillet 1935. Dimitrov, communiste bulgare et secrétaire général de l'I.C. prononce son discours célèbre:

"... La première chose qu'il faut faire, par laquelle il est nécessaire de commencer, c'est de réaliser le front unique, d'établir l'unité d'action des ouvriers dans chaque entreprise, dans chaque rayon, dans chaque région, dans chaque pays, dans le monde entier. L'unité d'action du prolétariat à l'échelle nationale et internationale, voilà l'arme puissante qui rend la classe ouvrière non seulement capable de se défendre avec succès mais aussi de passer avec succès à la contre-offensive contre le fascisme, contre l'ennemi de classe..." (In Oeuvres choisies de Dimitrov, p. 58)

Le mouvement communiste international décide de réviser sa tactique. Voyant la montée du fascisme en Allemagne, en Italie, en Europe centrale et orientale, au Japon, devant les poussées des fractions fascistes de la bourgeoisie dans le restant de l'Europe et en Amérique, le mouvement communiste mondial décide de passer à l'action et de bloquer ce processus. Ce qui en pratique signifiait l'unité d'action avec les socialistes et les réformistes bourgeois de toutes tendances, ce qui voulait dire isoler au maximum les forces ultra-réactionnaires par la formation d'un front uni le plus large possible. Cette tactique essentiellement juste (23) aura comme résultat la défaite du fascisme et l'expansion des forces ouvrières et populaires après la guerre, en Europe et dans le reste du monde (libération de la Chine, du Vietnam, de la Corée...).

Au Canada, le PCC suivant les directives de l'I.C. décide de subordonner son travail à cette directive internationale. Le PCC évalue que le danger du fascisme au Canada est présent et se manifeste de deux façons: d'abord par le développement de mouvements ultra-fascistes dans le pays, coordonnés par l'Allemagne et l'Italie (surtout au Québec avec la présence de l'Union Nationale et du Parti d'Adrien Arcand); ensuite par la tentative de la bourgeoisie canadienne de s'allier à la bourgeoisie britannique réactionnaire dans une offensive internationale contre l'Union Soviétique.

Dans cette analyse, la lutte contre le fascisme se combine donc à la lutte contre la guerre impérialiste. La contradiction principale au Canada devient donc celle qui oppose la classe ouvrière et l'ensemble du peuple aux forces réactionnaires et pro-impérialistes de la bourgeoisie canadienne qui veulent entraîner le Canada dans une alliance avec la Grande-Bretagne et les pays fascistes contre l'Union Soviétique. Dans ce contexte, les forces nationalistes au Québec qui tenteront d'utiliser les contradictions avec la bourgeoisie anglo-canadienne au profit d'une alliance éventuelle avec la France et l'Italie sont analysées par le PCC comme objectivement pro-fascistes. (24) Toute tentative d'affaiblir le Canada est vue par le PCC comme pro-fasciste.

23) Cette tactique de front uni contre le fascisme et l'impérialisme sera à la base du front uni anti-japonais en Chine, et plus tard des luttes anti-impérialistes des peuples coréen et indochinois.

24) Il est certain, qu'à ce moment certaines forces nationalistes québécoises penchaient fortement vers le fascisme, en particulier les mouvements autour du chanoine Groulx et d'Henri Bourassa. Toutefois, une fraction de ces tendances nationalistes s'exprimaient aussi en termes anti-impérialistes et anti-fascistes. Ces tendances informellement inorganisées collaboreront avec le Parti Communiste de 1939 à 1941.

En fait, cette analyse était de caractère mécanique. Elle ne tenait pas compte de la spécificité des contradictions de classe au Canada et au Québec. Elle n'était qu'une copie non-nuancée des directives générales s'appliquant à la situation internationale. Ce que le PCC fut incapable de percevoir, c'est que la force dominante de la bourgeoisie canadienne s'alignait complètement dès cette époque avec l'impérialisme américain. Cette réalité amenait deux conséquences majeures pour le Canada:

1. Il était impensable tel que l'avancait le PC de voir se développer une alliance Grande-Bretagne-Canada contre l'URSS. Le Canada s'alignerait sur les positions américaines qui ne pouvaient faire autrement qu'entrer en contradiction avec l'impérialisme allemand et japonais.
2. le caractère anti-fasciste de la bourgeoisie américaine n'empêchait pas celles-ci de demeurer des bourgeoisies capitalistes et impérialistes, dont l'oppression sur les peuples (au Québec, en Amérique Latine, aux Philippines...) n'était que très peu différente de la domination des fascistes ailleurs.

Autrement dit, le front international contre le fascisme ne faisait pas disparaître pour autant la lutte des classes au Canada. Dans ce contexte, il aurait été juste d'appuyer le droit à la libération nationale pour le Québec et les autres peuples opprimés, tout en évitant bien sûr que ces luttes contre l'impérialisme américain et canadien ne fassent le jeu d'autres impérialismes.⁽²⁵⁾ En développant ces positions, le PCC, de même que le PC américain, liquidèrent la question de la lutte des classes dans leur propre pays et pire encore se constituèrent en alliés objectifs de leurs propres bourgeoisies impérialistes.

Il demeure toutefois essentiel de comprendre que ces analyses erronées de la situation se manifestèrent à divers degrés durant toute la période 1935-1945. D'autre part, il est aussi important de constater l'importance de la lutte contre le fascisme mondial, ce que menèrent les communistes avec une persévérance et un courage extraordinaires. Toutefois, le caractère mécanique et unilatéral de leur analyse (qui ne tenait pas compte de l' "autre" aspect, celui de la lutte des classes contre leur propre bourgeoisie impérialiste) fit en sorte que le PCC glissa dans des positions révisionnistes et réformistes.

Les luttes syndicales l'arrivée du CIO

Les communistes dissolvent la Ligue d'unité ouvrière et encouragent les syndicats à rejoindre les rangs des syndicats internationaux. La dissolution de la Ligue correspond aux directives de l'I.C. de dissoudre les syndicats "rouges" et de rejoindre les rangs du mouvement syndical le plus large. Mécaniquement, les communistes canadiens en viennent à conclure qu'il faut rejoindre les rangs de l'AFL. De plus, plusieurs erreurs furent commises dans le processus de dissolution de la Ligue. Ainsi, à plusieurs endroits, des directives sont avancées par en haut, sans explication et discussion à la base, ce qui amènera plusieurs militants de longue date à quitter le Parti parce qu'ils ne comprenaient pas la décision de dissoudre l'organisation de lutte qu'ils avaient contribué à bâtir dans leur sueur et dans leur sang.

C'est au même moment aux Etats-Unis qu'une importante fraction de l'AFL lutte pour développer les syndicats industriels de masse dans les industries de base. Les dirigeants super-réactionnaires de l'AFL ne bronchent pas, ce qui oblige les tenants du syndicalisme industriel, dirigés par John Lewis, du syndicat des mineurs, à se séparer dans les faits et à fonder le CIO (Committee of Industrial Organisations) en 1936.⁽²⁶⁾ Aussitôt des millions de travailleurs commencent à s'organiser et c'est le plus gros mouvement de luttes ouvrières que vivront les Etats-Unis avec les fameuses grèves avec occupation dans l'automobile, le caoutchouc, le textile, etc... Au Canada, les syndicats industriels du CIO se développent à plusieurs endroits sur la base des anciens syndicats de la Ligue d'unité ouvrière. Ce fait est d'ailleurs encouragé par la direction du CIO qui a choisi comme politique d'utiliser au maximum les possibilités d'organisation et d'agitation des communistes qui, trop contents de faire enfin partie du mouvement syndical officiel, embarquent dans cette campagne avec toutes leurs énergies.

C'est en Ontario que les syndicats industriels font des percées. Au nord dans les mines d'or et de nickel. Dans la région sud où les premiers locaux des Métallos sont mis sur pied. Mais ces premiers pas sont difficiles. La bourgeoisie canadienne utilise tous les arguments y compris celui de l'anti-américanisme pour contrer ce mouvement d'organisation.

25) Par exemple les luttes contre l'impérialisme britannique et américain en Argentine qui conduisirent Juan Péron à aider Hitler.

26) Voir *Le mouvement ouvrier américain*, Mobilisation, 1974.

27) Voir *On Strike*, op. cit.

28) L'édification des TUA fait l'objet du récit fantastique de W. Moritmer, militant communiste et fondateur du syndicat dans *Organize!*, disponible à la Librairie Progressiste

29) Soit plus de 150,000 travailleurs.

Un jalon important de la pénétration du syndicalisme industriel fut la grève à la General Motors à Oshawa en 1936.(27) Depuis plusieurs années déjà des militants communistes avaient initié dans l'usine un groupe de base en collaboration avec des militants du CCF et des travailleurs combattifs de l'usine. Avec les luttes aux Etats-Unis, les ouvriers de la GM décident de s'organiser pour de bon au sein des "Travailleurs Unis de l'automobile" (CIO) (28). Leurs revendications sont présentées, y compris évidemment la reconnaissance syndicale. Mais la GM fait mine de refuser de négocier avec des représentants du CIO. Cette attitude est fortement encouragée par le gouvernement ontarien dont le chef se sent menacé dans les intérêts qu'il possède dans les mines du nord de l'Ontario. Après deux mois de grève totale (incluant plus de 5.000 ouvriers), c'est une victoire partielle. Dans les faits, la GM a reconnu le syndicat même si elle refuse de faire admettre dans le contrat une clause reconnaissant l'affiliation du local aux TUA. Cette première brèche importante dans les industries de masse entraîne bientôt des dizaines de milliers de travailleurs à s'organiser en syndicats. Les marins, les métallos, les ouvriers du caoutchouc et des produits électriques s'organisent dans les grands syndicats qui constituent encore aujourd'hui la force principale du mouvement syndical. Les militants communistes sont aux premiers postes de ces luttes. Ainsi se retrouvent-ils en 1937 avec le contrôle effectif de près du tiers des syndicats canadiens affiliés au CIO.(29) Dans les syndicats de l'automobile et des produits électriques en Ontario, parmi les marins des Grands Lacs, parmi les ouvriers de la forêt et des ports en Colombie Britannique, parmi les mineurs de l'ouest, les communistes dominent les syndicats. Mais comme nous le verrons plus loin, cette direction ne repose pas sur un travail politique, sur un travail communiste. Dans les faits, les communistes sont reconnus pour ce qu'ils sont, des travailleurs combattifs qui savent comment s'organiser.

Au Québec, un mouvement de grève se développe en 1937 dans l'industrie du textile. Les ouvriers de la Dominion Textile syndiqués à la CTCC sortent en grève à Montréal, Valfield, Drummondville, Magog, Sherbrooke, St-Grégoire et Montmorency. Leur victoire fera naître le syndicalisme de masse dans l'industrie du textile au Québec. Encore là, les militants communistes sont infatigables pour organiser les travailleurs à la base, pour lancer des campagnes de soutien, pour mobiliser la population des villes contre le monopole géant. Même au sein des syndicats catholiques, étroitement surveillés par le clergé réactionnaire, ce sont des militants communistes de base qui prennent l'initiative et rejoignent le grand mouvement de lutte et de syndicalisation à la fin des années '30.

La situation dans le monde.

L'offensive fasciste se poursuit dans le monde. En 1936, les généraux fascistes d'Espagne, en coordination étroite avec l'Allemagne et l'Italie, se révoltent contre le gouvernement démocratique et populaire de la République. Le mouvement ouvrier et communiste mondial s'élève de la lutte tragique du peuple espagnol contre les forces combinées des fascistes européens. Il lance alors une campagne de mobilisation et d'appui qui entrera dans l'histoire comme l'un des plus beaux moments de la fraternité internationale des ouvriers et des peuples. Le slogan de Marx "Proletaires de tous les pays, unissez-vous!" vivra avec une intensité unique dans l'histoire.

Au Canada, les communistes organiseront la campagne d'appui à l'Espagne qui sera une de leur plus belle contribution à l'histoire ouvrière de notre pays. Plus de 1,200 canadiens et québécois iront en Espagne, dont plus de la moitié tomberont sur les premières lignes de feu tenues par leur bataillon "Mackenzie-Papineau", corps d'armes appartenant aux fameuses brigades internationales. Le docteur Norman Béthune, (30) communiste de Montréal, sera à partir de cette époque un exemple vivant de l'internationalisme prolétarien. Béthune organisera en Espagne un service de transfusion sanguine pour sauver les blessés directement sur le champ de bataille. Cette méthode révolutionnaire permettra ainsi de sauver la vie de centaines de combattants anti-fascistes. En 1937, Béthune, avant de partir pour la Chine où il mourra héroïquement, viendra renforcer la campagne d'appui à l'Espagne. A Montréal, plus de 15,000 personnes viendront l'entendre au forum pour l'acclamer et montrer leur appui à la république, alors qu'au même moment l'Eglise catholique de concert avec le gouvernement Duplessis déclenchait une campagne d'appui aux fascistes assassins du peuple espagnol.

Mais le sentiment anti-fasciste des peuples est fort. En 1938, les

30) Voir une brochure du Comité d'amitié Hispano-Québécois C.P. 1491, Station "A", Montréal

Selon le texte de Mao l'esprit du camarade Béthune, oubli total de soi et entier dévouement aux autres, apparaissait dans son profond sens des responsabilités à l'égard du travail et dans son affection sans bornes pour les camarades, pour le peuple. Tout communiste doit le prendre en exemple. in *A la mémoire de Norman Béthune*, 1939.

31) Ce pacte tramé par Chamberlain, ministre des affaires étrangères de la G.B. laissa champ libre à Hitler pour l'invasion de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche. Derrière le pacte se cachait aussi la possibilité d'une entente pour envahir l'URSS.

manifestations du premier mai au Canada seront des démonstrations vivantes de cette réalité. A Toronto par exemple, plus de 25,000 personnes défilent derrière les bannières du parti communiste et d'organisations progressistes et anti-fascistes.

Alors que les peuples s'organisent contre les fascistes, les bourgeoisies tentent de compromettre avec eux. En 1938, après l'infâme pacte de Munich signé par la Grande Bretagne et la France, (31) les fascistes ont champ libre et envahissent rapidement la Tchécoslovaquie, l'Autriche, d'autres pays de l'Europe orientale. Ils préparent l'offensive contre l'Union Soviétique. Un alignement capitaliste mondial se prépare à l'assaut de l'URSS. Mais cette tactique sera déjouée par les dirigeants du premier pays socialiste. Staline signe le pacte de non-agression avec les Allemands, ce qui lui permettra de gagner trois ans afin de se préparer à l'inévitable guerre contre le fascisme. Cet événement sera difficile à comprendre pour de nombreux peuples dans le monde opprimé ou en lutte contre les fascistes. Pourtant l'histoire prouvera que Staline et les dirigeants de l'URSS avaient vu juste.

La guerre

Le 3 septembre 1939, la Grande Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne nazie, suivie de près par la France et quelques autres pays européens. La déclaration de la guerre porte encore les marques des tentatives de compromis avec les fascistes. Ainsi pendant plusieurs mois, la guerre sera au point mort, les troupes immobilisées, sans qu'aucune offensive ne soit déclenchée alors que les troupes nazies sont encore concentrées à l'est contre la Pologne et les pays d'Europe centrale. C'est ce qui fut appelé "drôle de guerre", presque deux ans pendant lesquelles les deux grandes forces du monde capitaliste restent face à face, tentant en coulisse d'amorcer des négociation ou de voir une issue à cette impasse.

Qu'est-ce qui se passe au Canada? La bourgeoisie canadienne sert de point de jonction entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ceux-ci veulent rester à l'écart, mais soutiennent tout de même les pays contre l'Allemagne. Le Canada entre donc officiellement en guerre. Le Parti Communiste, devant cette manoeuvre de la bourgeoisie internationale, lance le mot d'ordre: "Gardons le Canada hors de cette guerre impérialiste". Le PCC analyse cette période de la guerre comme en étant une de confrontation entre puissances impérialistes (Allemagne versus Grande Bretagne) et conséquemment à cette analyse préconise la neutralité du Canada.

Au pays, l'infâme Loi des mesures de guerre est rétablie. Sous prétexte de protéger le pays contre ses ennemis, la bourgeoisie s'en sert pour régler son compte aux organisations ouvrières et progressistes dont en premier lieu bien sûr le Parti Communiste. Le Parti est interdit, ses publications, archives et locaux saisis. Quelques centaines de militants sont internés dans des camps de concentration, entre autre le dirigeant des Ouvriers Unis de l'Electricité, Jackson. Toutefois, la direction du parti entre dans la clandestinité.

Le Parti et les syndicats



Manifestation des mineurs du syndicat "Mine Mille" à Sudbury en 1943.

Malgré la répression qui frappera le Parti jusqu'à l'entrée en guerre de l'URSS et du changement dans la tactique communiste, le Parti continue de s'implanter. C'est à cette époque, début des années '40, qu'il atteint son sommet. Il regroupe environ 20,000, membres, son influence est prédominante dans de nombreux syndicats (dans l'automobile, l'électricité, les débardeurs, les marins, les "Mine, Mill", etc...). Cependant, cette forte implantation dans les organisations de masse à caractère syndicale ou autre masquait une profonde faiblesse au niveau du contenu politique véhiculé par le Parti. Ainsi même à cette époque, les questions de formation et d'éducation politique n'ont pas été résolues. En gros, le Parti Communiste est un parti composé de "sympathisants" communistes, de personnes progressistes et militantes, mais dont le niveau politique est extrêmement faible. Non seulement cette situation ne s'améliore pas durant ces années, mais elle empire. Par exemple, le Parti décide de dissoudre les fractions communistes dans les syndicats, abolissant ainsi le cadre de fonctionnement, de direction et de formation pour les militants communistes. Cette décision est alors expliquée par le fait d'édifier les syndicats de la façon la plus large possible et d'éviter de "faire peur au monde", d'éviter d'insister sur le caractère révolutionnaire du parti et de sa stratégie. Le parti communiste est de plus en plus identifié à un organisme para-syndical, dont les militants sont les meilleurs militants syndicaux, les plus combattifs et les plus dévoués. William Foster, (32) dirigeant du PC américain, expliquait ainsi la position communiste en 1939, une position largement suivie par les communistes canadiens:

32) C'est une ironie du sort que ce soit Foster qui prononce ces mots alors que ce sera lui mènera dans le PC américain la lutte contre le révisionisme de Browder dans les années '50.

"... Les formes organisationnelles du travail communiste dans les syndicats ont changé radicalement dans la période actuelle. Certaines méthodes, traditionnellement justes ne s'appliquent plus à la situation actuelle dans le mouvement ouvrier. Ainsi, les membres du Parti ne participent plus dans des groupes ou des activités organisées indépendantes au sein des syndicats. Le Parti ne favorise plus la formation de groupes progressistes, de blocs ou de caucus dans les syndicats; nous avons liquidé nos propres fractions communistes, arrêté la publication de journaux d'entreprise, et nous modifions actuellement notre système de branches industrielles. Les communistes fonctionnent maintenant dans le mouvement syndical seulement à travers les comités syndicaux réguliers et les institutions formelles du mouvement syndical. Les communistes sont les meilleurs combattants pour la démocratie et la discipline dans le mouvement syndical et sont résolument opposés à toutes formes de contrôle par des groupes ou des cliques..."

Ces positions politiques, à la base de tout le travail du Parti dans les masses charriaient deux graves erreurs. D'abord la confusion entre lutte économique et lutte politique. Si les communistes ne voyaient pas pourquoi ils devaient fonctionner de façon autonome au sein des organisations de masse de type syndical, c'est qu'ils ne distinguaient pas la différence entre la lutte économique et syndicale (de résistance), menée par les masses avec un niveau de conscience immédiat, trade-unioniste (selon l'expression de Lénine), et la lutte politique, contre l'Etat bourgeois, pour l'instauration du pouvoir ouvrier. Les militants du PC avaient l'impression que les luttes économiques massives de cette période déboucheraient presque spontanément sur une lutte pour le socialisme. C'est dans ce sens qu'ils ne voyaient pas leur rôle autonome. Ceci constitue leur deuxième erreur. Les communistes, comme tout mouvement d'avant-garde se distinguent essentiellement du mouvement de masse de par le fait qu'ils ont une conscience globale, scientifique de l'ensemble du processus social et de ses transformations. De cette façon, les communistes oubliaient la leçon essentielle de Lénine qui disait que la tâche des communistes est d'inculquer de façon consciente et organisée la conscience socialiste dans le mouvement de masse qui de par son caractère spontané ne peut aboutir de par lui-même qu'à la réforme, et non à la révolution et au socialisme. Ces deux raisons portent en elles-mêmes l'explication de la dégénérescence ultérieure du Parti. Dans la pratique, ces erreurs conduisirent à isoler le Parti des masses, l'erreur même que les communistes voulaient éviter en mettant de côté leur caractère révolutionnaire!

C'est en effet durant cette période que commencent les attaques anti-communistes au sein des syndicats du CIO.

En janvier 1940, les syndicats affiliés du CIO au Canada, fusionnent avec l'autre centrale du travail.³³ Cette dernière centrale est contrôlée par des éléments réactionnaires proches de la direction du CCF. Son implantation est limitée aux employés des chemins de fer, mais la fusion avec le CIO canadien, deux fractions lui donnent une nouvelle force, au sein du CIO canadien, deux fractions existaient depuis longtemps. La droite, conseillée par des ante-communistes notoires comme David Lewis (futur chef du NPD), lutte depuis le début pour limiter l'influence communiste. La droite commence par éliminer le PC du syndicat des métallos. Alors que les premiers locaux métallos avaient été organisé par des communistes à Hamilton dans les années '30, les dirigeants du CIO canadien avec l'aide de la direction américaine des métallos, fait le grand nettoyage, ce qui aura pour résultat de limiter considérablement le travail d'organisation et de syndicalisation des milliers de métal-lurgistes dans le pays. D'autre part, dès la fusion avec le Congrès pan-canadien du travail, la direction de la centrale devient super-centralisée aux mains d'un conseil exécutif hiérarchisé au maximum. Sur les sept membres du conseil exécutif, 5 sont des anti-communistes fervents. Les communistes luttent sans succès pour la démocratisation de la nouvelle centrale. Comme nous le verrons plus tard, la grande majorité des syndicats à prépondérance communiste seront morceaux, par morceaux, petit à petit, éliminés, isolés ou pris en charge par la droite.

Un front national contre le fascisme.

Juin 1941. L'Allemagne nazie attaque l'Union Soviétique. C'est le début de la fin pour le fascisme allemand. Dans le monde, cet événement modifie profondément

Cet article a été originellement publié dans la revue *Albanie d'aujourd'hui*, no.1(8), janvier-février 1973.



Assemblée du Parti Communiste pour soutenir l'effort de guerre en 1942.

le caractère de la guerre. Cette guerre ne concerne plus seulement le partage du monde entre les impérialistes, mais concerne maintenant la défense du premier Etat ouvrier au monde. Les forces ouvrières et progressistes du monde entier s'unissent pour participer à l'effort de destruction des fascistes.

Au début de 1942, le Parti Communiste lance une campagne d'appui à la guerre et à la conscription. Malgré que le Parti est encore officiellement illégal, il peut à la suite de négociations officielles avec le gouvernement, reprendre ses activités ouvertes. Les communistes se lancent avec ardeur dans cette campagne, organisant des comités pour encourager les masses à voter positivement lors du plébiscite organisé par le gouvernement fédéral sur la conscription en mai 1942. Alors que la population canadienne vote majoritairement en faveur de la conscription militaire, plus de 80% des votants québécois répondent NON. Malgré le fait que la campagne contre la conscription fut organisée par des forces de droite soupçonnées avec raison d'entretenir des liens avec l'Italie mussolinienne, le vote reflétait la profond ressentiment que manifestait le peuple québécois contre l'oppression nationale que lui faisait subir la bourgeoisie canadienne. Encore là, les communistes canadiens, incapables de saisir l'essence fondamentale de la question nationale au Québec ne virent dans cette réalité qu'une manoeuvre fasciste. Ce fait les conduisit à s'isoler encore plus du peuple québécois.

Pendant ce temps, le gouvernement libéral de Mackenzie King avec la collaboration de toutes les organisations syndicales et ouvrières met toutes les énergies de la nation au service de la guerre. En quelques mois, la production nationale double, des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses sont embauchés. Les patrons font des immenses profits sur le dos des travailleurs grâce à l'effort de guerre national. Dans certaines industries, les compagnies fixent des prix exorbitants pour des produits et complotent avec le gouvernement pour restreindre les conditions de vie et de travail des masses. Ce sont les masses qui gagnèrent la guerre, ce sont des travailleurs qui allèrent combattre les nazis ce sont leurs femmes qui produisaient les munitions à l'arrière. Pendant ce temps, la grande bourgeoisie bâtissait l'empire américain qui allait devenir la force dominante partout dans le monde après la guerre.

Le Parti Communiste lutte pour que les syndicats concluent avec des patrons des accords anti-grève. Ces clauses enlevaient aux travailleurs le droit de faire la grève en échange de quelques compensations au chapitre de la sécurité d'emploi et autres peccadilles. Aux yeux des militants communistes, cette politique favorisait l'effort de guerre national. Pourtant, la lutte des classes dans le pays n'était pas éteinte pour autant. Cette tactique mécanique et incorrecte contribua encore plus à isoler le parti des masses qui constataient avec raison que pendant qu'elles travaillaient à mort pour l'effort de guerre, les riches s'enrichissaient comme jamais et se voyaient accorder des privilèges inouïs par le gouvernement. Même parmi les secteurs les plus réactionnaires et les plus intégrés du mouvement syndical, avec autant de force que le firent les communistes. Encore là, il faut noter l'absence d'analyse concrète, l'absence de dialectique des communistes canadiens, qui ne tenaient pas compte suffisamment de la réalité nationale du Canada, du contexte nord-américain.

Le Parti défend avec ardeur ses positions d'unité. Il devient l'apologiste de Mackenzie King et du gouvernement libéral. En décembre 1943, pour reprendre officiellement sa légalité, le Parti change de nom pour adopter celui du Parti Ouvrier-Progressiste (POP). Lors des élections fédérales, Fred Rose est élu candidat POP dans Montréal-Cartier, le quartier des ouvriers d'origine grecque et juive. La victoire de Rose, de même que le score relativement élevé des votes communistes(34) dans le reste du pays indique la popularité du Parti dans ces secteurs de la classe ouvrière particulièrement touchée par la question du fascisme. Des communistes sont aussi élus dans des circonscriptions ouvrières aux élections provinciales en Ontario. Le programme du POP diffère peu à ce moment de celui du CCF. Les communistes accusent même le CCF d'être trop "socialiste"(!) et de ne pas assez soutenir le front national. "Tout pour la Victoire" tel est le slogan du Parti.

Au même moment, c'est l'apparition du "browderisme", du nom du secrétaire général du Parti Communiste américain, Earl Browder, qui développe la théorie (une fois de plus) d'un capitalisme nord-américain d'un type nouveau, capable de concilier les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat. Dans son fameux livre *Téhéran*, Browder expliquait que la nouvelle conjoncture internationale (le front uni

La fondation du Parti Ouvrier-Progressiste

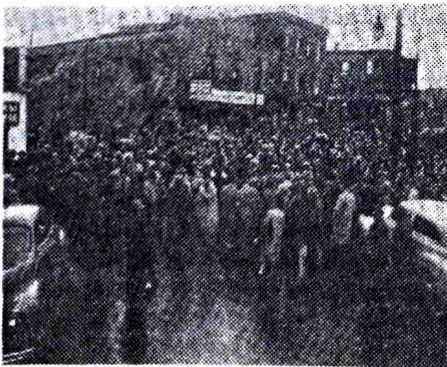
(34) Le POP aida même dans certains endroits à élire des députés libéraux et NPD.

entre les Etats-Unis, la Grande Bretagne et l'Urss) obligeait le capitalisme américain à se transformer pacifiquement, à passer par étapes vers le socialisme. En pratique, Browder en vint à préconiser la disparition du Parti Communiste. En 1944, effectivement le Parti se dissout, puisqu'il n'est plus nécessaire de faire la révolution (!), pour se transformer en une association d'éducation (Communist Political Association). Un an plus tard, le Parti se rétablira sous la direction du William Foster. Pourtant, les idées révisionnistes de Browder qui dominèrent le mouvement communiste non seulement aux Etats-Unis, mais ici même et parmi certains PC d'Amérique Latine indiquent bien à quel point l'analyse mécanique du front international contre le fascisme conduisit les militants à des impasses. Au Canada, même s'il ne fut jamais officiellement question de dissoudre le Parti, la ligne de Browder eut un grand retentissement et à cause des rapports étroits entre les deux Partis, on peut dire que cette ligne politique révisionniste établit sa domination ici-même quoique sous une forme différente.

Au sein du mouvement syndical, les positions communistes sont de plus en plus menacées. D'abord, les travailleurs de la base ne saisissent pas l'enjeu du débat. Les communistes sont identifiés comme militants syndicaux. De plus, leur tactique pendant la guerre a rendu insatisfaits bon nombre de travailleurs combattifs qui ne voient que les patrons en train d'empocher d'immenses profits. Cette combinaison de facteurs fait en sorte que la direction des syndicats, de même que les directions américaines des syndicats internationaux sont en mesure de lancer leur offensive.

Ainsi, dans un château-fort des communistes, en Colombie britannique, c'est l'attaque généralisée. Trois syndicats constituent la grosse partie des syndiqués de cette province: les travailleurs de la forêt (International Woodcutters of America-IWA), ceux du port et de la construction maritime, ainsi que les mineurs (Mine, Mill and Smelter Workers). Les manoeuvres se font sur deux fronts. Au niveau international, les syndicats comme les IWA votent des clauses anti-communistes dans leur charte, prohibant pour les officiers syndicaux l'appartenance au Parti Communiste. Au niveau local, la centrale réclame l'indue des fonds supplémentaires au syndicat local. Dans les faits, les militants communistes à la direction des syndicats locaux sont mis "hors-la-loi" de leur propre syndicat. Bientôt, cette expulsion officielle devient officielle. Une fois le contrôle des IWA aux mains de la droite, on s'empresse de prendre le contrôle de la Fédération des travailleurs de la Colombie britannique, qui à son tour expulse les travailleurs du port et les Mine Mill. Toutes ces manoeuvres sont étroitement coordonnées avec les patrons (qui au bon moment congédient les militants les plus actifs), la presse bourgeoise (qui accuse les communistes d'être contre la "démocratie" dans les syndicats), l'Etat (qui par son ministère du travail désacréte les syndicats progressistes...). Résultat final, les communistes de même que tous les militants progressistes perdent la direction des syndicats. Souvent, les militants y demeureront encore longtemps, mais sans être capables d'exercer un véritable rôle de direction des luttes et des masses.

C'est ainsi que s'achève cette période, qui marque aussi le début de la fin de l'existence du parti communiste comme force importante sur la scène politique ouvrière au Canada. La combinaison des erreurs de type économiste et spontanéiste (issues des périodes antérieures) à une application mécanique et grossière de la tactique du front contre le fascisme aboutira à la disparition. La fin de la guerre chaude, c'est aussi le début de la guerre froide, de la répression, de la chasse anti-communiste. Mais comme nous le disait un ex-militant du Parti Communiste, **"Jamais la répression ne réussit à éliminer un véritable Parti Communiste. Ce sont des facteurs internes qui sont principaux, qui sont le moteur. Ainsi, si le Parti est disparu, ce n'est pas principalement à cause de la répression, mais à cause de ses graves erreurs politiques, parce qu'il n'a jamais su se donner une analyse, une stratégie politique conséquente avec la réalité nationale..."** Mais le Parti Communiste ne disparaîtra pas immédiatement après la guerre. Il participera encore pendant plusieurs années à l'organisation de luttes qui constituent parmi les plus glorieuses et les plus riches de l'histoire ouvrière dans ce pays.



Manifestation des marins en 1946.

4

DE LA GUERRE CHAUDE A LA GUERRE FROIDE

Déclin et disparition du Parti Communiste 1946-1956

Les Yankees entrent en force.

La fin de la guerre, c'est le début d'une ère nouvelle dans le capitalisme mondial, c'est le début de l'époque des Yankees. L'impérialisme américain devient totalement dominant. Mis en échec par les luttes des peuples (Europe centrale, Asie, Afrique), l'impérialisme américain se développe tout de même, sans opposition sérieuse des autres puissances capitalistes qui doivent rebâtir à partir de rien. Conscient du danger de la destruction du capitalisme dans plusieurs pays, l'impérialisme américain s'empresse d'y pénétrer pour établir sa domination (Plan Marshall en Europe, plans de développement en Amérique latine, mise sur pied de l'OTAN et d'alliances militaires en Asie, soutien massif au Japon et à Tchang Kai-shek à Formose, etc...) En Amérique du nord, l'impérialisme américain ne veut pas prendre de chances. Il veut consolider ses arrières solidement en éliminant tout danger de contestation interne. Ce sera la chasse aux communistes.

Le mouvement ouvrier.

La classe ouvrière nord-américaine, consciente de sa position de force au plan économique et patiente depuis 5 ans, lance après la guerre un grand mouvement de grèves et de revendications économiques. Ces luttes prennent un caractère strictement économique et se terminent en majorité par des gains au chapitre des salaires et des conditions de travail. Au Canada en septembre 1945, les 11,000 ouvriers de Ford à Windsor déclenchent la grève. L'exécutif local est dirigé par des militants communistes qui donnent à la grève un caractère de masse: mobilisation de tous les grévistes sur des lignes de piquetage massives, campagnes d'appui dans le pays, organisation de comités de solidarité dans la région, etc... La grève devient bientôt une cause nationale. La principale revendication concerne la sécurité syndicale³⁵. Le syndicat affilié aux TUA demande en effet l'atelier fermé: tous les travailleurs de l'usine doivent être syndiqués³⁶. Après des menaces à la grève générale dans l'industrie automobile aux Etats-Unis et au Canada, Ford finit par céder mais s'en tire habilement. Le gouvernement fédéral agissant comme conciliateur envoie le juge Rand qui donnera son nom à la formule aujourd'hui généralisée. La formule Rand, née durant cette grève chez Ford, comprend deux aspects: l'un positif, assurant au syndicat une sécurité de base, mais aussi un autre aspect, celui-là très négatif, qui concerne l'institutionnalisation du syndicat qui perd par les modalités de cette formule les contacts directs et quotidiens avec la base. La formule Rand devait ainsi servir à accentuer la bureaucratisation et la hiérarchisation des grands syndicats d'affaires qui constituent aujourd'hui un des principaux obstacles à l'organisation et à la lutte des travailleurs.

En 1946, plus de 150,000 travailleurs seront impliqués dans des grèves. En août 1946, le syndicat des ouvriers unis du textile (CMTC)³⁷ déclenche la fameuse grève contre la Dominion Textile à Valleyfield et à Montréal. Les militants communistes Madeleine Parent et Kent Rowley dirigeront la grève jusqu'à la

35) Voir la série d'articles parus durant l'été '74 dans *Revolution*, journal de l'organisation américaine marxiste-léniniste "Revolutionary Union".

36) Il est à constater que cette revendication est au centre de la longue grève à la United Aircraft menée par les TUA.

37) Voir Charles Lipton, *The trade union movement in Canada*, 1967

victoire, sans qu'ils puissent toutefois échapper à la prison de Duplessis et à une campagne de calomnie qui allait les forcer à quitter le Québec. Des grèves se multiplient parmi les marins des grands lacs, les ouvriers de industries de produits électriques, les employés des chemins de fer, etc... Le mouvement syndical englobe près d'un million de membres.

En 1947 et en 1948, les communistes perdent la direction des TUA, des IWA (travailleurs de la forêt) en Colombie britannique, des quelques locaux des métallos où ils étaient encore présents. Le grand syndicat des marins (Canadian Seamen's Union)(38) est détruit quand les patrons décident de reconnaître le syndicat du tristement célèbre Hal Banks (Seafarers International Union) qui prend le contrôle des ports et des bateaux par le chantage, l'extorsion et la violence. De nombreux petits syndicats, dans l'alimentation, le vêtement, la chaussure, etc... bâtis au travers de luttes épiques et glorieuses par des militants communistes, sont détruits, ou pris en charge par des bureaucrates envoyés de Washington ou de la haute hiérarchie des centrales syndicales.

Les communistes restent retranchés dans deux puissants syndicats: les Mine Mill, implantés dans les mines de l'ouest et du nord de l'Ontario, et les UE, le syndicat des grandes industries de masse de produits électriques. Incapables de renverser la direction des communistes dans ces syndicats, les bureaucrates réactionnaires expulseront purement et simplement ces syndicats des centrales. En 1949, les UE et les Mine Mill sont expulsés du mouvement syndical. Aussitôt, la centrale CCL en collaboration avec le CIO aux Etats-Unis mettent sur pied un syndicat-bidon, l' "International United Electrical Workers" (IUE). Dans les usines de la GE, de la Westinghouse, on verra alors d'étranges manèges. Des représentants des IUE viendront avec les patrons faire signer des cartes du syndicat, demanderont la révocation de l'accréditation de syndicats locaux aux UE. Au Québec, Duplessis désaccréditera la plupart des syndicats UE (GE, Westinghouse, Marconi, RCA...) pour faire rentrer les IUE ou des syndicats de boutique. Malgré cette campagne énorme, les UE réussirent à se maintenir et continueront encore aujourd'hui d'être le plus fort syndicat dans l'industrie des produits électriques (39), et d'être le seul et dernier bastion du Parti Communiste canadien au sein du mouvement syndical.

Contre les Mine, Mill and Smelter Workers, un des syndicats les plus démocratiques et les plus combatifs de l'histoire syndicale au Canada, les bureaucrates lanceront le syndicat des Métallos. Les métallos renommés encore aujourd'hui pour leur bon ententisme avec les boss et leur répression contre les militants progressistes et les travailleurs combatifs, se lancèrent dans des campagnes de maraudage dans les mines d'or et de nickel dans le nord de l'Ontario. Sans réussir à détruire le syndicat Mine Mill, les métallos réussirent à contenir le syndicat dans des limites étroites. (En 1966, les Mine Mill fusionneront avec les métallos).

La répression ne demeurait pas confinée au niveau du mouvement syndical. En 1948, un soviétique à l'emploi de l'ambassade de l'URSS à Ottawa, passe de l'autre côté pour révéler des informations à la RCMP concernant l'espionnage soviétique au Canada. Les révélations de ce personnage conduisent le gouvernement canadien à organiser une intense campagne de répression. Le député fédéral Fred Rose est arrêté, condamné pour espionnage et déporté. Plusieurs dizaines de militants sont arrêtés, plusieurs centaines interrogés, intimidés. Au Québec, Duplessis met en application sa fameuse loi du cadenas, permettant à la police de cadenasser tout local suspect de servir à la diffusion de propagande communiste. Cette loi infâme permet aux flics de semer la terreur dans les locaux du Parti, d'organisations progressistes ou syndicales sans qu'il n'y ait aucun recours juridique.

Mais la répression est surtout morale, intellectuelle. Sans nier l'importance des arrestations et des passages à tabac, la répression se manifeste surtout par l'intense campagne idéologique déclenchée à l'échelle du continent pour déraciner toute idée progressiste au cœur des masses. L'église catholique, le système d'éducation, les organismes de sports et de loisirs, les films, la radio, les publications de toutes sortes, contribuent à cet effort concerté pour provoquer une hystérie collective anti-communiste. Les images des bolchéviks-avec-le-couteau-entre-les-dents et des curés-martyrs dans les pays communistes sont utilisés à côté des analyses pseudo-scientifiques de politologues et de sociologues vendus. Toute la production intellectuelle et culturelle est mise dans le carcan de cet

38) Ibid



Grève des travailleurs de la chaussure, Montréal, 1947.

39) Au Québec, les UE ont récemment mené la grève de Westinghouse à St-Jean. Les UE sont aussi au centre d'un front commun inter-syndical dans la région de St-Jean.

La répression s'étend



Attaque contre les bureaux du Parti Communiste à Montréal durant les années '50.

anti-communisme grossier et anti-peuple. A cause de la prospérité relative de la fin des années '40 et des années '50, ces idées, il faut l'admettre, porteront fruits, réussissant à détruire parmi les masses de travailleurs les premiers jalons d'une conscience de classe qu'ils avaient acquis durant la période des grandes luttes de syndicalisation avant la guerre. Au Québec, ce sera l'église catholique, les milliers de curés et de bonnes soeurs qui organiseront ainsi ce grand mensonge, cette grande calomnie contre tout ce qu'il y a de progressiste dans le monde, du socialisme, en passant par la révolution française jusqu'aux oeuvres de Picasso...

La situation dans le monde

40) Voir les *Kapetanios* sur la guerre civile en Grèce, disponible à la Librairie Progressiste.

L'impérialisme américain se fait le gendarme du monde entier. En Europe occidentale, il fait tomber les gouvernements de coalition comme en Italie et en France. En Allemagne de l'ouest, il déclenche des opérations de provocation contre la population et contre la partie orientale du pays occupée par les troupes soviétiques. En Grèce, il finance et arme les réactionnaires qui déclencheront la guerre civile dès 1948 pour écraser les mouvements insurrectionnels dirigés par le Parti Communiste. (40) Vis-à-vis les pays socialistes, il organise sans cesse des opérations de sabotage et d'espionnage. En Asie et en Afrique, les américains prennent la place des colonialistes français et britanniques. A partir du début des années '50, ils soutiennent fortement les français en Indochine, les britanniques dans leur guerre anti-partisans en Malaisie. Les américains écrasent eux-mêmes l'insurrection de l'armée populaire de libération aux Philippines. Au début de 1950, ils envahissent la Corée populaire et occupent la partie sud du pays. Partout dans le monde, c'est le pillage et l'oppression des nations et des pays. Mais, **"là où il y a oppression, il y a aussi résistance"**. Les peuples s'organisent et luttent armés à la main contre l'impérialisme. La Corée, le Vietnam, soutenus par la libération totale de la Chine en 1949, de nombreux pays d'Afrique, se libèrent, rejoignent le camp des pays en lutte pour la construction du socialisme.

Mais l'impérialisme américain demeure fort. Sur "son" continent, il installe des régimes à son service en Amérique Latine. Aux Etats-Unis mêmes, la répression fait diminuer le membership du Parti Communiste de 80,000 à 6,000 en quelques années. Les militants syndicaux sont pourchassés; dans le domaine des arts, de la littérature et du cinéma, c'est la grande chasse aux sorcières. McCarthy et son armée de procureurs et de flics pourchassent les "rouges" comme un exorciste le démon. Hoover et ses fascistes du FBI deviennent les héros de la nation. On arrête un scientifique et sa femme pour les envoyer sur la chaise électrique (le procès des Rosenberg). (41) La grande bourgeoisie et sa presse recanent et triomphent... Leur victoire ne sera que de courte durée...

41) Cette employée au service de la Commission de recherche sur l'énergie atomique américaine, fut victime d'un coup monté par le FBI pour discréditer le Parti Communiste dont il était membre. Malgré une campagne mondiale contre sa condamnation, il fut exécuté de même que sa femme en 1951.

De la répression à l'auto-destruction



La police de Duplessis brutalise des manifestants contre l'exécution des Rosenberg à Montréal en 1950.

Face à ces conditions difficiles, le Parti Communiste est incapable de se resaisir. Isolé du mouvement syndical, isolé des masses, refermé autour d'une direction qui n'a jamais démontré ses capacités de clairvoyance et de stratégie politique, le parti se désintègre.

Lors du Sième congrès du Parti Ouvrier-Progressiste, en 1949, les contradictions ressortent toutes en même temps. Une bonne partie de la délégation québécoise, avec en tête Henri Gagnon, critique le Parti sur deux fronts à la fois. D'abord la question nationale. Gagnon et ses partisans expliquent l'absence d'une force communiste au Québec (le Parti n'ayant jamais dépassé 500 membres en majorité des immigrants et anglophones) par la présence d'une ligne erronée sur la question nationale. Tout en se défendant de tomber dans des positions nationalistes, les militants du Québec veulent modifier radicalement la position du Parti, en mettant de l'avant clairement le droit à l'auto-détermination, en analysant la lutte comme une lutte de libération nationale, et en mettant des énergies à lier le Parti aux forces nationalistes québécoises. De plus, et c'est là le deuxième aspect de leur critique, ils font le lien entre l'absence d'une position juste sur la question nationale au Québec et ce qu'ils qualifient d' "économisme" dans le Parti. Le Parti, disent-ils a mis tout son travail au niveau du mouvement syndical, au niveau des luttes économiques. De cette façon, il ne s'est jamais préoccupé de la lutte politique en tant que telle, la laissant aux forces bourgeoises et petites bourgeoisies. Cette critique essentiellement juste des militants du Québec portait en son sein une faiblesse majeure: sur un plan de réorganisation ou sur des propositions concrètes. Plus tard, la majorité des militants québécois se retirèrent du Parti ou en seront expulsés. Un groupe se formera autour d'Henri Gagnon et se constituera en "Parti Communiste

42) Nous présenterons dans les prochains mois un travail sur cette expérience.

43) Dans un texte officiel de 1954, le POP définissait ainsi sa position sur la question du Québec. *Nous ne préconisons pas la sécession. Nous sommes contre la sécession parce qu'elle serait à nos yeux contraire aux intérêts du peuple. Mais nous proposons au peuple canadien-français une constitution qui assurerait le droit de décider de sa propre destinée sans contrainte... Le POP croit qu'il est nécessaire d'entreprendre l'élaboration d'une nouvelle constitution canadienne qui doit reconnaître le caractère bi-national de l'Etat canadien et consacrer le principe de l'égalité des deux nations qui composent le Canada.*

La ligne révisionniste dans le mouvement communiste mondial

44) Nous référons les lecteurs aux textes chinois dans *D'où proviennent les divergences*, et *A propos de la lettre ouverte du Comité central du P.C.U.S.* disponibles à la Librairie Progressiste.

du Canada-français"(42), qui ne vivra que deux ans (1949-1951) sans rien mettre en place en termes d'édification d'une organisation révolutionnaire au Québec. Gagnon et ses partisans seront finalement réintégrés dans le Parti... pour en ressortir aussitôt et en arriver à la fin des années '50 à des positions social-démocrates dont ils se réclament toujours.

Au niveau de la direction du Parti, c'est le retranchement sur ses positions. On refuse de voir le problème (43), encore moins voir de nouvelles alternatives. Les quelques militants qui sont restés au sein du mouvement syndical prennent leur trou et tentent de faire oublier aux gens qui les entourent qu'ils ont déjà eu une allure révolutionnaire.

Au début des années '50 et par la suite, l'activité du Parti est réduite au strict minimum. Peu à peu, le Parti Communiste est en train de se transformer en une sorte d'organisme para-politique dont la principale préoccupation est la défense de la politique étrangère de l'Union Soviétique. Le Parti fait signer des pétitions dans le cadre de la campagne internationale du Conseil Mondial de la Paix pour l'interdiction inconditionnelle des armes atomiques. En 1951, c'est une campagne pour un pacte de paix entre les cinq grandes puissances. En 1954, c'est une campagne contre les plans de réarmement de l'Allemagne occidentale. Chaque année amène sa nouvelle campagne qui correspond aux exigences tactiques de la politique étrangère soviétique. Cette défense des intérêts soviétiques n'est pas incorrecte en soi, d'autant plus que la politique étrangère développée par Staline et Molotov se situe dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire d'isolement de l'impérialisme. Ce qu'il y a d'erroné toutefois, c'est la réduction de l'activité d'un organisme qui est sensé être le parti révolutionnaire du prolétariat au rôle d'association d'amitié avec l'URSS.

Deux ans après la mort de Staline, en 1956, le P.C.U.S. est pris en charge par Kroutchev qui établit une direction révisionniste à caractère contre-révolutionnaire. L'analyse révisionniste repose sur les prémices suivantes: le socialisme a définitivement triomphé en URSS, la lutte des classes est terminée et l'Etat soviétique est devenu l'Etat du «peuple tout entier». Au niveau international, le socialisme est entré dans une période de compétition pacifique avec le capitalisme, qui se manifeste surtout par une compétition entre les deux super-puissances, l'URSS et les USA. Cette lutte est maintenant la lutte principale, le moteur de l'histoire, la concrétisation d'une étape supérieure de la lutte des classes dans le monde. Conséquemment, il est possible d'éviter la guerre avec les capitalistes, autant au niveau mondial que localement. Les partis communistes doivent donc tenter de prendre le pouvoir par les voies légales et pacifiques.

Une analyse du révisionnisme dans le mouvement communiste mondial n'est pas possible ici. (44) Toutefois, il est possible d'en tracer les grandes lignes et de voir ses conséquences au niveau du Parti Communiste au Canada. Conséquemment à l'analyse révisionniste dominante dans le P.C.U.S., les forces communistes et progressistes du monde devaient pour vaincre s'engager dans un travail légal et électoral. La révolution étant une chose du passé et le caractère des antagonismes de classe ayant pris une tournure nouvelle. Autant la lutte des classes dans les pays capitalistes que les luttes de libération nationale en Asie, Afrique et Amérique Latine devaient être subordonnées à cette grande compétition pacifique entre l'URSS et les USA. Les communistes qui allèrent à contre-courant de cette ligne réactionnaire seront taxés de "bellicistes" et d'"ultra-gauchistes".

Lors de son 6ième congrès, (1957), le POP s'empresse d'entériner ces positions.

"Modifiant le précepte de Lénine selon lequel les guerres sont inévitables aussi longtemps que l'impérialisme existe, notre congrès affirme que, dans le contexte actuel du rapport de forces politiques, la guerre n'est pas fatalement inévitable".

Cette analyse de fond amène le Parti à tracer sa stratégie:

"...Les changements qui font en sorte qu'il est possible d'éviter la guerre atomique créent aussi la possibilité pour la classe ouvrière dans les pays capitalistes d'unir la grande majorité du peuple sous sa direction. Dans les relations actuelles, une majorité parlementaire stable appuyée par un

mouvement révolutionnaire de masse du peuple travailleur pourrait poser les conditions pour transformer le parlement en un véritable instrument de la volonté populaire et réaliser les transformations économiques et politiques fondamentales..."(45)

45) In Keynote speech to sixth convention, Labor-Progressive Party, avril 1957.

Ainsi dans cette analyse, l'objectif devient "une majorité parlementaire stable", le mouvement révolutionnaire devant être la "force de pression" derrière le "parlement populaire". La lutte principale devient la "lutte pour la paix dans le monde", en fait la lutte pour protéger l'URSS d'une attaque américaine. Ainsi les politiciens bourgeois qui prétendent lutter pour la paix sont des politiciens populaires dont il faut assumer la défense. Ainsi les communistes américains soutiendront à tour de rôle Kennedy, puis Johnson (contre Goldwater) durant les années, ces bourreaux des peuples indochinois et cubains parce qu'ils étaient "plus en faveur de la paix". En 1963, les communistes canadiens se vanteront d'avoir travaillé à empêcher le gouvernement libéral d'obtenir une majorité absolue, et d'avoir permis aux conservateurs (une grande force progressiste pour la paix dans le monde) de gagner plus de sièges. Ces conséquences grossières, ridicules et tragiques en même temps, de la domination d'une ligne politique contre-révolutionnaire conduisirent le Parti à défendre des positions de plus en plus isolées parmi les révolutionnaires dans le monde. Au début des années '60, l'Albanie et la Chine répondent ouvertement aux attaques de l'Union Soviétique qui accélèrent sa chute vers la restauration totale du capitalisme. Les camarades chinois et albanais démolissent complètement les thèses révisionnistes. Le développement de la révolution dans le monde leur donne raison dans les faits qu'ils affirment que "la tendance principale dans le monde, c'est la révolution", et non la compétition pacifique entre les super-puissances. Au début des années '60 le mouvement de libération nationale reprend son essor. Formation du Front de libération au Vietnam-sud, déclenchement de guerilla au Laos, Birmanie, Thaïlande. Victoire des peuples à Cuba et en Algérie. Des mouvements révolutionnaires s'organisent en Amérique Latine envers et contre les partis révisionnistes fidèles à la "voie pacifique" des contre-révolutionnaires du P.C.U.S.. Bientôt, les flammes gagnent les citadelles capitalistes: France, Italie, les noirs américains... Les révisionnistes soviétiques, pour "défendre la paix", envahissent la Tchécoslovaquie, massent plus d'un million de soldats aux frontières chinoises.



Madeleine Parent, en compagnie de Me Bernard Mergler lors de son arrestation à Lachute en 1947.

5 DE LA DESINTEGRATION AU PARTI FEDERE DE MASSE DES TRAVAILLEURS 1960-



*Le dirigeant du Parti Communiste
Tim Buck.*

Même si la direction du Parti est solidement entre les mains d'une clique révisionniste, de nombreux éléments révolutionnaires à la base continuent pendant ces années à se référer plus ou moins au Parti. Au Québec, malgré le fait de l'absence de militants depuis le départ de Gagnon et de ses partisans et la formation de nouveaux groupes révolutionnaires (MLPen 1965, CIS et FLP en 67-68...), certains éléments communistes continuent de subsister. Ils seront à l'extérieur de grandes luttes de masse des années '50 et des années '60 (Arvida, Louiseville, Murdochville, Ayers...) mais plusieurs d'entre eux continueront d'être actifs dans leurs syndicats locaux ou au niveau d'instances régionales syndicales (en particulier le Conseil du travail de Montréal de la FTQ).

Mais c'est en Colombie Britannique, un des bastions du PCC depuis des décennies, que se développera une véritable opposition interne. Les militants de la base lutteront dès le début des années '60 contre la présentation d'un programme réformiste par la direction du Parti, qui laissait de côté la question de la révolution socialiste pour parler de la "lutte pour la paix". Lors du Congrès de 1962, ces militants (pour la plupart des militants actifs dans les syndicats du port et de la construction maritime) s'opposeront ouvertement à la ligne du Parti. La direction du Parti s'organisera pour court-circuiter toute discussion et empêcher la libre discussion.

En 1964, ces même groupe de militants, sous la direction de Jack Scott, un militant communiste de longue date, prendront l'initiative de développer une association d'amitié avec le peuple chinois, réalisant la grande importance à diffuser les acquis de la révolution chinoise et de la construction du socialisme en Chine. Face au très grand succès de ce travail auprès des éléments progressistes de la province, la direction nationale décidera d'exclure Jack Scott ainsi que plus de 70 militants, parmi les plus expérimentés et des plus actifs au sein de la classe ouvrière de la région de Vancouver. Ces militants, qui constituaient toute l'ossature du Parti en Colombie britannique, seront ainsi mis à la porte du Parti qu'ils avaient édifié à la force de leurs luttes sans qu'aucune discussion ne soit permise quant à l'orientation politique de la direction et des dissidents.

Exclus, ces militants n'en continueront pas moins de lutter. Ils fonderont à la fin de 1964 une des premières organisations marxistes-léninistes au Canada, le "Progressive Workers Movement". (46) Cette organisation se développera comme un centre de diffusion du marxisme-léninisme au Canada et de critique de révisionisme. A cause de dissensions internes et de l'isolement géographique, cette organisation se dissoudra en 1968, mais non sans avoir laissé derrière elle un grand nombre de militants révolutionnaires qui furent formés à cette première école et qui continuent aujourd'hui de rebâtir le mouvement révolutionnaire en Colombie britannique et dans le reste du Canada.

Après l'invasion de la Tchécoslovaquie, un autre groupe de militants

46) L'analyse du Progressive Workers Movement sera l'objet d'un prochain texte à paraître dans *Mobilisation*

Une délégation du Parti Communiste
en Chine en 1956.



quittèrent le Parti, sans toutefois que ce départ ne soit le prélude à de nouveaux débats. Le Parti Communiste canadien à ce moment ne comptait plus guère que quelques centaines de militants, dont une bonne partie comptant 60 ans et plus.

Un renouveau? Le "parti fédéré de masse des travailleurs"

47) Aux dernières élections fédérales, le Parti Communiste présenta quelques 70 candidats alors que le "Parti Communiste du Canada (marxiste-léniniste)" en présentait une centaine. Sans compter l'insignifiance de leurs votes (ce qui ne pouvait être autrement dans la situation actuelle), le PCC une fois de plus démontra son caractère réformiste et révisionniste.

48) Selon un rapport du PCC, l'âge moyen des délégués au dernier congrès du Parti était de 45 ans, ce qui laisse croire que la nouvelle génération au sein du PCC n'est pas très nombreuse.

La stratégie réformiste du Parti Communiste n'a pas sensiblement changé depuis la dégénérescence des années '50. Depuis ce temps, la direction du Parti ne se lasse pas de ramener la vieille rengaine "d'élire un large groupe de progressistes au parlement afin de transformer cet instrument en un outil de lutte populaire contre les monopoles" (22ième congrès du PCC, 18 mai 1974) (47)

Pourtant, on dénote un certain regain d'activités de la part du vieux Parti Communiste. D'abord, sa popularité a grandi, particulièrement auprès d'une certaine fraction de permanents syndicaux touchés par le langage social-démocrate de "gauche" charrié par les centrales depuis quelques années. Ainsi il semble que leur nombre ait doublé en l'espace de deux ans (environ 400-500 membres) dont une bonne partie sont des militants syndicaux intégrés aux divers échelons de l'appareil syndical (le syndicat UE encore une fois, l'imprimerie à Montréal, les pêcheurs en Ontario et dans les maritimes...) Ce processus s'inscrit dans le mouvement de radicalisation des syndicats et des militants syndicaux, confrontés qu'ils sont à l'impasse des luttes syndicales depuis quelques années. Même si la majeure partie des syndicalistes préfèrent encore travailler de l'"intérieur" du PQ (ou du NPD au Canada), une fraction considérable de ceux-ci prennent des positions verbales "radicales" (pour un parti de travailleurs, pour le socialisme modéré...) avec des pratiques bureaucratiques et traditionnelles (dont le but est de bloquer le développement de l'autonomie et de l'initiative ouvrière)

Le projet du Parti Communiste s'inscrit donc dans ce processus. Depuis longtemps, les communistes prônent la formation d'un large parti de travailleurs, qui constituerait une sorte de front commun des organisations syndicales et progressistes. Ce front commun se voudrait un peu la contre-partie des coalitions des partis communistes et socialistes en France, en Finlande, au Portugal, etc... Cette logique, non erronée en soi, masque la ligne politique réformiste et révisionniste du Parti communiste. D'abord, une politique de front commun repose sur un élément moteur. Cet élément moteur, c'est un véritable parti communiste, un parti révolutionnaire dont la vision stratégique et tactique conduit les masses au socialisme et à la libération nationale. Comme nous l'avons vu, le Parti Communiste n'est plus depuis longtemps cette organisation de direction révolutionnaire des luttes des masses. Même au niveau local dans des syndicats les communistes sont devenus les plus fidèles défenseurs de la bureaucratie syndicale. Encore moins sont-ils capables de présenter à l'ensemble du peuple une vision globale, révolutionnaire. Sans cet élément révolutionnaire dirigeant au sein d'un front large, la perspective politique de ce type de coalition ne pourrait être que réformiste. Et le réformisme nous mène à des échecs, tel que l'histoire l'a démontré. Ensuite, la proposition d'un "parti fédéré de masse des travailleurs" ne tient pas compte d'un autre élément. Avec qui faire ce front? Les révisionnistes nous proposent de le faire avec les bureaucraties syndicales, le NPD, le mouvement coopératif, etc... Ces éléments, s'ils ont à une autre époque constitué des éléments dynamiques et actifs au sein des

49) Même si ce front devra inclure bon nombre de militants et d'officiers dans les syndicats locaux.

Un danger pour le mouvement révolutionnaire: le révisionnisme.

50) La majorité des groupes membres du Comité Québec-Chili ayant en effet préféré envoyer l'argent collecté pour le soutien au *MIR* chilien, l'organisation la plus apte selon les groupes présents à diriger la résistance.

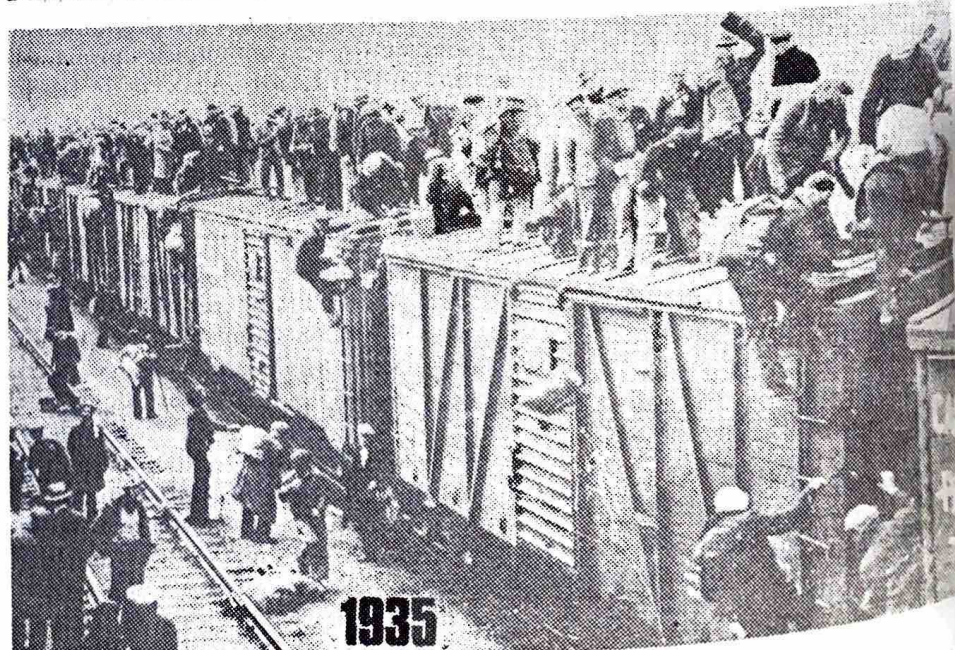
51) Voir *Le réformisme, perspectives théoriques et historiques*, Mobilisation, vol.4, no.1

masses, ne forment plus aujourd'hui que des instruments de collaboration et d'intégration au capitalisme. Ainsi, si nous sommes en mesure un jour d'édifier un véritable parti communiste, et si nous devons à ce moment faire un front démocratique large, nous devons y inclure tous les éléments combatifs et progressistes du peuple, ce qui exclut à coup sûr les actuels dirigeants des bureaucraties syndicales.(49) Quant au NPD et consorts, nous n'en parlons même pas.

Pour le Parti Communiste, toute autre alternative révolutionnaire n'est que le fait de "rêveurs séparatistes et maoïstes". Ainsi la position révisionniste passe à côté de l'objectif stratégique à l'étape actuelle, l'édification d'un véritable parti communiste de type nouveau, et en plus prône l'alliance de toutes les forces réformistes qui constitueraient pour le PCC un "parti fédéré de masse des travailleurs"!

Pour l'immense majorité des couches combatives et progressistes du peuple au Québec et au Canada, la question du parti communiste canadien n'est pas présente directement. Même si nous pouvons constater une certaine remontée, il est clair que le PCC ne constitue pas une force imposante parmi les masses et particulièrement parmi les couches avancées. A Montréal, les révolutionnaires n'ont pas encore eu affaire directement au PCC (sauf de façon indirecte en ce qui concerne la campagne de soutien au Chili (50). Leur présence dans les syndicats locaux et les associations de masse est presque nulle, de même en est-il au niveau des groupes et associations populaires (malgré que leur utilisation se la pseudo-organisation "Ligue des femmes" ait porté quelques fruits au niveau de la publicité large). Quant au mouvement de la jeunesse et du mouvement étudiant, leur seule base est depuis plusieurs années l'association des étudiants de Polytechnique à l'université de Montréal qui n'a rien de progressiste, rien de combatif et rien de mobilisateur. Bref, la question du PCC en tant que telle n'est pas une question **actuelle** pour les révolutionnaires.

Toutefois, la question du réformisme et du révisionnisme la question de l'opportunisme de droite ou de "gauche", la question de compromettre avec l'ennemi de classe aux dépens des intérêts des masses et de la révolution, cette question, qui apparaît dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement révolutionnaire, est présente aujourd'hui(51). Elle le sera demain et aussi longtemps que les classes sociales et la lutte qu'elles se mènent entre elles subsisteront. Comme nous avons tenté de le clarifier précédemment, le réformisme est une idéologie bourgeoise infiltrée au sein du mouvement ouvrier et qui se concrétise sous plusieurs formes: la social-démocratie, le révisionnisme, l'ultra-"gauchisme"... Nous allons tenter d'éclaircir cette question en restituant les acquis et les erreurs de cinquante années d'histoire du Parti Communiste au Canada.



Les chômeurs envahissent les trains.

6 CONCLUSION

Les conditions d'édification du parti communiste de type nouveau et l'histoire du Parti Communiste

Le contexte nord-américain

La lutte de masses et l'édification d'une direction révolutionnaire sont placées dans ce continent dans des conditions extrêmement difficiles. Toute l'histoire du Parti Communiste en est une démonstration éloquent. La force économique, politique, idéologique et militaire de la bourgeoisie américaine (et de ses alliés canadiens et québécois) est considérable. D'autre part, le pillage des pays du tiers monde a permis de développer aussi une large fraction du peuple dans des conditions économiques relativement aisées. C'est ce que les sociologues bourgeois appellent les "classes moyennes" et que nous appelons, la petite-bourgeoisie, et l'aristocratie ouvrière. Ces couches ont été particulièrement bien encadrées idéologiquement par la bourgeoisie, les rendant presque totalement imperméables à toute idée de changement social. Cette réalité qui est la combinaison de facteurs objectifs, matériels et de facteurs subjectifs, idéologiques, s'explique par la domination américaine à l'échelle mondiale et la relative stabilité qui s'ensuit sur ce continent. Alors que l'impérialisme commence à chambranler, que l'économie est en "récession" pour employer un euphémisme, cette situation se transforme et on voit que les masses se mettent en mouvement, organisent leur résistance contre la détérioration de leurs conditions de vie et de travail. Ainsi, même si l'histoire ne se répète jamais tout à fait, on peut constater que les conditions objectives actuelles ont certains aspects communs à la situation lors de la montée du Parti Communiste. La leçon à ce sujet que nous pouvons en tirer, c'est de ne pas sous-estimer l'adversaire. Certaines attitudes "triumphalistes" du PCC durant les années '30 alors qu'il avait pénétré les masses, ont vite frappé un mur de béton quand la dure réalité du capitalisme américain est apparue plus clairement. L'impérialisme et le capitalisme sont encore très forts, toutefois cette force diminue, elle n'est pas inébranlable. Il est nécessaire de constater cependant que notre lutte sera extrêmement longue et ardue, que le mouvement révolutionnaire subira de nombreux revers, et que même si certains progrès particulièrement en ce qui concerne la liaison avec les masses ont été réalisés récemment, la route sera très longue. Il faut réaliser le caractère international de ce combat, qui est éminemment concret et matériel: nos victoires dépendent en bonne partie des succès des luttes des peuples du monde, et vice-versa. Chaque combat contre l'impérialisme, chaque soldat yankee éliminé par les forces populaires, chaque manifestation dans le monde font partie d'une seule et même lutte.

Le Parti Communiste et la liaison aux masses.

Le Parti devint dans sa période glorieuse un parti implanté dans les masses, dont les milliers de militants étaient intégrés aux luttes économiques et syndicales de l'époque. Malgré certaines erreurs graves (particulièrement leur subordination aux syndicats américains), les militants communistes se révélèrent les meilleurs combattants, les meilleurs organisateurs de la lutte des masses. Durant la deuxième période (les années '30), ils surent critiquer avec justesse leur style de travail trop limité à l'agitation et à la propagande et réalisèrent l'importance de l'organisation. Les communistes ne devaient plus se contenter de diffuser l'idée que le socialisme est

la seule solution, encore fallait-il qu'ils montrent quotidiennement et concrètement qu'ils sont les plus avancés et les plus décidés pour organiser matériellement toutes les luttes. Cette priorité mise sur la construction d'organisations de masses tel la **Ligue d'unité ouvrière** leur valut de devenir l'avant-garde de la lutte de masse, des grèves et des occupations, des luttes des chômeurs et contre les évictions, des marches et des manifestations, etc... Les communistes furent ceux qui pratiquement mirent en place toute l'infrastructure dont allaient naître les grands syndicats industriels dans les industries de masse. Ce sont eux qui avec leur grand syndicat de détermination sont allés syndiquer les milliers de travailleurs de la GM et leur Firestone, de la Dominion Textile et du CPR. Les grands syndicats de la GM et de sont eux qui les ont bâti alors que les bureaucrates réactionnaires d'aujourd'hui, de actuellement sont arrivés quand le gros du travail fut fini et qu'il ne restait plus qu'à s'installer aux postes de permanents et de collecteurs de cotisations.

Piquets de grève à Murdochville, 1957.



Bâtir le mouvement de masse, ou bâtir le Parti

Le mouvement de masse se développe spontanément au cours de la lutte. Il vient par vague à mesure que les conditions objectives et subjectives sont transformées parmi les masses. Le mouvement de masse peut prendre une plus grande ampleur quand il possède une direction claire et juste. Si le mouvement de masse est bien orienté, les gains économiques sont atteints et surtout les masses ont accru leur confiance en elle-même, leur autonomie face aux patrons. Elles deviennent conscientes de leur force et de leur solidarité et peuvent être réceptive à l'idée d'un véritable changement, d'un changement révolutionnaire.

C'est là qu'entre en jeu le rôle d'un parti communiste. Celui-ci n'est pas subordonné aux hauts et aux bas du mouvement de masse, il ne naît pas spontanément au cours de la lutte. Au contraire, il est le fruit d'une synthèse scientifique, d'une analyse globale et révolutionnaire de la société, il apparaît quand les hommes se mettent ensemble et en arrivent à comprendre l'ensemble des tâches à accomplir pour effectuer le changement social révolutionnaire.

Pourtant, il y a des relations évidentes entre le mouvement de masse et le Parti communiste. Ainsi ce sont la plupart du temps les éléments les plus avancés et les plus combatifs, se développant au sein de la lutte de masse, qui arrivent à vouloir continuer la lutte à un niveau supérieur. Ces éléments s'ils sont encadrés politiquement et guidé par la théorie marxiste-léniniste, constituent la base humaine principale à partir de laquelle s'édifie le Parti, synthèse révolutionnaire et scientifique de la lutte des classes.

De même, il est naturel que le Parti soit plus présent quand le niveau de lutte des masses est élevé, et qu'il soit en retrait quand la situation redevient temporairement calme.

L'erreur de droite, l'erreur économiste et spontaniste, l'erreur qui empêchât le PCC de se consolider en un véritable parti révolutionnaire, d'identifier le développement du Parti au développement du mouvement de masse. Cette erreur explique pourquoi les militants communistes décidèrent de dissoudre les cellules communistes dans les entreprises, cette erreur explique que le niveau de formation politique était bas et que cette question ne fut jamais considérée comme importante; cette erreur explique aussi le fait que la direction du Parti ne prit jamais la peine de développer une véritable stratégie révolutionnaire adaptée au Canada, qu'elle ne prit jamais de position juste sur la

52) Même si cela est vrai que c'est à partir de ces années, que le réformisme et le révisionisme du PCC devient plus fort et surtout plus évident.



Une manifestation pour la paix.

**Lutter contre
le réformisme,
édifier le
parti communiste
de type nouveau**

question nationale au Québec. Le Parti Communiste était lié aux luttes de masse, à la construction d'organisations syndicales de type industriel, etc... La transposition mécanique des mots d'ordre du mouvement communiste international, durant les années '30, lors de la guerre contre le fascisme, s'explique de par le fait que le parti ici ne possédait pas d'analyse qui lui était propre, de stratégie qui tenait compte de l'ensemble des facteurs qui déterminent notre société. Et cette absence faisait en sorte que la direction n'avait pas de clairvoyance politique, que les militants à la base n'avaient pas de formation, et donc à rebours qu'ils ne pouvaient pas critiquer cette erreur. Un cercle vicieux dont la fin ne pouvait être qu'une désintégration. Certains militants expliquent la dégénérescence du PCC à partir du moment où une direction révisionniste s'établit sur le mouvement communiste mondial. Cette position en arrive à concevoir le développement du révisionnisme, du réformisme comme une "génération spontanée". D'autres retracent les erreurs fondamentales du PCC à la fin de la deuxième guerre quand le PCC tombe dans les positions "browderistes" de la fin de la lutte des classes et de l'avènement d'une époque de compétition pacifique entre le capitalisme et le socialisme⁵². Cette conception rend aussi inexplicable (52) l'origine et les causes profondes de ces analyses erronées de la fin des années '40. La véritable raison, celle qui fut la cause des erreurs d'analyse des années de la guerre et subséquentes, c'est que le Parti Communiste fut dominé à partir du moment où il prit son essor (début des années '30) par une déviation économiste et spontanéiste. Cette déviation empêcha le développement d'un véritable parti communiste doté d'une direction révolutionnaire capable d'analyser stratégiquement et correctement la situation et les tâches du mouvement révolutionnaire. Alors que dans d'autres pays et situations (en Europe occidentale en particulier), ces erreurs de type économistes conduisirent les partis communistes à se constituer en groupes de pression à caractère réformiste, les mêmes erreurs ici, dans le contexte nord-américain de répression et d'intégration idéologique, réussirent à détruire le Parti. Dans ce contexte, la répression ne constitue que l'élément secondaire (mais important) expliquant le déclin et la disparition effective du Parti. Si la ligne révolutionnaire avait été maintenue, si les militants qui entrèrent en masse durant les années '30 avaient été transformés en véritables militants politiques, si un véritable d'agitation et de propagande et d'organisation communiste avait été entrepris parallèlement à l'édification des syndicats, il est certain que le Parti se serait conservé une base d'implantation solide parmi les masses. mais quand la répression vint, les masses de même que la plus grande partie des militants n'avaient pas d'éléments politiques pour résister à la grande vague réactionnaire. Mais tout cela ne serait que pure spéculation si nous ne voyions pas un parallèle entre l'histoire du PCC et la situation actuelle au sein du jeune mouvement révolutionnaire.

Encore aujourd'hui les masses au Québec se sont mises en mouvement. Après quelques 25 années de tranquillité relative, le climat est à la lutte. Il est clair que les révolutionnaires doivent participer à ce mouvement, y pénétrer au maximum, se développer comme de véritables cadres d'organisations et de luttes de masses, donner une direction concrète à la lutte immédiate. c'est d'ailleurs ce que la majorité des militants font en y mettant le maximum de leurs énergies. Cette acquis ressort de toute l'histoire du mouvement ouvrier mondial, de toute l'histoire du Parti Communiste canadien.

Mais se servir des acquis, c'est aussi éviter de tomber dans les mêmes erreurs. Ainsi, plongés dans la lutte de masse, confrontés au problème quotidien d'organiser les masses pour mener la lutte économique et défensive, plusieurs militants ont tendance à "suivre le mouvement de masse, à ne pas réaliser en pratique l'objectif stratégique à l'étape actuelle: l'édification du Parti Communiste de type nouveau. Cette importance n'est pas seulement une idée abstraite, elle doit se réaliser en pratique, elle doit prendre la forme de groupes et de noyaux marxistes-léninistes qui ont pour tâche de former dans les lieux où ils interviennent des cellules communistes où sont invités les éléments les plus avancés et les plus conscients au sein des luttes de masse. Ces groupes marxistes-léninistes ont pour tâche de poser les conditions du parti révolutionnaire, de former des cadres ouvriers

53) C'est la conception politique véhiculée entre autres par la direction du *Regroupement des comités de travailleurs* (RCT). Voir à ce sujet, *"Début d'un mouvement socialiste à Montréal"*, édition revue et augmentée, Mobilisation, décembre 1974.

Le premier Mai à Toronto en 1938.

communistes, d'unifier l'ensemble des forces révolutionnaires par la critique et l'autocritique.

Nous ne sommes pas à la veille de constituer un véritable parti révolutionnaire. Toutefois, il est nécessaire de commencer à y travailler maintenant et non comme certains militants l'affirment(53) de travailler d'abord dans les masses autour de luttes économiques et syndicales, et ensuite, dans une "étape" ultérieure, qui apparaîtra nul ne sait quand ni où, parler de former un parti communiste. Cette erreur serait en fait la répétition sous une forme différente des erreurs économistes du Parti Communiste. Elle aurait comme conséquence d'implanter des militants au coeur des masses et de leurs luttes, mais de laisser de côté l'édification d'un véritable organe de direction des luttes, avec une stratégie révolutionnaire globale.

Aussi les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent apprendre de leurs aînés. Et même si nous en sommes en mesure d'éviter certaines erreurs, cela ne veut pas dire que nous avons le champ libre devant nous. Le contexte nord-américain demeure toujours présent. D'autre part, notre jeunesse et notre manque d'expériences nous laisse présager que nous saurons bien développer nos erreurs bien à nous autres. Toutefois, si nous nous intégrons profondément aux masses, si nous nous organisons dans des cadres de travail qui nous permettront d'utiliser la théorie marxiste-léniniste comme guide politique, et si nous avons le désir et la volonté de s'unir, nous parviendrons bien par trouver une voie juste vers la révolution.



Les mitrailleurs canadiens du bataillon Mackenzie-Papineau en Espagne.



Béthune en Espagne



LES FACTEURS OBJECTIFS ET SUBJECTIFS DANS LA REVOLUTION

La compréhension et l'application marxistes de ces facteurs dans la révolution et l'édification socialistes. Le lien entre les lois de l'histoire et les initiatives révolutionnaires. Le rôle du parti d'avant-garde dans le mouvement révolutionnaire.

Introduction

Nous avons décidé d'étudier ce texte pour tenter d'acquérir une vision globale et politique de notre travail et pour tenter de le placer dans sa perspective stratégique: l'édification du parti révolutionnaire. En effet, l'une de nos grandes faiblesses, comme tant d'autres groupes militants à l'étape actuelle, c'est notre absence d'orientation claire. Cette absence d'orientation globale nous fait ressembler à des aveugles qui cherchent à tâtons le chemin de la sortie: on a beau faire de grands efforts, fre plein de bonne volonté, vouloir défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais on se frappe continuellement sur les murs! Corriger cela est extrêmement complexe, extrêmement difficile et extrêmement long compte tenu de notre faiblesse actuelle tant quantitative que qualitative. Afin de se mettre sur la bonne voie dès le départ, il importe que nous saisissons correctement les principes de base du marxisme-léninisme et les concepts du matérialisme dialectique qui les sous-tendent: dans le texte qui suit, la juste compréhension et application des facteurs *objectifs* (activités, fonctionnement,

pratiques, luttes...) et *subjectifs* (objectifs politiques, analyse, programme, etc...) Le texte des camarades albanais démontre la dialectique existant entre ces deux aspects. Pour éviter les erreurs dans la pratique qui surviennent d'une mauvaise application de cette dialectique, il est important de se doter d'une orientation politique d'ensemble, et non seulement de comprendre les erreurs, mais surtout de les supprimer et de changer la situation. Ces erreurs de droite (économisme et réformisme) ou d'ultra-"gauche" (subjectivisme et dogmatisme) ne sont pas seulement des concepts abstraits * qui existent dans le domaine de la "théorie pure", mais bien des conceptions (des idées mises en pratique) reflétant le point de vue de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier et du mouvement révolutionnaire.

Dans la première partie de leur texte, les camarades albanais retracent dans leur contexte historique les apports fondamentaux de Marx, Engels et Lénine dans la lutte pour imposer le point de vue prolétarien sur la société et la lutte des classes. Cette lutte, contre les déviations opportunistes de droite

* Un schéma de ces concepts nous donne le tableau suivant:

théorie	conception du monde	effet politique
matérialisme vulgaire	économisme & spontanéisme	opportunisme & réformisme & révisionisme
idéisme	subjectivisme & volontarisme	aventurisme & dogmatisme & sectarisme

et d'ultra-"gauche", sont extrêmement importantes pour le mouvement révolutionnaire actuel, particulièrement en ce qui regarde la lutte contre les nouvelles formes de réformisme et de révisionisme qui sont désastreuses pour la classe ouvrière, tel que l'a démontré une fois de plus le cas du Chili récemment. Y sont aussi élaborées les théories de "gauche" en apparence, mais de droite en réalité qui nient le rôle historique du parti marxiste-léniniste en élevant en religion le culte de la lutte spontanée. Ces erreurs furent dominantes dans le mouvement révolutionnaire au Québec durant une période assez longue et plusieurs militants aujourd'hui encore en sont marqués à des degrés divers.

En fait, toute l'articulation dialectique du texte tourne autour du rapport entre l'élément conscient et la lutte spontanée. Comme ils le disent "...Le capitalisme engendre toutes les prémisses matérielles de la révolution prolétarienne ainsi que les forces sociales capables de la réaliser, mais sans l'intervention du facteur conscient, aucune transformation radicale n'est possible..."

Cette vérité pourtant élémentaire a toujours donné lieu à un âpre débat dans le mouvement ouvrier, les révolutionnaires s'opposant aux opportunistes de toutes sortes, les droitiers s'opposant à l'essor du mouvement de masse et niant la possibilité de la révolution, les ultra-"gauchistes" qui "surestiment le rôle de l'activité subjective à laquelle ils accordent une valeur absolue dans la transformation de la réalité et nient le rôle des conditions objectives et des possibilités réelles de la situation..."

Plus loin, les camarades albanais examinent la question de la conscience de classe, la conscience que les travailleurs ont de former une classe distincte dont les intérêts sont en contradiction avec ceux des capitalistes. Paraphrasant Lénine, ils déclarent que "la conscience socialiste élevée ne se forme pas spontanément, mais à partir de la science marxiste-léniniste, assimilée tout d'abord par la partie la plus évoluée de la classe ouvrière qui s'organise dans le parti prolétarien pour éduquer ensuite toute la classe dans l'esprit de cette science, en lui expliquant clairement les buts et les objectifs révolutionnaires en lui montrant la juste voie à suivre pour les atteindre et en guidant l'ensemble de la classe dans sa lutte historique..." Cette question est d'une actualité frappante actuellement au Québec où de multiples luttes ouvrières très combatives et impliquant des masses importantes de travailleurs ne parviennent pas à dépasser le niveau de la lutte économique et sont même récupérées par des opportunistes syndicaux ou nationalistes. Pour nous, il est de plus en plus clair, notre expérience quotidienne le démontre, que c'est le rôle des militants révolutionnaires d'inculquer cette conscience de classe en intervenant au cœur de la lutte des masses. Cet acte conscient, réfléchi et scientifique distingue les militants révolutionnaires des

travailleurs qui ne peuvent pas, par eux-mêmes, acquérir une conscience de classe. C'est aussi ce qui distingue les révolutionnaires des réformistes de tous poils, sociaux-démocrates, nationalistes, révisionnistes, etc...

Mais il ne suffit pas de se guider théoriquement sur les principes du marxisme-léninisme. Encore faut-il se donner un cadre organisationnel qui permette de lier solidement le socialisme scientifique aux masses. Comme il est dit dans le texte, le mérite de Lénine est non seulement d'avoir indiqué une voie juste pour la révolution, mais aussi "d'avoir élaboré les bases organisationnelles de l'édification du parti révolutionnaire de la classe ouvrière". Ceci est pour nous une autre leçon importante spécialement pour critiquer de multiples opportunistes de "gauche" en apparence, de droite en réalité, qui clament sur tous les toits leur adhésion aux grands principes du marxisme-léninisme, mais qui ne se préoccupent pas de proposer des alternatives d'organisation et de lutte concrètes et adaptées à notre réalité. L'édification du parti révolutionnaire pour nous n'est pas une question de répéter à l'infini les principes éternels du marxisme-léninisme, mais bien de les appliquer à notre réalité.

Finalement, les camarades albanais démontrent la justesse des principes d'organisation issus de la théorie marxiste-léninisme. Certains opportunistes colportent l'idée actuellement que ces principes, en particulier celui du centralisme démocratique, ne nous sont pas adaptés, qu'ils conduisent à imposer une discipline mécanique et répressive sur les militants. Pour eux, l'organisation doit être une sorte d'organisation au contour mal défini et où on laisse la "liberté" aux individus d'agir à leur guise. Comme les camarades albanais le disent, il faut rétablir dans leur sens véritable le centralisme et la démocratie, bâtir des partis révolutionnaires centralisés et unis dans l'action, et où la liberté de discussion permet l'expression de chacun. "Le centralisme et la démocratie sont deux principes qui forment une seule unité. C'est sur la base de ces deux principes que se trempe l'unité de pensée et d'action du parti et que celui-ci peut remplir son rôle dirigeant dans toute l'activité révolutionnaire. Sans la démocratie, le centralisme se transforme en un centralisme bureaucratique qui place la direction au-dessus du parti et de la classe ouvrière et contre eux, tandis que la démocratie sans centralisme aboutit à la désorientation, à l'anarchie et à la confusion..."

À l'heure actuelle, tous nos actes, toutes nos tâches, tous nos gestes doivent être subordonnés à l'objectif stratégique actuel, l'édification du parti révolutionnaire. Nous devons être unis comme l'acier autour de cet objectif et ne jamais le perdre de vue. C'est la leçon la plus importante que nous ne répéterons pas assez tant que nous n'aurons pas atteint notre but.

Une dernière remarque avant d'arriver au texte. Certains camarades pourront être reboutés par le style et la forme des camarades albanais, en particulier l'emploi nombreux des définitions en "isme", etc... Cette rigueur s'explique par le contexte où ces camarades sont situés: la rigueur sur les principes et les définitions s'impose pour eux car ils ont à mener un débat contre des forces puissantes qui les encerclent de toutes parts. Il est donc essentiel pour eux d'insister fortement sur ces grands principes même d'une façon rigide afin de démontrer l'essence du réformisme et du révisionisme qui domine les partis communistes d'Europe occidentale et orientale, avec en tête de file, le Parti Communiste de l'Union Soviétique, dont les dirigeants ont transformé ce pays en une puissance social-impérialiste. D'autre part, le texte, écrit en 1972, s'adressait aux révolutionnaires européens principalement, et les références constantes aux révisionnistes, de même qu'aux ultra-"gauchistes" français et italiens doivent être reprises quant à leur fond et re-analysées par rapport à notre propre contexte.

Mais nous sommes certains que nos camarades ne s'arrêteront pas à ces aspects bien secondaires pour tirer au maximum les leçons politiques qui ressortent abondamment du texte d'un pays et d'un parti qui défendent avec acharnement les intérêts de la révolution mondiale.

Albanie d'aujourd'hui paraît tous les deux mois; la revue est disponible à la Librairie Progressiste.

NDLR:

C'est un noyau de militants révolutionnaires de la région de Montréal qui nous ont conseillé de reproduire le texte albanais. Suite à cette suggestion, nous avons jugé bon d'écrire ce texte de présentation qui synthétise quelques acquis de ce groupe militant sur la question de la formation politique et du rôle d'un texte comme "Les facteurs objectifs et subjectifs de la révolution". *Mobilisation.*

UN DES PROBLEMES LES PLUS IMPORTANTS DE LA THEORIE ET DE LA PRATIQUE REVOLUTIONNAIRES EST LA JUSTE COMPREHENSION ET APPLICATION MATERIALISTE - DIALECTIQUE DU ROLE DES FACTEURS OBJECTIFS ET SUBJECTIFS dans la révolution et dans l'édification du socialisme.

Ce problème est des plus complexes. Il englobe le rapport entre le matériel et l'idéal, l'être et la conscience sociale, la base et la superstructure, l'économie et la politique, la pratique et la théorie, le mouvement spontané et l'activité consciente et organisée, etc.

Donner une valeur absolue à l'un ou à l'autre aboutit, en théorie, soit au matérialisme vulgaire, à l'économisme et à au spontanéisme, soit à l'idéalisme, au subjectivisme et au volontarisme. En politique, cela mène soit à l'opportunisme, au réformisme et au révisionnisme, soit à l'aventurisme, au dogmatisme et au sectarisme.

Vu sous cet angle c'est là un problème fondamental, d'importance vitale pour la victoire de la révolution et du socialisme, une ligne de démarcation qui sépare les matérialistes des idéalistes, les marxistes-léninistes des opportunistes de toutes nuances.

Marx et les mérites historiques de Lénine

En découvrant la conception matérialiste de l'histoire, Marx a en même temps résolu correctement le rapport du matériel et de l'idéal, des facteurs objectifs et subjectifs dans l'évolution de la société humaine. Par cette grande découverte il a porté un coup mortel non seulement à l'idéalisme dans la vie sociale mais encore au matérialisme vulgaire. «Il est certain, écrivait-il, que l'arme de la critique ne peut pas remplacer la critique au moyen de l'arme, la force matérielle doit être renversée

par la force matérielle; mais la théorie elle-même devient une force matérielle dès qu'elle pénètre les masses» (K. Marx et F. Engels, *Oeuvres*, vol. I, page 406, édition russe).

Marx et Engels ont vécu à une époque où les tâches que posaient le développement du mouvement ouvrier et l'élaboration de son idéologie rendaient indispensables avant tout de réfuter l'idéalisme, d'étayer d'arguments les thèses matérialistes fondamentales de cette idéologie en montrant que ce sont les conditions de vie matérielles de la société et le mode de production qui déterminent toute la physionomie et le développement de la société, y compris l'éclosion et le développement des idées et des théories sociales. «Si la jeunesse accorde une importance excessive à l'aspect économique des choses, c'est Marx et moi-même qui en sommes partiellement responsables, écrivait Engels. Nous dressant contre nos adversaires, il nous fallait affirmer le principe essentiel qu'ils niaient et nous n'avons pas toujours eu le temps, le lieu ni l'occasion pour donner la place voulue aux autres facteurs qui influent l'un sur l'autre» (K. Marx et F. Engels, *Lettres choisies*, page 424, édition russe, 1947). Au cours des dernières années de sa vie, Engels, dans une série de lettres, est revenu sur ce problème, et il s'est efforcé de mettre l'accent sur le rôle actif du facteur subjectif, des idées, des partis et de diverses institutions, de la superstructure en général, en critiquant le matérialisme vulgaire et l'économisme. «La situation économique, soulignait-il, est la base, mais dans le développement des luttes historiques les divers éléments de la superstructure influent aussi grandement, et dans de nombreux cas, ils en déterminent la forme de façon prépondérante» (F. Engels, *Lettre à I. Bloch* 21-22 septembre 1890).

Mais le mal contre lequel s'était dressé Engels ne fut pas évité pour autant. L'opportunisme, qui s'appuyait justement sur le matérialisme vulgaire et l'économisme, gagna la IIe Internationale. La théorie des «forces productives» et le slogan tristement fameux de Bernstein «le but n'est rien le mouvement est tout», devinrent la base de toutes les théories opportunistes et révisionnistes de l'époque et portèrent un grand tort au mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière.

Ce que Marx et Engels n'avaient pu mener à bien à leur époque fut réalisé par Lénine dans les nouvelles conditions historiques. L'impérialisme, soulignait Lénine, est l'«époque» où, comme l'admettent en général les marxistes, les

conditions objectives sont mûres pour la destruction du capitalisme...» (*Oeuvres complètes*, vol. 26, page 19, édition russe). Dans ces circonstances, le rôle du facteur subjectif élaboré par Lénine sous tous ses aspects prend une importance particulière. Dans «Que faire» et dans plusieurs autres ouvrages Lénine a démontré scientifiquement la nécessité et l'importance de la théorie et du parti de la classe ouvrière, en soulignant que sans théorie révolutionnaire il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire et que le rôle de l'avant-garde ne peut être joué que par un parti qui se guide sur une théorie d'avant-garde.

Lénine a élaboré le rôle du facteur subjectif dans la lutte contre les adversaires idéologiques du marxisme, qui voyaient dans le développement de la société un processus tranquille, une évolution spontanée, s'accomplissant sans l'intervention des hommes, contre ceux qui admettaient que le socialisme s'instaurerait graduellement, spontanément, comme résultat inévitable du développement économique, sans lutte de classes, sans révolution socialiste ni dictature du prolétariat, sans direction du parti marxiste. C'est à lui que revient le mérite historique d'avoir démasqué et écrasé l'opportunisme de trahison de la IIe Internationale. Pour la première fois dans l'histoire de la pensée marxiste, Lénine mit à nu les racines idéologiques de l'opportunisme, qui consistent justement à prôner l'économisme, la spontanéité du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Lénine a également mené une ferme lutte contre le subjectivisme et le volontarisme des idéologues populistes-petits bourgeois, anarcho-sindicalistes, trotskistes et opportunistes «de gauche», qui niaient en fait le rôle et l'importance des conditions objectives et fondaient tout sur la volonté et la conscience des hommes.

Dans les conditions actuelles, la question du rôle des facteurs objectifs et subjectifs se présente de nouveau comme un grand problème d'actualité étant donné que dans la théorie et dans la pratique on observe de grandes déformations qui nuisent au mouvement révolutionnaire. «Aujourd'hui, a souligné le camarade Enver Hoxha au VIe Congrès du P.T.A., on assiste à la recrudescence de diverses théories qui préconisent la spontanéité dans le mouvement révolutionnaire, qui sous-estiment le rôle du facteur conscient, et méconnaissent le rôle de la théorie et du Parti du prolétariat. Les révisionnistes modernes, avec à leur tête les révisionnistes soviétiques, comme leurs prédécesseurs - les opportunistes de la IIe Internationale, - ont glis-

sé en fait de la théorie des forces productives à l'économisme et au réformisme. Ils s'efforcent de démontrer que le capitalisme actuel s'intègre graduellement au socialisme, que la classe ouvrière peut s'engager sur la voie du socialisme même dans le cadre du régime bourgeois, qu'on peut passer au socialisme au moyen de réformes, par la voie pacifique et sans révolution, que la lutte pour le socialisme peut même être guidée par une classe et un parti non prolétariens et que l'on peut édifier le socialisme même en s'appuyant sur d'autres idéologies «socialistes», non marxistes-léninistes etc.

En Amérique Latine et en Europe occidentale certains idéologues, dans les rangs de «la nouvelle gauche» vont encore plus loin. Ils rejettent la nécessité de donner une conscience socialiste à la classe ouvrière et aux masses travailleuses et affirment que le rôle d'avant-garde peut être rempli par une «minorité agissante» qui apparaît comme le ferment de la révolution, que la conscience et l'organisation s'acquièrent spontanément dans le processus de la lutte, ils nient la nécessité du parti marxiste et de son rôle dirigeant ainsi que les principes léninistes de son édification.

Pour justifier ces positions antimarxistes, leurs partisans cherchent à démontrer que Lénine a déformé la conception marxiste sur le rapport entre la conscience socialiste et le mouvement spontané, entre le parti et les masses, et que loin de développer la doctrine de Marx sur le parti, il a créé une théorie originale qu'on ne trouverait pas chez Marx et qui serait même en opposition avec celui-ci. En fin de compte, disent-ils, la doctrine de Lénine peut être correcte et nécessaire pour les pays arriérés, mais elle est absolument inacceptable pour les conditions actuelles des pays capitalistes évolués où l'écart entre l'avant-garde et la classe ouvrière se réduit de plus en plus et où la classe est en état d'acquiescer elle-même une conscience socialiste.

Toute cette confusion met aujourd'hui encore à l'ordre du jour la nécessité de mener une lutte intensive pour défendre les principes marxistes-léninistes contre les déformations des révisionnistes et des opportunistes. «La situation actuelle, a souligné le camarade Enver Hoxha au VI^e Congrès du PTA, se caractérise par le fait que le mouvement pratique des masses est allé et va de l'avant, cependant que le facteur subjectif, leur prise de conscience, leur organisation et leur direction marquent, dans maints pays un certain retard, ne répondent pas aux

tâches de l'heure». Cela est dû avant tout à la grande trahison des révisionnistes modernes, trahison qui a désorienté idéologiquement et politiquement les rangs de la révolution, et qui, dans maints pays, a laissé la classe ouvrière et les masses travailleuses désarmées et sans direction révolutionnaire. Ce vide est en train d'être comblé grâce à la création et au renforcement de nouveaux partis marxistes-léninistes auxquels revient la mission historique de libérer les masses de l'opportunisme et du réformisme et de les guider dans la révolution.

Les lois de l'histoire et les initiatives révolutionnaires

Analysant la situation actuelle dans le monde, le camarade Enver Hoxha a souligné, au VI^e Congrès du PTA, que non seulement cette situation est en faveur de la révolution, mais que la révolution devient l'aspiration générale des peuples et que c'est la révolution qui fraye et détermine la voie du développement de la société actuelle. Cette conclusion découle d'une analyse scientifique de la réalité du monde d'aujourd'hui, des contradictions du système capitaliste et impérialiste. De cette analyse il ressort que la classe ouvrière et les masses travailleuses ne peuvent que se tourner vers la révolution, comme l'unique voie leur permettant de s'affranchir de l'oppression et de l'exploitation et de transformer le monde sur de nouvelles bases socialistes et communistes.

Le capitalisme engendre toutes les prémisses matérielles de la révolution prolétarienne ainsi que les forces sociales capables de la réaliser, mais sans l'intervention du facteur conscient aucune transformation radicale n'est possible. «Le capitalisme, soulignait Lénine, crée ses propres fossoyeurs, le capitalisme crée lui-même les éléments du nouveau régime et pourtant, dans le même temps, faute d'un «bond», ces éléments particuliers ne peuvent apporter aucun changement à la situation générale, ils ne menacent pas la domination du capital» (V. I. Lénine, *Oeuvres*, éd. en alb. vol. 16, page 405).

Les réformistes et les révisionnistes modernes cherchent à démontrer, en utilisant leurs «théories» antimarxistes, que le capitalisme actuel peut se transformer en socialisme par une voie pacifique, au moyen de réformes, en élargissant la démocratie bourgeoise et ses in-

stitutions, en occupant graduellement des positions économiques et politiques importantes pour s'emparer ensuite de tout le pouvoir et passer au socialisme. Ces théories ont pour source philosophique le matérialisme économique vulgaire qui nie ou sous-estime le rôle du facteur subjectif dans l'histoire, le rôle de la lutte de classe et du parti marxiste-léniniste et qui mélange l'objectif et le spontané. Au point de vue méthodologique, c'est une négation de la dialectique, remplacée par une simple évolution. L'essence politique de ces théories c'est la lutte contre la théorie marxiste-léniniste de la révolution et de la dictature du prolétariat, l'intégration du capitalisme au socialisme.

Pour rendre leurs théories réformistes plus convaincantes, les révisionnistes soviétiques et autres déforment grossièrement la notion de situation révolutionnaire, condition objective indispensable pour la victoire de la révolution. Selon eux, dans les conditions actuelles, la naissance d'une situation révolutionnaire n'est pas le résultat de l'aggravation des contradictions sociales, économiques et politiques, qui s'accompagne de l'explosion de la haine populaire. La classe ouvrière, disent-ils, peut élargir petit à petit la tête de pont d'où partira l'offensive contre le pouvoir des monopoles, en les écartant graduellement des positions-clés économiques et politiques. Dans ces conditions, affirment-ils, la situation révolutionnaire peut prendre la forme d'une chaîne de crises partielles, liées les unes aux autres, espacées dans le temps et relativement indépendantes, chacune d'elles menant à la conquête de positions déterminées et l'ensemble donnant la révolution.

Les révisionnistes modernes considèrent donc la révolution comme un simple processus d'évolution, comme un ensemble de réformes. Selon eux, la ligne de démarcation entre la révolution et les réformes a disparu. Dans les conditions actuelles, déclarent-ils, les transformations démocratiques, les «réformes de structure» deviennent des étapes sur la voie menant au socialisme, des formes de rapprochement et de passage au socialisme.

Si les révisionnistes modernes, en tant qu'opportunistes de droite, s'en tiennent aux questions qui surgissent au jour le jour, aux petites revendications économiques, aux réformes et aux aumônes de la bourgeoisie, au nom desquelles ils sacrifient le but suprême, nient la révolution et la dictature du prolétariat, revanche, certains éléments de «gauche», nient la nécessité de la «lutte quotidienne», de la lutte pour les revendications

cations économiques, sociales et politiques des travailleurs, ainsi que de l'activité légale et du travail mené au sein des organisations de masse, ils suppriment les étapes de la révolution, se promettent contre les diverses alliances et sont partisans de la révolution immédiate, de la lutte pour la prise du pouvoir et l'instauration du socialisme d'un seul coup.

Il est clair qu'un des traits les plus marquants des opportunistes de toutes nuances est le fait qu'ils suppriment la distinction entre l'évolution et la révolution, entre les réformes et le bond qualitatif, entre la lutte pour la démocratie et l'indépendance et la lutte pour le socialisme, entre la lutte pour des revendications du moment et la lutte pour les objectifs fondamentaux. La détermination d'un juste rapport entre ces deux aspects du processus révolutionnaire, c'est ce qui distingue les marxistes-léninistes aussi bien des réformistes et des révisionnistes modernes que des opportunistes de gauche. Les racines idéologiques de ces deux courants se trouvent justement dans une compréhension unilatérale du processus révolutionnaire. Suivant Lénine, ils «érigent en théorie ce caractère unilatéral, et proclament comme s'excluant mutuellement les tendances ou les traits de ce mouvement qui sont la particularité spécifique de telle ou telle période, de telles ou telles conditions de l'activité de la classe ouvrière. Or, la vie réelle, l'histoire réelle renferment en elles ces différentes tendances, de même que la vie et le développement dans la nature renferment en eux et l'évolution lente et les bonds rapides, les solutions de continuité». (*Oeuvres complètes, tome 20, page 66, édition russe*).

La philosophie de la spontanéité, la passivité, la surestimation des conditions objectives et l'attente passive jusqu'à ce que tous les facteurs de la révolution soient arrivés à maturité, caractérisent aussi bien les révisionnistes modernes que tous les opportunistes de droite. Non seulement ils ne font rien pour préparer les conditions subjectives, mais par leur trahison ils ont provoqué une grande confusion idéologique et politique. Et même lorsque apparaît une situation révolutionnaire, ils font tout leur possible pour freiner le mouvement révolutionnaire des masses, pour les empêcher de porter le coup décisif aux clas-

ses dominantes. Sous prétexte que les «conditions objectives» ne sont pas réunies et qu'on risque de tomber dans l'aventurisme, ils se conduisent en laquais de la bourgeoisie et s'opposent à toute initiative et à toute activité révolutionnaire des masses pour rapprocher et accélérer la révolution.

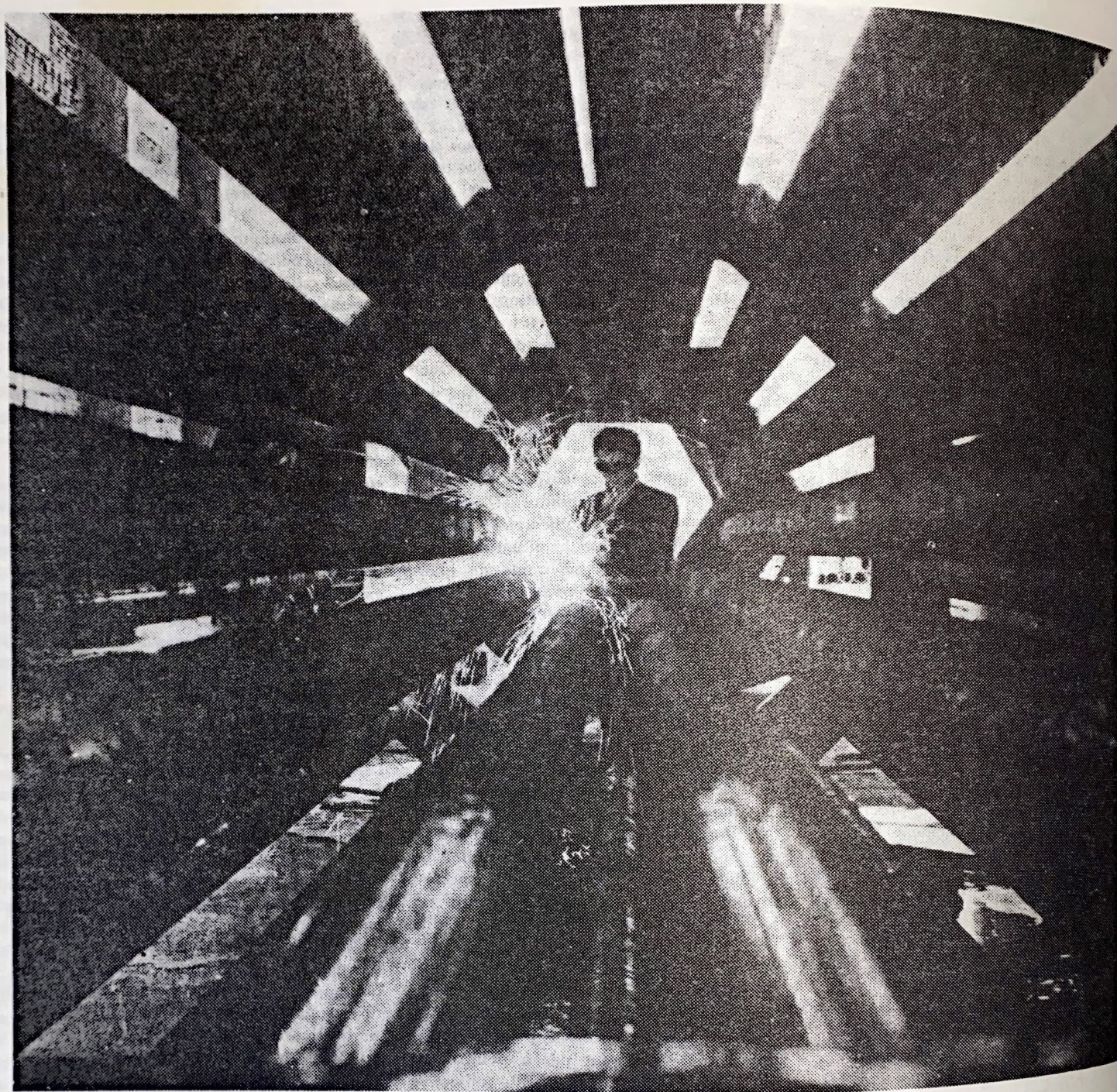
Sur cette question aussi, les marxistes-léninistes luttent sur les deux fronts: aussi bien contre les révisionnistes modernes que contre les conceptions des courants «de gauche» qui se distinguent par le fait qu'ils surestiment le rôle de l'activité subjective, à laquelle ils accordent une valeur absolue dans la transformation de la réalité et nient le rôle des conditions objectives et des possibilités réelles de la situation. Pour les représentants des courants de «gauche», le seul facteur déterminant c'est la volonté d'action des révolutionnaires, leur détermination à se jeter dans la lutte indépendamment des conditions de la situation. Selon eux, même s'il n'existe pas de situation révolutionnaire on peut et on doit la créer artificiellement grâce aux «initiatives actives» d'un groupe combattant composé de quelques hommes armés, courageux et résolus. C'est en quelque sorte la théorie des héros, qui nie le rôle des masses populaires en tant que créatrices de l'histoire. Le révolutionnaire est un homme d'action, il n'attend pas les bras croisés «le grand jour» de la révolution mais travaille sans répit pour la préparer. La direction et les formes de son activité doivent toujours correspondre aux conditions objectives, à la situation réelle. Aucune transformation ne peut être réalisée si elle ne vient pas à point aussi bien par rapport à la réalité objective qu'en ce qui concerne la conscience des masses. Les tâches ne peuvent être accomplies avec succès que si elles répondent aux exigences du développement historique de chaque pays et au niveau de conscience et d'organisation des masses. Autrement l'avant-garde révolutionnaire se coupe des masses et tombe dans l'aventurisme.

Ce sont les situations objectives mêmes qui mûrissent les révolutions, a souligné le VI^e Congrès du P.T.A., tandis que leur victoire ou leur défaite dépend de l'état du facteur subjectif. Mais ce facteur ne peut pas être représenté que par un groupe de personnes, si conscientes soient-elles de la nécessité de la révolution.

Pour cela, il est indispensable que la majorité des ouvriers aient compris la nécessité d'opérer le tournant et qu'ils soient prêts à se lancer dans des actions révolutionnaires, que le parti communiste se soit assuré l'appui de la classe ouvrière et des masses travailleuses, que les autres couches du peuple travailleur, même si elles n'appuient pas directement le parti sur toute la ligne, le soutiennent dans des secteurs particuliers de la lutte. «Le facteur subjectif, a souligné le camarade Enver Hoxha au VI^e Congrès du P.T.A., ne peut pas être préparé par les seules actions du «toyer» de guérilla, ni seulement par l'agitation et la propagande. Pour cela, comme Lénine et la vie même nous l'enseignent, il est indispensable que les masses se persuadent par leur propre expérience pratique».

Le mouvement révolutionnaire et le parti

La propagation du spontanéisme en tant qu'idéologie, de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, est dirigée en premier lieu contre l'idée de la nécessité de la théorie et du parti marxiste-léniniste. Les révisionnistes modernes propagent l'illusion qu'en régime capitaliste, en particulier dans les pays industriels développés, la conscience socialiste naît du mouvement spontané lui-même, que la poussée vers le socialisme naît spontanément du développement des forces productives et du changement du rapport des forces dans le monde au détriment de l'impérialisme et que, dans ces conditions, toutes sortes de partis et d'organisations, depuis les partis libéraux-bourgeois, sociaux-démocrates jusqu'aux fronts de libération nationale et aux syndicats au service de la bourgeoisie, peuvent devenir les porteurs des idéaux du socialisme et les guides de la transformation socialiste de la société. Certains représentants des forces de «gauche», indépendamment de leurs buts subjectifs, préconisent eux aussi la spontanéité. Ils nient la nécessité de la théorie, de la conscience basée sur une étude scientifique, ils s'élèvent contre la thèse de Lénine, suivant laquelle sans théorie révolutionnaire il n'y a pas de mouvement révolutionnaire; ils nient



“Le capitalisme crée ses propres fossoyeurs...”

Lénine

Le capitalisme engendre toutes les prémisses matérielles de la révolution prolétarienne ainsi que les forces sociales capables de la réaliser mais sans l'intervention du facteur conscient aucune transformation radicale n'est possible.

le rôle de l'avant-garde armée, de la théorie révolutionnaire du marxisme-léninisme, ils se prononcent contre la nécessité d'élaborer des programmes politiques clairs, une stratégie et une tactique scientifiques. Selon eux, l'important c'est de faire la révolution, peu importe si c'est un parti marxiste-léniniste ou une autre force politique qui la guide. Ce sont les révolutionnaires, avec ou sans parti, qui guident les révolutions, affirment-ils, il n'y a pas d'équation mathématique qui identifie l'avant-garde avec le parti marxiste-léniniste, selon eux la guérilla est le parti à l'état embryonnaire, et l'armée populaire l'embryon du parti, et l'inverse n'est pas vrai. L'expérience démontre, encore de nos jours, le bien-fondé de la conclusion du grand Lénine, à savoir que la valeur absolue donnée au mouvement spontané dans le mouvement révolutionnaire est la source idéologique de l'opportunisme, qu'il soit de droite ou de gauche.

Dans son rapport présenté au VI^e Congrès du Parti, le camarade Enver Hoxha a souligné qu'il a désormais été historiquement prouvé que sans son parti la classe ouvrière, quelles que soient les conditions dans lesquelles elle vit et agit, ne peut acquérir d'elle-même une conscience de classe. Ce qui transforme la classe ouvrière de «classe en soi» en «classe pour soi» c'est le parti. Bien sûr, les conditions objectives ou la lutte révolutionnaire engendrent une certaine conscience révolutionnaire, socialiste, mais cette conscience est à son niveau le plus bas, c'est, comme l'a définie Lénine, une conscience trade-unioniste. La conscience socialiste élevée ne se forme pas spontanément, mais à partir de la science marxiste-léniniste, assimilée tout d'abord par la partie la plus évoluée de la classe ouvrière qui s'organise dans le parti prolétarien pour éduquer ensuite toute la classe dans l'esprit de cette science, en lui expliquant clairement les buts et les objectifs révolutionnaires, en lui montrant la juste voie à suivre pour les atteindre et en guidant l'ensemble de la classe dans sa lutte historique.

Le Parti n'est pas seulement nécessaire pour donner une conscience de classe sociale à la classe ouvrière et aux masses travailleuses, pour informer les diverses unités du mouvement spontané des masses et synchroniser leurs actions. C'est à lui que revient le rôle dirigeant dans le mouvement révolutionnaire, il est

l'Etat-Major dirigeant théorique, politique et pratique de la révolution dans tous les domaines, politique, idéologique, économique et militaire. Nier le rôle dirigeant du parti, signifie laisser la classe ouvrière désarmée face à la bourgeoisie et la réaction. L'histoire ne connaît pas d'exemple où la révolution prolétarienne ait triomphé et où l'on ait édifié le socialisme sans parti communiste de la classe ouvrière, sans son rôle dirigeant et à plus forte raison en opposition aux communistes. Il se peut que là où les partis communistes sont faibles ou là où ils ont sombré dans le révisionnisme et le réformisme, d'autres forces politiques prennent en main la direction de la révolution, mais dans ce cas nous avons affaire à des révolutions démocratiques ou de libération nationale qui ne peuvent se convertir en révolutions prolétariennes socialistes que si à leur tête se mettent la classe ouvrière et son parti marxiste-léniniste.

Pour être capable de remplir son rôle d'éducation, d'organisation, de mobilisation et de direction, le Parti ne peut pas être un parti quelconque. Le rôle de l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière ne peut être joué que par un parti qui se guide sur la théorie d'avant-garde du prolétariat et qui est édifié sur les principes organisationnels du marxisme-léninisme. Lénine a le mérite historique non seulement d'avoir montré au prolétariat que pour remporter la victoire il lui est indispensable de s'unir sur la base de l'idéologie marxiste et de renforcer cette unité par l'unité matérielle de l'organisation qui soude des millions de travailleurs dans l'armée de la classe ouvrière (*Oeuvres complètes*, vol. 8, page 404), mais encore d'avoir élaboré les bases organisationnelles de l'édification du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

En paroles, les révisionnistes du type khrouchtchévien s'en tiennent aux normes et aux principes léninistes de l'édification du parti, mais en fait ils les ont piétinés, ils les ont dépouillés de leur contenu révolutionnaire, ils les ont abâtardis et en ont fait des normes révisionnistes servant leurs buts contre-révolutionnaires. Sous les slogans anti-marxistes du «parti du peuple tout entier», ou du «parti de masse», ils ont liquidé le caractère de classe des partis prolétariens, ils ont ouvert les portes à

tous les opportunistes, aux carriéristes et aux intellectuels bourgeois et ont supprimé la distinction entre le parti, la classe ouvrière et les masses.

Les partis révisionnistes, en tant que partis visant à des réformes sociales à l'intérieur du régime capitaliste, sont organisés de telle sorte qu'ils ne peuvent exister et agir que dans le cadre de la légalité bourgeoise. Comme Kautsky et consorts, les révisionnistes modernes ne peuvent concevoir le parti que sous la forme d'un parti légal. Même les partis révisionnistes qui dans certains pays sont encore clandestins pour des raisons historiques, essayent par tous les moyens de se faire accepter dans le cadre de la légalité bourgeoise et de faire cause commune avec la bourgeoisie.

En opposition avec ces pratiques, Lénine a souligné qu'un parti ouvrier, digne de ce nom, c'est celui qui en cas de besoin est capable de passer à la clandestinité, de combiner le travail légal avec l'activité clandestine. Si l'on ne complète pas l'organisation de l'activité légale par la création de bases clandestines, par l'organisation et l'activité clandestines, on ne peut pas accomplir un travail vraiment révolutionnaire, on ne peut pas préparer la classe ouvrière et les masses travailleuses à la révolution et à la dictature du prolétariat.

Le libéralisme et le légalisme sont deux des sources organisationnelles les plus importantes de la dégénérescence révisionniste et deux traits fondamentaux des partis révisionnistes. Ils ont pour origine la ligne, la stratégie et la tactique révisionnistes de «la voie pacifique». Lorsqu'on s'éloigne des principes idéologiques du marxisme-léninisme, on en arrive inévitablement à s'éloigner des principes organisationnels de l'édification du parti marxiste-léniniste. L'expérience a prouvé que les partis qui glissent vers le libéralisme et le légalisme ou bien dégèrent en partis de type social-démocrate, ce qui s'est produit pour les partis révisionnistes actuels, ou bien sont conduits à des désillusions terribles qui font un très grand tort au mouvement révolutionnaire, comme ce fut le cas du parti communiste d'Indonésie.

En Italie, en France et ailleurs, certains révisionnistes modernes vont encore plus loin. Ils s'efforcent de prouver que les normes et les principes léninistes sur l'édification du parti ont désormais perdu

leur valeur, qu'ils ne peuvent en avoir une que pour les pays arriérés mais que dans les pays capitalistes développés et dans les pays socialistes ils doivent être remplacés par de nouvelles normes et principes. Ils déclarent ouvertement qu'il ne s'agit pas de «quelques corrections partielles à apporter au modèle léniniste du parti, mais d'une transformation radicale de tout le modèle», qu'il «faut revoir entièrement le problème et établir un nouveau système de principes organisationnels».

Ils s'en prennent en particulier au centralisme démocratique, principe fondamental de l'édification du parti, dans lequel ils voient la source de tous les maux, du bureaucratisme et de la dégénérescence du parti. Ils sont pour un parti privé d'orientation, sans discipline et sans unité de pensée ni d'action, pour la liberté complète des fractions et des lignes opposées, ils conçoivent le parti comme un club où l'on discute, et y voient le comble de la démocratie. Le centralisme et la démocratie sont deux principes qui forment une seule unité. C'est sur la base de ces deux principes que se trempe l'unité de pensée et d'action du parti et que celui-ci peut remplir son rôle dirigeant dans toute l'activité révolutionnaire. Sans la démocratie, le centralisme se transforme en un centralisme bureaucratique qui place la direction au-dessus du parti et de la classe ouvrière et contre eux, tandis que la démocratie sans centralisme aboutit à la désorientation, à l'anarchie et à la confusion. Le mal ne réside pas en soi dans le principe du centralisme démocratique mais dans le fait d'opposer le centralisme à la démocratie. Dans la pra-

tique apparaissent des contradictions entre ces deux aspects. Toute la question est de les surmonter et d'appliquer le principe du centralisme démocratique en fonction des conditions dans lesquelles agit le parti: clandestin, légal ou semi-légal, sous le capitalisme ou sous le socialisme, suivant les étapes du développement de la révolution et du parti lui-même. La manière de réaliser et de combiner le centralisme et la démocratie diffèrent, et il ne peut en être autrement, mais le principe du centralisme démocratique demeure toujours un principe de base intangible de l'édification du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Maintenant que les partis révisionnistes se sont définitivement éloignés des positions du marxisme-léninisme dans tous les domaines, idéologique et politique, économique et militaire, culturel et organisationnel, les porteurs de l'idéologie prolétarienne, de la révolution et du socialisme sont les partis marxistes-léninistes. Quoique ces partis soient de création récente dans bon nombre de pays, ils n'en sont pas moins d'authentiques partis révolutionnaires qui se sont fixé pour tâche d'accomplir la mission historique de la classe ouvrière. En suivant une stratégie et une tactique correctes, en se liant étroitement aux masses du peuple et en renforçant l'unité de pensée et d'action de leurs rangs dans la lutte contre toute influence opportuniste, de droite ou de gauche, ils répondront à coup sûr à l'exigence historique de l'heure: la création du facteur subjectif, indispensable pour la transformation révolutionnaire de la réalité objective.

ECOUTEZ

La chronique radiophonique albanaise
Le marxisme-Léninisme : doctrine toujours jeune et scientifique.
Tous les dimanches à 3.00hres p.m. sur ondes courtes à 72 MHz

Radio Tirana

Petite bibliothèque MARXISTE

Marx-Engels	
Manifeste du Parti communiste	\$0.25
Travail salarié et capital	\$0.40
Salaire, prix et profit	\$0.40
La guerre civile en France	\$0.75
Socialisme utopique et socialisme scientifique	\$1.20
Le Capital (garnier-Flammarion), livre 1	\$1.65
LENINE	
L'impérialisme, stade suprême du capitalisme	\$0.40
Que faire	\$1.20
Deux tactiques de la social démocratie	\$1.20
Un pas en avant, deux pas en arrière	\$1.20
La maladie infantile du communisme	\$0.40
L'état et la révolution	\$0.40
STALINE	
Des principes du léninisme	\$0.40
Le communisme et la Russie	\$1.50
MAO	
De la pratique	\$0.25
De la contradiction	\$0.25
De la juste solution des contradictions au sein du peuple	\$0.25
D'où viennent les idées justes	\$0.25

POUR COMMANDE, ADRESSEZ-VOUS A:

La librairie progressiste

1867 Amherst, Mtl. Tél.: 522-1373

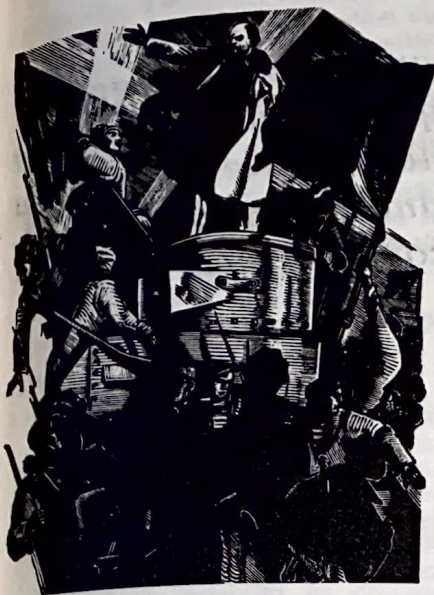
(commandes postales et téléphoniques acceptées)

POUR LA PUBLICATION DE VOS JOURNAUX

le service d'imprimerie de la **Librairie progressiste**
met à votre disposition

- un service de consultation technique, incluant des cours pratiques, vous permettant de produire des publications de tout genre de la meilleure qualité et au plus bas coût possible.
- un service complet de préparation de vos travaux d'impression comprenant, montage, photocomposition, titres et caméra.
- un service d'impression offset pour des dimensions allant jusqu'à 11po.X17po.

Si vous avez des projets venez nous consulter
1867 Amherst, Montréal, Tél: 522-1373



LENINE

et la construction du parti bolchévik

Le présent article constitue l'introduction à un recueil de textes de Lénine sur l'organisation publié en 1928 par l'Internationale Communiste. Il synthétise les principales thèses léninistes sur l'organisation en les situant par rapport au contexte de la révolution russe et des débats dans le Parti. Il constitue donc pour nous une première approche pour l'étude de la question de l'organisation chez Lénine ce qui demeure une tâche essentielle pour les militants progressistes au Québec.

Il est à noter que le recueil de textes original, a été ré-édité par les Editions du Centenaire en 1972 et est disponible à la librairie progressiste qui pour sa part a ré-édité sous forme de brochure l'introduction que nous présentons maintenant. D'autre part, nous conseillons aux lecteurs la lecture du livre Histoire du Parti Communiste (b) de l'URSS, qui constitue un autre document essentiel à la compréhension des acquis de la révolution bolchévique.

Mobilisation.

“Le parti communiste est une *partie* de la classe ouvrière, la partie la plus avancée, la plus consciente et, par conséquent, la plus révolutionnaire. Le parti communiste est créé sur la base de la sélection naturelle des ouvriers les meilleurs, les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le parti communiste n'a pas d'autres intérêts que les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière. Il se distingue de toute la masse ouvrière en ce qu'il domine du regard tout le chemin historique de la classe ouvrière dans son ensemble, et qu'il s'efforce de défendre à tous les détours de ce chemin, non pas les intérêts de quelques groupes isolés, ou de quelques corporations, mais les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble. Le parti communiste est, au point de vue de la politique et de l'organisation, le levier à l'aide duquel la partie la plus avancée de la classe ouvrière dirige toute la masse du prolétariat et du demi-prolétariat dans la bonne voie.”

Lénine

"le parti doit être l'avant-garde, le chef des grandes masses de la classe ouvrière qui travaille entièrement ou presque entièrement sous le contrôle et la direction des organisations du parti, mais n'appartiennent pas complètement au parti."

Lénine

Conditions dans lesquelles fut créé le parti bolchéviste

Le parti prolétarien fut créé en Russie dans d'autres conditions qu'en Occident. Tandis que les partis socialistes en Occident naissent dans des conditions légales et qu'il y avait là-bas des organisations ouvrières légales (les syndicats par exemple), un parlement bourgeois et un minimum de libertés pour le mouvement ouvrier, la formation du parti ouvrier en Russie eut lieu sous la domination de l'absolutisme le plus cruel ; il n'y eut, jusqu'à la révolution démocratique bourgeoise, aucune liberté en dehors d'un large mouvement élémentaire des masses ouvrières.

Jusqu'aux environs de 1895 régnait en Russie, parmi les intellectuels les plus avancés, l'idéologie des *narodniki* (populistes), qui niaient le développement du capitalisme en Russie et affirmaient que la Russie arriverait au socialisme, par un chemin différent et beaucoup moins douloureux que l'Occident, à savoir par la communauté paysanne de village. La nécessité d'ouvrir idéologiquement la voie au développement du capitalisme et de vaincre à tout prix l'idéologie petite-bourgeoise des *narodniki*, fit que, entre 1890 et 1900, lorsque le marxisme commença à apparaître en Russie, les intellectuels bourgeois s'en rapprochèrent dans une large mesure et, comme l'esprit du marxisme révolutionnaire leur était étranger, ils créèrent le marxisme dit « légal ». Ils voulaient utiliser la classe ouvrière pour les intérêts de la bourgeoisie. D'autre part, les meilleures forces de la social-démocratie étaient systématiquement arrachées de ses organisations par les gendarmes tsaristes. Aussi était-il nécessaire de créer un noyau permanent, organisé, suffisamment illégal de révolutionnaires professionnels, qui pût mener le mouvement élémentaire grandissant de la classe ouvrière à la lutte pour le renversement du tsarisme, et sans lequel la libération de la classe ouvrière du joug du capital ne pouvait être réalisée. La tâche de la social-démocratie consistait à se détacher des intellectuels, qui se raccrochaient au mouvement ou-

vrier, rabaissaient sa force d'élan au niveau d'un mouvement trade-unioniste et en faisaient un appendice de la lutte de la bourgeoisie libérale ; il fallait créer des cadres de révolutionnaires professionnels éprouvés aux différents endroits, il fallait leur donner un clair programme marxiste, une solide tactique ; il fallait, enfin, unir ces cadres dans une organisation de parti unique, combative de révolutionnaires professionnels, qui fût suffisamment illégale pour tenir tête aux attaques des gendarmes, et qui fut en même temps suffisamment liée aux masses ouvrières pour les conduire à la lutte le moment venu.

Ces tâches, V. I. Lénine les avait déjà, au tournant du siècle, assez clairement comprises et il les poursuivit consciencieusement dans l'ancienne *Iskra*, organe central des socialistes révolutionnaires russes, qui parut de 1900 à 1903 (jusqu'au 2^e congrès du parti ouvrier social-démocrate russe) avec la collaboration de Lénine, Plékhanov, P. Axelrod, Martov, etc. C'est à cette époque qu'appartient aussi le célèbre écrit de Lénine *Que faire ?* (1902), qui a joué, dans l'histoire de la construction et du développement du parti communiste russe, un rôle éminent. V. I. Lénine y porte des coups écrasants au courant opportuniste dans la social-démocratie russe, aux « économistes » qui surgissaient entre 1895 et 1900. Les « économistes » qui étaient apparentés aux « marxistes légaux », glorifiaient l'élément spontané du mouvement ouvrier et se ravalèrent, en réalité, au niveau du trade-unionisme, niaient la possibilité d'un parti social-démocrate centralisé et se contentaient d'organisations pour la protection des intérêts économiques des ouvriers (sociétés de secours mutuels, caisse de grèves, etc.). Dans l'histoire et dans *Que faire ?* V. I. Lénine a donné pour la première fois les raisons profondes du plan, projeté par lui déjà en 1901, d'une organisation de « révolutionnaires professionnels ». Nous reproduisons de cet ouvrage quelques chapitres consacrés aux questions d'organisation.

Quant aux formes d'organisation, que l'organisation social-démocrate avait acceptées alors en Russie, on le

trouve dans la lettre de Lénine à un camarade (1902), lettre qui devint la base de l'organisation du parti : à la tête du mouvement local se trouve un comité auquel sont subordonnés les groupes de districts, les cercles et les sous-comités d'entreprises (c'est ainsi qu'on appelait les « cellules primitives » du parti). Les uns entraient au parti après ratification du comité, les autres étaient seulement rattachés au parti. Conformément au statut adopté au 2^e congrès du parti social-démocrate russe en 1903, seuls les comités du parti social-démocrate réelles des révolutionnaires professionnels, le comité central du parti et la rédaction de l'organe central, qui a joué, lors de la création du parti social-démocrate en Russie, un rôle éminent, pouvaient envoyer leurs représentants aux congrès.

La scission entre bolchéviks et menchéviks

Martov et P. Axelrod, jusqu'au 2^e congrès du parti, marchaient la main dans la main avec Lénine. P. Axelrod écrivait sur Lénine vers 1900, dans la préface de la brochure de Lénine *Les tâches des social-démocrates russes* : « Lénine allie de façon heureuse l'expérience d'un bon praticien à la culture théorique et à un large horizon politique ». Mais au 2^e congrès du parti social-démocrate russe, en 1903, ils se séparèrent. Ils s'écartèrent l'un de l'autre surtout dans les questions d'organisation auxquelles Lénine attachait déjà une importance énorme, voire décisive.

On ne faisait alors que construire le parti ouvrier social-démocrate russe ; aussi était-il particulièrement important d'établir sur quelle base il devait être construit. Martov, P. Axelrod et quelques autres vieux collaborateurs de *l'Iskra*, tombés sous l'influence des éléments petits-bourgeois, voulaient construire le parti sur une base confusionniste ; ils proposaient de considérer comme membres du parti ceux mêmes qui n'appartenaient personnellement à aucune organisation du parti et se contentaient de prêter leur appui au parti ; par là ils ouvraient la porte aux intellectuels petits-bourgeois proches du parti, qui craignaient la discipline du parti et la lutte révolutionnaire active ; ils étaient d'avis que chaque gréviste avait le droit de se proclamer membre du parti ; ils subordonnaient la conduite consciente de la lutte de classe à l'élan spontané. Lorsque les menchéviks, à l'époque de la sombre réaction consécutive à la révolution de 1905, dans les années 1908 à 1909, lançaient le mot d'ordre : Liquidation du parti illégal et création d'un parti ouvrier « légal », « large », « ouvert », c'est-à-dire pratiquement d'un parti ouvrier libéral, ils ne faisaient que rester conséquents avec leur point de vue.

Lénine disait déjà au 2^e congrès : « Le parti doit être l'avant-garde, le chef des grandes masses de la classe ouvrière qui travaille entièrement ou presque entièrement sous le contrôle et la direction » des organisations du parti, mais n'appartient pas complètement au parti ». Aussi était-il exigé beaucoup des membres du parti ; seul pouvait être considéré comme membre du parti celui qui participait personnellement à une de ses organisations et travaillait activement dans son sein. De cette manière, Lénine donnait au parti une base solide de « révolutionnaires professionnels », et rendait difficile aux éléments petits-bourgeois l'entrée du parti. Le résultat d'une telle construction du parti était que ses formes d'organisation changeaient, mais que le noyau fondamental restait. Cela aidait le parti des bolchéviks à rester fidèle à son programme et à sa tactique dans les années les plus difficiles de la réaction et à sortir finalement vainqueur de la lutte.

Les menchéviks manifestèrent le même opportunisme après le 2^e congrès du parti dans la question du centralisme, de l'autonomie des organisations locales et de la démocratie. Dans ces questions aussi, ils suivaient les économistes et étaient contre la subordination sans réserve des organisations locales à la direction centrale, contre la discipline stricte du parti, pour l'autonomie des organisations locales. Partant de là, ils défendaient le principe démocratique et l'éligibilité absolue des comités locaux, se déclaraient réso-

lument contre les « nominations » (la cooptation des membres du comité), criaient à l'autocratie et au bureaucratisme des bolchéviks, à « l'obéissance aveugle », et raillaient la discipline du parti. Lénine démasquait l'opportunisme des menchéviks dans ces questions et, déjà en 1904, il prouve dans l'ouvrage *Un pas en avant, deux en arrière*, qu'ils s'apparentaient, toutes choses égales d'ailleurs, à l'aile opportuniste de la social-démocratie du monde entier.

Ainsi les menchéviks se trouvaient, quant aux questions d'organisation, dans les rangs des opportunistes social-démocrates. Bientôt après le 2^e congrès, ils s'unirent avec les anciens économistes, et glissèrent sur toute la ligne politique dans l'opportunisme.

L'ouvrage de Lénine *Un pas en avant, deux en arrière*, composé en 1904, est consacré à l'analyse des résolutions du 2^e congrès et à l'attitude des menchéviks après le congrès du parti. Nous reproduisons également quelques chapitres de cet ouvrage, qui caractérisent les différences d'opinion fondamentales des bolchéviks et des menchéviks dans les questions d'organisation.

L'organisation des cellules d'entreprises

En même temps, Lénine n'oubliait pas un moment la pensée fondamentale qu'il avait exprimée déjà en 1902 dans sa *Lettre à un camarade* : ce n'est que par une étroite liaison de l'organisation avec les masses ouvrières que le parti peut entraîner les masses à la lutte au moment opportun. C'est pourquoi, en 1902 déjà, il recommandait de créer dans les entreprises des « cercles d'entreprises », qui plus tard se transformèrent en cellules d'entreprises. « Il faut que chaque entreprise soit notre forteresse », écrivait Lénine, et il revint plus tard bien des fois sur cette question.

Mais Lénine ne réussit pas d'un seul coup à faire de la cellule d'entreprise la base de granit de l'organisation du parti bolchéviste. En 1907, il écrivait, dans un article « La scission de Pétersbourg », sur l'organisation de Léninegrad :

Nous voyons qu'à Pétersbourg (comme probablement aussi dans la plupart des villes russes), les districts, les sous-districts et les cellules inférieures n'ont pas été formés seulement sur la base territoriale (locale), mais aussi sur la base professionnelle et la base nationale. Il y a, par exemple, à Pétersbourg, un district de chemin de fer. Il est organisé sur la base professionnelle..., et il y a aussi un district ethnique (letton) et une organisation militaire.

Ici, nous voyons encore les différentes formes de l'organisation primaire du parti, entre autres, des cellules inférieures, qui sont construites sur la base territoriale, professionnelle et même nationale ; nous voyons même des districts divisés par nationalités et des districts de chemin de fer, qui jouissent des mêmes droits que les autres districts. Naturellement, les cellules nationales et les districts nationaux ne peuvent jouer le même rôle que les mêmes organismes internationaux qui groupent tous les ouvriers sans distinction de nationalité et se construisent sur la base des cellules d'entreprises. Les premiers n'accomplissent en général qu'un travail d'agitation et de propagande ainsi que d'éducation culturelle, mais ils ne prennent presque aucune part à la lutte et à la vie politique en général. Cependant ils ont subsisté en Russie jusqu'en 1917. Cela prouve les grandes difficultés qu'il y a à venir à bout des vieilles formes d'organisation. C'est seulement au 8^e congrès du parti communiste russe (mars 1919), que fut prise la résolution de liquider définitivement les organisations du parti spéciales aux cheminots, aux postiers, etc. Il faut reconnaître que ces dernières en leur temps furent extrêmement nécessaires et qu'elles ont joué un rôle très important dans l'élargissement de l'influence du parti des bolchéviks, parmi ces catégories d'ouvriers et employés.

Le parti des bolcheviks, depuis longtemps déjà, donnait la plus grande attention à la création de cellules d'entreprises. Déjà, pendant la révolution de 1905 et aussi plus tard, les comités du parti savaient exactement dans quelle fabrique il y avait des membres du parti, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, et ils connaissaient le

“Un parti politique ne peut englober que la minorité de la classe ouvrière... Si cette minorité a une réelle conscience de classe et réussit à conduire les masses, si elle peut répondre à toutes les questions qui sont à l'ordre du jour, elle est à proprement parler un parti. Si la minorité ne s'entend pas à diriger les masses, à se mettre en liaison avec les masses, elle n'est pas un parti, elle ne vaut rien, même si elle s'intitule parti.”

Lénine

nombre des sympathisants. Ce sont les bolchéviks qui ont surtout travaillé dans les entreprises. Cela donnait au parti ouvrier social-démocrate russe la possibilité de se mettre à la tête de la lutte de la classe ouvrière et d'entraîner les larges masses ouvrières.

Lors de la plus sombre réaction, au lendemain de la révolution de 1905-1906, le parti, après une courte existence semi-légale, fut contraint de nouveau de devenir illégal. Il lui fallut encore à nouveau se transformer. En raison de cette nouvelle situation, Lénine écrivait en 1908 :

Une organisation illégale solide des centres du parti, la publication active, illégale et systématique de littérature, mais avant tout des cellules locales et surtout des cellules d'entreprises, sous la direction des meilleurs ouvriers vivant en contact direct avec les masses, telle est la base sur laquelle nous construisons et avons construit le noyau inébranlable solide du mouvement ouvrier révolutionnaire et social-démocratique. Et ce noyau illégal sera incomparablement plus étendu qu'autrefois, ses antennes s'étendront, son influence s'élargira aussi par l'intermédiaire de la Douma, dans les syndicats, les coopératives, les sociétés d'éducation.

Ainsi, déjà à cette époque, Lénine développait la question des fractions bolchévistes dans les syndicats, les coopératives et les sociétés d'éducation, quoique ces fractions fussent encore confondues avec les cellules. Cela aidait les bolchéviks, par une lutte opiniâtre permanente, à conquérir de l'intérieur ces organisations.

La base du parti des bolchéviks, son fondement, est actuellement la cellule d'entreprise. Le parti consacre à son travail la plus grande attention. Dans toutes les organisations sans-parti, congrès et conférences d'organes élus, des fractions communistes sont organisées dont la tâche est de renforcer l'influence du parti et d'exécuter sa politique dans les cercles sans-parti. Ainsi, l'idée de Lénine, l'idée des cellules du parti dans les entreprises, et des fractions dans les associations et organisations sans-parti, a été réalisée jusqu'au bout.

1. L'auteur entend par là l'organisation des structures de coordination entre les différentes cellules dans un syndicat ou une organisation de masse donnée.

L'organisation du parti

Comme nous l'avons vu plus haut, Lénine lutta jusqu'en 1905 pour les organisations étroites de révolutionnaires professionnels et contre l'éligibilité des membres des comités. Dans les conditions du travail strictement clandestin d'alors, l'éligibilité n'était pas possible. En 1905, la situation change et Lénine soulève la question d'une réorganisation du parti. Il parle déjà d'une forme large de cellule fondamentale, d'une forme moins stricte, « plus libre » ; mais seulement par comparaison avec les anciens « cercles de révolutionnaires professionnels ». On réalise la démocratisation du parti, on passe au principe électif. Mais le parti conserve son appareil illégal, et cela l'aide à s'adapter à nouveau et sans souffrances aux conditions d'illégalité lorsque les circonstances l'exigent.

Quelle est la forme d'organisation que les organisations du parti social-démocrate russe avaient acquise à cette époque ? Elle ressort de la description suivante de l'organisation de Pétersbourg, que Lénine donna dans l'article « La scission de Pétersbourg de 1907 » :

Le parti ouvrier social-démocrate russe est organisé démocratiquement. Cela signifie que toutes les affaires du parti sont conduites directement par des représentants de tous les membres du parti avec des droits égaux et sans aucune exception ; ainsi tous les fonctionnaires, tous les collèges dirigeants, toutes les institutions du parti sont élus, obligés de faire des comptes rendus de leurs mandats et amovibles. Les affaires du parti de Pétersbourg sont conduites par le comité élu du parti ouvrier social-démocrate russe de Pétersbourg. Mais l'institution suprême de l'organisation de Pétersbourg est, vu l'impossibilité de rassembler en une fois tous les membres du parti (6.000 environ), la conférence des délégués de l'organisation. A cette conférence, tous les membres de l'organisation ont le droit d'envoyer des délégués : un délégué pour un nombre déterminé de membres du parti, par exemple, un délégué pour 50 membres du parti, comme cela fut adopté à la dernière conférence. Ces représentants doivent obligatoirement être élus par tous les membres du parti, et la décision des délégués sur une question a une valeur suprême et décisive pour toute l'organisation.

Mais ce n'est pas encore tout. Pour que la décision d'une question soit véritablement démocratique, il ne suffit pas de rassembler tous les délégués élus des organisations. Il est nécessaire que tous les membres de l'organisation se prononcent en même temps de façon indépendante, et *chacun pour soi*, sur la même question discutée qui intéresse toute l'organisation. Des partis et des associations organisés démocratiquement ne peuvent pas renoncer, en principe, à une telle consultation de leurs membres, du moins dans les cas les plus importants et, en particulier, lorsqu'il s'agit d'une action politique à laquelle les masses participent de façon indépendante comme, par exemple, lors d'une grève, d'élections, du boycottage d'une grande entreprise locale, etc.

Une grève ne peut se déclencher unanimement, les élections ne peuvent se faire consciemment, si *chaque ouvrier* n'a pas décidé lui-même consciemment et librement de la question. Doit-on se mettre en grève ou non ? Doit-on voter pour les cadets ou non ? Décider toutes les questions politiques par consultation de tous les membres du parti est impossible ; ce serait un scrutin éternel, fatigant, stérile. Mais les questions les plus importantes et surtout celles qui sont liées directement à des actions déterminées des masses elles-mêmes, doivent obligatoirement être décidées dans le cadre de la démocratie, non seulement par l'envoi de représentants, mais aussi par la consultation de tous les membres du parti.

C'est pourquoi le comité de Pétersbourg a décidé que les élections des délégués à la conférence doivent avoir lieu seulement après que les membres du parti auront discuté si un accord doit être passé avec les cadets, et après que tous les membres du parti auront voté sur cette question. Les élections sont une affaire à laquelle participent directement les masses. Les socialistes considèrent la conscience des masses comme la force la plus importante. Il faut donc que *chaque* membre du parti décide consciemment si, aux élections, on doit voter ou non pour les cadets. Ce n'est qu'après la discussion publique de cette question par tous les membres du parti rassemblés, qu'il sera possible à chacun d'eux de prendre consciemment et fermement l'une ou l'autre décision.

Ici, comme en beaucoup d'endroits, Lénine souligne tout particulièrement l'activité de tous les membres et leur participation à la décision des questions du parti. Ils élisent aux conférences et aux congrès toutes les organisations dirigeantes du parti qui sont dans l'obligation de rendre compte de leur mandat à leurs électeurs. Mais en même temps, les résolutions des organes supérieurs du parti sont obligatoires pour les inférieurs. Tel est le principe du centralisme démocratique, qui fut réalisé déjà alors par Lénine, avec quelques déviations seulement qui correspondaient à la lutte fractionnelle des bolchéviks et des menchéviks. On en parlera plus loin.

Dans un autre article : « La réorganisation et la liquidation de la scission à Pétersbourg » (1907), Lénine écrivait que, d'après le statut nouveau (bolchéviste), de l'organisation de Pétersbourg, la conférence est une institution permanente. « Elle ne se réunit pas moins de deux fois par mois et elle est l'organe suprême de l'organisation. Elle est réélue tous les six mois. La conférence élit un comité choisi parmi tous les membres du parti, et pas seulement parmi ceux qui travaillent dans tel ou tel district de l'organisation locale ». Il fallut en conséquence procéder à une modification : « Les conférences de territoires, de gouvernements et de cantons du parti des bolchéviks n'ont pas le caractère d'organisations permanentes et sont convoquées tous les six mois. »

Dans les situations illégales, ni les congrès ni les conférences du parti ne pouvaient évidemment être convoqués de façon normale. Entre le 5^e (1907) et le 6^e congrès (1917), dix ans passèrent. Mais il fallut appliquer le principe de coopération des membres du parti, dans une large mesure. Cela témoigne de l'élasticité du parti des bolchéviks. La démocratie n'est pas quelque chose de donné pour tous les temps et pour toutes les situations. L'opportunité révolutionnaire a une importance décisive. Le parti bolchéviste se tourne tantôt vers l'élargissement du principe démocratique, tantôt vers sa limitation. Dans la période du communisme de guerre, tout le parti des bolchéviks est transformé en un camp retranché. Les résolutions du C. C. furent alors fréquemment exécutées sous la forme d'ordres de combat. Mais lorsque la guerre civile fut terminée, lorsque la vie économique du pays s'améliora et que les dangers de la

nouvelle politique économique⁴ furent passés dans une large mesure, le parti des bolchéviks revint aux principes du centralisme démocratique.

La lutte avec les liquidateurs

Dès que la réaction commence, après la révolution de 1905-1906, les intellectuels s'éloignent du parti. Les menchéviks sympathisants montrent leur vrai visage petit-bourgeois et liquident les solutions révolutionnaires et le parti prolétarien révolutionnaire. Ils tentent de remplacer ce dernier par une « association informelle dans le cadre de la légalité à tout prix, même si cette légalité est payée d'un renoncement public au programme, à la tactique et aux traditions du parti ». Les bolchéviks mènent, sous la direction de Lénine, tant sur le terrain de l'idéologie que sur celui de l'organisation, la lutte la plus résolue contre ces tentatives liquidatrices. Lénine fait admettre à la conférence nationale en 1908, à laquelle participèrent encore les menchéviks, une résolution où l'on pose l'organisation illégale comme pierre angulaire ; en même temps, il reconnaît comme nécessaire l'utilisation de toutes les possibilités légales. La résolution apporte une attention particulière à la création, dans les entreprises, de cellules du parti qu'on y appelle encore des comités.

Les menchéviks votèrent aussi pour cette résolution, que nous reproduisons intégralement dans notre recueil. Ils condamnèrent également, à la conférence de décembre de 1908, le liquidationnisme comme une déviation du marxisme révolutionnaire. Mais malgré cette condamnation, les menchéviks continuèrent à suivre la voie des liquidateurs. Ne se séparèrent d'eux qu'un groupe insignifiant de menchéviks du parti, Plékhanov et Trotsky.

Les « liquidateurs à rebours », comme Lénine les appelait, apparurent aussi dans la fraction des bolchéviks, mais Lénine tira résolument une ligne de démarcation entre eux et lui. C'étaient les *otzovistes*, qui exigeaient le retrait des députés social-démocrates de la Douma⁵ ; les *ultimatistes*, qui proposaient à la fraction social-démocrate de la Douma de présenter un ultimatum à la Douma et, en cas de refus, de la quitter ; et enfin les « constructeurs de Dieu » qui, à l'époque de la réaction, se mirent avec les intellectuels bourgeois à construire une divinité. Dans la résolution de la conférence commune de la rédaction de l'organe central bolchéviste, le *Prolétaire*, et des représentants des grands centres prolétariens en 1909, nous lisons que dans les rangs de la fraction bolchéviste aussi avaient surgi des éléments qui ne s'étaient pas assimilés suffisamment le point de vue prolétarien :

En raison des circonstances de temps défavorables, ces éléments montrent de plus en plus nettement leur insuffisante fermeté social-démocrate, tombent dans une opposition toujours plus brutale aux bases de la tactique social-démocrate révolutionnaire et créent, au cours de cette année, un courant qui cherche à formuler une théorie de l'otzovisme et de l'ultimatismisme, mais en réalité élève en principe et renforce les conceptions fausses du parlementarisme social-démocrate et du travail social-démocrate de la Douma... Avec toute sa phraseologie révolutionnaire, la théorie de l'otzovisme et de l'ultimatismisme représente en réalité, à un degré important, l'autre côté des illusions constitutionnelles, qui sont liées à l'espoir que la Douma d'Empire peut satisfaire elle-même les unes ou les autres des revendications pressantes du peuple ; par conséquent cette théorie, par sa nature même, substitue à l'idéologie prolétarienne des tendances petites-bourgeoises. L'ultimatismisme ne fait pas moins de tort au travail social-démocrate que l'otzovisme officiel. L'ultimatismisme politique ne se distingue en rien présentement de l'otzovisme et il ne fait, par le caractère dissimulé de son otzovisme, qu'introduire plus de désordre et de confusion... En essayant de déduire de quelques applications du boycottage d'organismes élus dans tel ou tel moment de la révolution, une ligne de boycottage comme une caractéristique particulière de la tactique du bolchévisme dans la période de la contre-révolution. L'ultimatismisme et l'otzovisme montrent que ces courants, par leur nature, sont l'envers du menchévisme qui exige une participation générale et sans réserve à tous les organismes élus, indépendamment des étapes dans le développement de la révolution et indépendamment de savoir s'il y a de l'élan révolutionnaire ou non.

4. Aussi connu sous le nom de NEP ; cette politique économique visait à rétablir l'économie en ralliant la paysannerie au pouvoir soviétique.
5. Parlement établi par le tsar à la suite de la révolution de 1905.

“... des cellules locales et surtout des cellules d'entreprises, sous la direction des cellules ouvriers vivant en contact direct avec les masses telle est la base sur laquelle nous construisons et avons construit le noyau inébranlable solide du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Lénine

Vu toutes ces circonstances, la rédaction élargie du *Proletaire* déclare que le bolchévisme, comme courant déterminé dans le parti ouvrier social-démocrate russe, n'a rien de commun avec l'otzovisme et l'ultimatisme, et que la fraction bolchéviste doit mener la lutte la plus énergique contre ces déviations de la voie du marxisme révolutionnaire.

De la même manière, les bolchéviks, sous la direction de Lénine, se séparent également, en philosophie, des « constructeurs de Dieu », des machistes et des empirio-criticistes, qui s'étaient écartés de la philosophie prolétarienne, du matérialisme historique et débaïaient à la classe ouvrière une mixture bourgeoise idéaliste. Un grand nombre même des meilleurs social-démocrates d'Europe occidentale condamnèrent alors résolument cette intransigeance de Lénine qu'ils traitèrent de scissionniste et de désorganisateur du mouvement ouvrier. Mais il est actuellement évident que cette intransigeance de Lénine contre tous les falsificateurs du marxisme révolutionnaire lui a donné la possibilité de créer un parti bolchéviste, coulé dans un seul bloc d'acier, sans lequel le prolétariat russe n'aurait pu remporter une si brillante victoire.

En 1910, fut entreprise la dernière tentative pour s'entendre avec les liquidateurs. Une réunion plénière du C. C. fut convoquée, à laquelle participèrent aussi les liquidateurs menchévistes. Lénine ne croyait déjà plus à la possibilité d'une entente avec eux mais, même dans la fraction bolchéviste, les illusions n'étaient pas alors tout à fait évanouies : certains croyaient possible d'entraîner les liquidateurs menchévistes dans la voie de la social-démocratie révolutionnaire. C'est pourquoi Lénine accepta une séance en commun avec eux. A cette séance, on adopta unanimement une résolution où il était dit entre autres :

La position historique du mouvement social-démocrate à l'époque de la contre-révolution bourgeoise, d'une part provoque inévitablement la naissance d'une influence bourgeoise sur le prolétariat, ainsi que la négation du parti social-démocrate illégal, la sous-estimation de son rôle et de son importance, et des

tentatives diverses pour étriquer les tâches et les mots d'ordre du programme et de la tactique de la social-démocratie révolutionnaire et, d'autre part, fait qu'on nie le travail des social-démocrates à la Douma et l'utilisation des possibilités légales, qu'on ne comprend pas l'importance de l'une et de l'autre activité et qu'on se montre incapable d'adapter la tactique démocratique révolutionnaire aux conditions historiques particulières du moment présent.

Un élément indispensable de la tactique social-démocrate dans de telles circonstances, est la victoire remportée sur ces deux déviations, par l'élargissement et l'approfondissement du travail social-démocrate dans tous les domaines de la lutte de classe, et par l'explication du caractère dangereux de ces déviations.

Comme un grand nombre de résolutions avaient été adoptées à l'unanimité condamnant le liquidationnisme, aussi bien de droite que de gauche, comme une lutte résolue contre ces courants avait été jugée nécessaire, et que les menchéviks exprimaient le souhait de mettre fin à leur travail fractionnel, Lénine, sous la pression de la majorité des membres du C. C., disposés à la conciliation, consentit à l'union avec les menchéviks. Mais cette union resta seulement une résolution sur le papier, car, en réalité, les menchéviks ne pensaient pas du tout à rompre avec les liquidateurs.

On en arriva finalement à la conférence des bolchéviks de janvier 1912, qui déclara les liquidateurs comme étant en dehors du parti, rompant ainsi définitivement avec eux.

C'est ainsi qu'il fallut une lutte de dix ans avant que le parti bolchéviste rompit définitivement avec les liquidateurs menchévistes. Jusque là, il y eut, comme nous l'avons vu, même dans le C. C. bolchéviste, quelques hésitations : il y avait ce qu'on appelait les conciliateurs. Mais V. I. Lénine vit déjà alors tout à fait clairement que les menchéviks étaient les représentants d'une autre classe, et qu'il fallait les combattre avec la plus grande énergie. En 1908 déjà, Lénine écrivait qu'au moment de la lutte décisive du travail contre le capital, les menchéviks seraient avec la

bourgeoisie de l'autre côté de la barricade et emploieraient d'autres moyens qu'en temps de paix. Cela devint bientôt — pendant la guerre impérialiste, après la révolution de mars 1917, et encore plus pendant la révolution d'Octobre — une vérité aveuglante pour tous.

Lénine témoigna de la même intransigeance à l'égard des partis européens occidentaux, surtout pendant la période des luttes décisives avec le capital. Dans l'article « Discours mensongers sur la liberté », écrit en 1920, il dit :

Si l'on a dans ses rangs des menchéviks, on ne peut triompher dans la révolution prolétarienne, on ne peut maintenir cette révolution. C'est évident en principe. Cela fut aussi visiblement confirmé par l'expérience en Russie et en Hongrie. En Russie, il y eut de multiples situations difficiles, dans lesquelles le régime soviétique aurait été certainement renversé si les menchéviks, les réformistes, les petits-bourgeois démocrates étaient restés dans le parti. En Italie, on se trouve maintenant, comme il est généralement reconnu, à l'approche de combats décisifs du prolétariat contre la bourgeoisie pour la prise du pouvoir. Dans un tel moment, il n'est pas seulement absolument nécessaire d'éloigner les menchéviks, les réformistes, les « turatistes » du parti ; il peut devenir utile aussi d'éloigner des communistes du parti ; il peut devenir utile aussi d'éloigner des communistes éminents, capables d'hésiter et de pencher pour l'unité avec les réformistes, et de les écarter de tous les postes importants. Avant la révolution et dans les moments de la lutte la plus acharnée pour sa victoire, les moindres hésitations à l'intérieur du parti sont capables de tout gâter, de faire échouer la révolution, d'arracher le pouvoir des mains du prolétariat, car ce pouvoir n'est pas encore affermi, car l'assaut contre lui est encore trop fort. Si les chefs, hésitants dans un tel moment, se retirent, cela n'amène pas l'affaiblissement, mais le renforcement du parti, du mouvement ouvrier et de la révolution.

Malheureusement, cela n'a pas été fait à temps et nous avons vu les tristes conséquences de cette irrésolution.⁶

Pour caractériser le point de vue de Lénine sur la question d'organisation dans la période de lutte contre les liquidateurs, nous citons la documentation suivante : la résolution de la conférence de décembre 1908 ; des extraits de l'article de Lénine « Sur le chemin » où il se prononce sur les résolutions de la conférence de décembre ; des extraits de l'article : « La liquidation du liquidationnisme », consacré à la conférence des bolchéviks de 1909, et enfin les résolutions de la conférence de janvier des bolchéviks (1912) sur la question d'organisation et sur les liquidateurs, dans lesquelles les bolchéviks déclarent que les liquidateurs se placent en dehors du parti et qu'ils rompent complètement avec eux.

Le parti, avant-garde de la classe ouvrière

Nous avons souvent vu que Lénine, comme déjà aussi Marx dans le *Manifeste Communiste*, a défini le parti comme l'avant-garde de la classe ouvrière. Il l'a exprimé avec une netteté particulière dans les directives adoptées par le 2^e congrès de l'Internationale communiste concernant le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne. Nous y lisons :

Le parti communiste est une partie de la classe ouvrière, la partie la plus avancée, la plus consciente et, par conséquent, la plus révolutionnaire. Le parti communiste est créé sur la base de la sélection naturelle des ouvriers les meilleurs, les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le parti communiste n'a pas d'autres intérêts que les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière. Il se distingue de toute la masse ouvrière en ce qu'il domine du regard tout le chemin historique de la classe ouvrière dans son ensemble, et qu'il s'efforce de défendre à tous les détours de ce chemin, non pas les intérêts de quelques groupes isolés, ou de quelques corporations, mais les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble. Le parti communiste est, au point de vue de la politique et de l'organisation, le levier dirigeant de la partie la plus avancée de la classe ouvrière à l'aide duquel la masse du prolétariat et du demi-prolétariat dans la bonne voie.

Tels sont, brièvement exprimés, les fondements principaux de la doctrine de Lénine sur le parti. A ce même 2^e congrès de l'Internationale communiste, Lénine dit :

6. C'est à dire, l'écrasement de la révolution hongroise en 1919, de même que l'échec des mouvements insurrectionnels en Italie du nord en 1920.

7. Discours au Congrès, T.2, Editions Sociales

Un parti politique ne peut englober que la minorité de la classe ouvrière, de même que les ouvriers qui ont une réelle conscience de classe forment les minorités des ouvriers dans chaque société capitaliste. C'est pourquoi nous sommes contraints de reconnaître que la grande masse des ouvriers peut être conduite et guidée par la minorité consciente. Si cette minorité a une réelle conscience de classe et réussit à conduire les masses, si elle peut répondre à toutes les questions qui sont à l'ordre du jour, elle est à proprement parler un parti. Si la minorité ne s'entend pas à diriger les masses, à se mettre en liaison avec les masses, elle n'est pas un parti, elle ne vaut rien, même si elle s'intitule parti.

Mais pour la conquête du pouvoir, il faut que le parti communiste amène la majorité de la classe ouvrière à ses côtés. Pour y arriver, le parti communiste ne doit pas se traîner à la remorque du mouvement ouvrier, il faut qu'il se mette à sa tête. C'est pourquoi le parti doit être étroitement lié à la classe ouvrière et à toutes ses organisations : syndicats, coopératives, conseils d'entreprises, fractions parlementaires et de la Douma, organisations des ouvrières, organisations de culture et d'éducation, fédérations des Jeunesses, soviets, organes d'Etat, quand le prolétariat s'est emparé du pouvoir. Dans ces organisations et organes, il faut que les communistes créent leurs fractions et, par l'intermédiaire de ces fractions, dirigent les organisations et les organes. C'est seulement par cette tactique que le parti bolchéviste a réussi à conquérir toutes les organisations citées.

Dans *La maladie infantile du communisme*, Lénine dit que le parti est la « forme supérieure de l'union des classes du prolétariat » et qu'il lui faut diriger toutes les autres formes des organisations prolétariennes et semi-prolétariennes et participer à leur lutte de manière active.

C'est le motif pour lequel Lénine s'attaquait de façon résolue à la prétendue « neutralité » des syndicats et des autres organisations ouvrières, à l'« indépendance » des fractions parlementaires. En réalité, cette « neutralité » et cette « indépendance » ne sont pas autre chose que la dépendance la plus honteuse à l'égard de la bourgeoisie et de ses agents.

Lénine enseignait que le prolétariat ne peut accomplir aucune révolution prolétarienne victorieuse s'il n'a pas son propre parti politique indépendant. Ni les syndicats, ni les coopératives ne peuvent le faire, quoiqu'ils jouent dans l'histoire de la lutte de la classe ouvrière pour sa libération du joug du capital un très grand rôle. Ce n'est que parce que le prolétariat russe avait un fort parti bolchéviste qu'il a réussi à remporter la victoire sur les capitalistes et sur les propriétaires terriens. Ce n'est que grâce à ce parti qu'il a réussi à maintenir ses conquêtes.

Lénine enseigna que le parti communiste est un instrument non seulement pour la conquête de la dictature du prolétariat, mais aussi pour son maintien, pour la consolidation et l'élargissement de la dictature. Il est l'état-major de l'armée de la révolution prolétarienne. C'est pourquoi l'organisation du parti, l'unité de pensée et l'unité de volonté, la discipline de fer du parti, l'exclusion des éléments opportunistes et étrangers de ses rangs, acquièrent une particulière importance.

Le parti bolchéviste devint parti de gouvernement, et des éléments qui lui étaient étrangers commencèrent à y adhérer. Il y eut là un phénomène particulièrement dangereux à l'époque du passage à la nouvelle politique économique, une fois que la guerre civile acharnée fut terminée. Lénine développa la question de l'épuration du parti et proposa d'exclure 99 pour 100 des anciens menchéviks. Naturellement, cela ne doit pas être pris au sens littéral du mot. En disant cela Lénine visait surtout les intellectuels qui étaient venus au parti bolchéviste après la victoire de la révolution d'Octobre. Il proposa de leur consacrer une attention particulière, afin de voir s'ils n'étaient pas entrés dans le parti bolchéviste pour des raisons égoïstes, s'ils n'avaient pas introduit des éléments de désagrégation ou des déviations étrangères au parti bolchéviste. Il faut exclure sans pitié ces gens du parti. « Moins, mais mieux », tel était le mot d'ordre de Lénine.

Unité d'action, liberté de discussion et de critique.
"Sans l'organisation des masses, le prolétariat n'est rien; s'il est organisé, il est tout. L'organisation est l'unité d'action, l'unité de l'action pratique... C'est pourquoi le prolétariat, sans liberté de discussion ni de critique, ne reconnaît aucune unité d'action."

Lénine

La discipline du parti et l'unité du parti

C'est dans la lutte intransigeante contre toute déviation de la ligne marxiste révolutionnaire que se forma le parti bolchéviste. Lénine ne dissimula jamais les différences d'opinions, ne les cacha jamais sous l'enseigne du bon ordre, de la paix et de l'unanimité; au contraire, il lutta jusqu'au bout, avec la passion du révolutionnaire, contre toutes les déviations et toutes les erreurs, et ne recula pas devant la scission et l'exclusion du parti, non seulement des liquidateurs menchévistes, mais aussi des révolutionnaires de la phrase, des otzovistes, des ultimatistes et des constructeurs de Dieu. Mais il ne fut jamais pour une scission à tout prix. D'abord, il épuisait toutes les possibilités, afin de ramener les camarades égarés sur le chemin du marxisme révolutionnaire. Ce n'est que lorsque cela ne donnait aucun résultat positif qu'il rompait résolument avec eux. Après la première scission, lorsque les menchéviks en 1905, sous la pression des masses révolutionnaires, allèrent fortement à gauche, et se rapprochèrent des bolchéviks dans la lutte pratique révolutionnaire, Lénine se prononça lui-même pour l'unité. Il s'ensuivit, au printemps de 1906, le 4^e congrès d'unité du parti ouvrier social-démocrate russe. Les menchéviks lui enlevèrent la majorité. Mais Lénine ne sortit pas du parti, c'est au contraire de l'intérieur qu'il engagea la lutte pour la conquête du parti. Au 5^e congrès du parti ouvrier social-démocrate russe en 1907, les bolchéviks réussirent à obtenir la majorité. Le rôle dirigeant dans le parti passa aux bolchéviks. Les menchéviks avaient dans le parti une fraction tout à fait organisée. En 1908, ils se posèrent déjà ouvertement comme liquidateurs du parti révolutionnaire.

Comment Lénine, alors que les menchéviks étaient encore dans le même parti contre lui, se comporta-t-il à l'égard des principes du parti et de l'unité du parti? Naturellement, il combattit alors pour la liberté de la lutte fractionnelle et exigea la liberté de discussion et de critique,

même en ce qui concerne les résolutions du C. C. Avec une énergie particulière, il combattit alors pour les droits des organisations contre le C. C. menchéviste. Mais en même temps, il reconnaissait aussi comme inébranlables les principes du centralisme démocratique et de la sévère discipline du parti, n'y faisant que quelques réserves. Dans l'article: « La lutte avec les social-démocrates d'esprit cadet et la discipline du parti », il écrivait :

Nous avons plusieurs fois défini notre point de vue sur l'importance de la discipline et sur la notion de discipline dans les rangs du parti ouvrier. Unité d'action, liberté de discussion et de critique, telle fut notre définition. Seule, une telle discipline est digne du parti démocratique de la classe avancée. La force de la classe ouvrière réside dans l'organisation. Sans l'organisation des masses, le prolétariat n'est rien ; s'il est organisé, il est tout. L'organisation est l'unité d'action, l'unité de l'action pratique. Mais, cela va de soi, tous ces actes, toutes ces actions ne sont précieuses que dans la mesure où elles poussent en avant, et non pas en arrière ; dans la mesure où elles soudent idéologiquement et élèvent le prolétariat au lieu de l'abaisser et de l'affaiblir. Une organisation sans idéal est un non-sens qui, dans la pratique, transforme les ouvriers en misérables auxiliaires de la bourgeoisie dominante. C'est pourquoi le prolétariat, sans la liberté de discussion ni de critique, ne reconnaît aucune unité d'action. C'est pourquoi les ouvriers qui ont conscience de leur classe, ne doivent jamais oublier qu'il y a des violations de principes qui sont si sérieuses, qu'elles font une obligation de rompre avec tous les rapports d'organisation.

Cela amena plus tard une scission complète entre les bolchéviks et les menchéviks. Mais dans les années 1906/07, Lénine considérait la scission définitive encore comme prématurée, et c'est pourquoi il fit même parfois aux menchéviks de très larges concessions, comme par exemple dans la question du bloc avec les libéraux et des listes communes avec eux pour les élections à la Douma d'Empire, bloc sur lequel le C. C. menchéviste avait insisté. Lénine était un adversaire déterminé du bloc avec les libéraux, mais, pour éviter quelque chose de pire, il déclara que la conférence du parti, qui avait eu lieu peu de temps auparavant,

ravant, avait donné aux organisations locales le droit de décider elles-mêmes de cette question. Dans l'article susmentionné : « La lutte avec les social-démocrates d'esprit cadet et la discipline du parti », il écrivit :

Le parti a devant lui deux plates-formes. L'une est présentée par 18 délégués de la conférence, par les menchéviks et les unionistes ; l'autre appartient à 14 délégués, aux bolchéviks, aux Polonais et aux Lettons. Les organes compétents des organisations ont la liberté de choisir, de modifier, de compléter les plates-formes ou de les remplacer par de nouvelles. Après que les organes compétents ont pris leur décision nous agissons, nous, membres du parti, tous, comme un seul homme. Il faut que le bolchévik à Odessa mette dans l'urne un bulletin de vote qui ne porte que des noms de social-démocrates, même si son âme soupire après les cadets.

Lénine dut employer alors la stratégie correspondante contre les menchéviks. Mais il défendait aussi la discipline du parti. Elle dut se renforcer naturellement encore davantage, lorsque les bolchéviks eurent rompu définitivement avec les menchéviks, et surtout lorsque le parti bolchéviste parvint au pouvoir.

Dans son discours de clôture au 11^e congrès du parti communiste russe, en 1922 (ce fut le dernier congrès du parti communiste russe auquel Lénine participa personnellement), Lénine dit :

Il nous faut toujours avoir présent à l'esprit que l'armée (notre parti) de 600.000 hommes doit former l'avant-garde de la classe ouvrière et que, sans une discipline de fer, il ne nous aurait guère été possible de remplir nos tâches. La condition fondamentale pour l'application et le maintien de notre discipline la plus sévère est le dévouement ; tous les vieux moyens, toutes les anciennes sources d'application de la discipline sont détruits ; nous n'avons mis à la base de notre activité que le degré suprême de réflexion et de conscience. Cela nous a donné la possibilité de réaliser une discipline plus élevée que la discipline d'un autre Etat et reposant sur une base, discipline qui n'a rien de commun avec celle qui ne peut se maintenir que difficilement, si tant est qu'elle puisse se maintenir encore dans la société capitaliste.

Sur la question de la discipline, Lénine revient très souvent. C'est à lui qu'on doit la discipline actuelle du parti communiste russe, telle qu'aucun autre parti de masse ne peut l'égaliser. Les ennemis du parti communiste russe se sont déjà, à plusieurs reprises (pendant les discussions du parti), réjouis d'un affaiblissement éventuel de la discipline dans le parti communiste russe, mais chaque fois, le parti est sorti des épreuves renforcé. Le sens fondamental de cette discipline était et reste : les intérêts de la révolution prolétarienne et du parti communiste au-dessus de tout.

Mais pour qu'une pareille discipline ait pu exister réellement, l'unité de vues de tous les membres du parti sur les questions fondamentales était nécessaire. Nous savons que c'est Lénine qui a créé cette unité de vues — d'abord dans la fraction bolchéviste, ensuite dans le parti bolchéviste — et qu'il a lutté résolument contre tous ceux qui tentaient de la détruire. Il était un adversaire décidé de tous les groupes et fractions à l'intérieur du parti bolchéviste, car ils conduisent inévitablement à l'affaiblissement du parti, et représentent une menace mortelle pour son unité et pour la domination du pouvoir soviétique. Lorsqu'en 1921, dans la discussion sur les syndicats, il se manifesta une déviation, Lénine insista, au 10^e congrès du parti communiste russe, pour qu'on condamnât résolument cette déviation : « Nous sommes, dit-il, un parti qui lutte au milieu de graves difficultés. Nous devons nous dire : pour que l'unité soit durable, il faut condamner la déviation en question. » Et le congrès la condamna à une majorité écrasante. Il adopta également une résolution sur l'unité du parti, qui fut soutenue par Lénine et qui condamnait résolument les fractions et les groupes.

L'interdiction des fractions et des groupes ne signifie naturellement pas l'interdiction d'une discussion des questions controversées et d'une critique de l'activité des organes dirigeants du parti. Au contraire, chaque membre du parti a le droit dans sa cellule, à l'assemblée générale,

à la conférence et au congrès du parti, de discuter les questions controversées, de critiquer l'activité des organes dirigeants du parti et de faire ses propositions. Mais on dit dans la résolution de la 13^e conférence du parti communiste russe : « La liberté des débats à l'intérieur du parti, ne signifie aucunement la liberté de miner la discipline du parti. Le C. C. du parti et tous les centres locaux du parti doivent prendre immédiatement les mesures les plus sévères pour le maintien ferme de la discipline bolchéviste, dans tous les lieux où l'on tente de l'ébranler ».

Ainsi la liberté de critique ne peut se transformer en liberté de violer impunément la discipline du parti.

Lénine a dit au 10^e congrès : « Nous ne sommes pas un club de discussion. Evidemment, nous pouvons et nous allons éditer des volumes, des ouvrages spéciaux, mais nous sommes, avant tout, forcés de lutter dans les situations les plus difficiles, c'est pourquoi il nous faut nous rassembler en un bloc unique. »

La discussion des questions controversées n'est admise qu'avant la décision. Après que l'organe dirigeant du parti, les conférences ou les congrès ont pris des décisions, il s'agit d'exécuter strictement ces décisions, même si tel ou tel membre du parti ou des organisations entières ne sont pas d'accord avec la résolution, il s'agit de subordonner strictement la minorité à la majorité. Tel est le principe fondamental de la discipline qui fut appliqué par Lénine dans le parti.

Pour faire connaître les vues de Lénine sur la discipline et l'unité, nous conseillons l'ouvrage de Lénine : *La maladie infantile du communisme*, où il est excellemment dit quelles qualités ont aidé les bolchéviks à conquérir le pouvoir et à le conserver dans les conditions les plus difficiles ; ainsi qu'à ses discours au XI^e Congrès du Parti, en particulier sur son appréciation générale des discussions alors brûlantes sur les syndicats, ainsi qu'à la résolution sur l'unité du Parti.(7)

Le testament de Lénine

« Plutôt moins, mais mieux ! » Ce mot d'ordre a été légué par Lénine à toutes les sections de l'I. C. Il est nécessaire de créer partout, à l'exemple du parti bolchéviste, des parties prolétariennes qui soient bien fondus dans les masses ouvrières. Il est nécessaire de créer partout un noyau solide, fondamental, capable de diriger le parti sur la base du centralisme démocratique et dans les situations les plus difficiles qu'on puisse imaginer.

A l'époque présente de la guerre civile aggravée, dit Lénine (*Conditions d'admission à l'I. C.*), le parti communiste ne peut remplir son devoir que s'il est organisé de façon aussi centralisée que possible, que s'il y règne une discipline de fer qui confine à la discipline militaire, et s'il possède un organisme puissamment autoritaire avec des pouvoirs étendus, et jouissant de la confiance générale du parti.

La plus étroite liaison du parti avec les masses ouvrières est nécessaire. Pour y arriver, il faut que le parti se construise sur la base des cellules d'entreprises. Nécessaires sont l'activité de tous les membres du parti et l'indépendance des organisations, la lutte intransigeante contre toutes les déviations de la ligne strictement marxiste ; nécessaires enfin l'élasticité de l'organisation, la capacité de faire rapidement volte-face afin de s'adapter aux changements de situations, tout en conservant les principes fondamentaux de l'organisation bolchéviste. Tel est le testament que Lénine a fait à toutes les sections de l'I. C. dans son discours, au 4^e congrès, à la fin de 1922. La tâche de toutes les sections de l'I. C. est de réaliser le plus rapidement possible ce testament.

W. S. MITSKÉVITCH-KAPSOUKAS

Directeur de la Section d'Organisation
du C. E. de l'I. C.

Chronique BIBLIOGRAPHIQUE

Nous avons décidé dorénavant d'écrire une chronique bibliographique, dans le double objectif de permettre aux lecteurs de compléter leurs connaissances sur les sujets traités dans la revue et aussi pour soutenir financièrement la revue. Ainsi, plutôt que d'acheter vos livres à gauche et à droite, vous pouvez faire d'une pierre deux coups et contribuer à développer Mobilisation.

Quelques titres sur l'histoire ouvrière au Canada....

• **The trade union mouvement in Canada** par C. Lipton
L'histoire la plus complète et la plus élaborée du mouvement ouvrier canadien de 1760 à 1960. Seul document du genre sur l'histoire ouvrière au Canada et au Québec.....\$3.95

• **Dans le sommeil de nos os** par E. Dumas
Quelques luttes ouvrières au Québec des années '30 et '40, à Montréal, en Abitibi, dans le Saguenay.....\$3.75

• **Sweat and struggles** de J. Scott
Ce livre rassemble quelques luttes épiques des travailleurs canadiens jusqu'à 1900, l'attitude des travailleurs face à la lutte patriotique de 1873, la grève du Canal Lachine, etc.....\$2.95

• **On Strike**, Abella et autres auteurs.
Anthologie de textes sur l'histoire de certaines grèves importantes au Canada et au Québec. Bien documenté et instructif.....\$4.95

• **Histoire des travailleurs de Valleyfield et de Beauharnois.**
Cette brochure relate les principales luttes des travailleurs de cette région, en particulier les grèves contre la Dominion Textile en 1946 et 1952.....\$1.00

Classiques Marxistes

• **Que faire?**
L'œuvre classique de Lénine sur le rôle de l'avant garde socialiste et la lutte pour la prise de pouvoir.....\$1.25

• **Lénine sur les syndicats**
Anthologie de Lénine incluant des textes et des extraits de textes sur les syndicats et la lutte économique.....\$3.60

• **Lénine et l'organisation**
Anthologie sur le parti rassemblée par

l'International Communiste et destinée à la formation des militants.....\$1.50

• Oeuvres Choisis de Lénine

Les trois tomes des oeuvres choisies de Lénine incluent la plupart des textes essentiels du dirigeant bolchévique; Que Faire?, L'Impérialisme, L'Etat et la révolution, Le Gauchisme, etc... Plus de 800 pages de textes intégraux dans chaque tome.

La série complète.....\$12.00
chaque tome séparé.....\$4.50

• **Histoire du Parti bolchévique de l'URSS**
Ce livre, écrit en 1938 constitue selon Mao Tsé-toung "la meilleure synthèse et le meilleur bilan du mouvement communiste mondial des cent dernières années, c'est le modèle de l'union de la théorie et de la pratique...".....\$4.00

• **Luttes de classes en URSS(1917-1923)**
Ce livre de C. Bettelheim tente de retravailler l'histoire de la révolution russe en faisant ressortir la lutte de classe interne et externe que devait affronter le Parti et la classe ouvrière. Il retrace aussi les principales interventions de Lénine dans le contexte et permet de mieux saisir le sens véritable des écrits classiques des dirigeants révolutionnaires de l'époque.....\$10.80

• **L'Internationale Communiste et les syndicats**
Recueil de textes des quatre premiers congrès de l'Internationale concernant les syndicats, la lutte économique et politique, le rôle et les tâches des communistes.....\$0.50

• **Lénine à propos des grèves**
Petite brochure de Lénine où il explique comment les grèves et la lutte économique constituent l'"école de la guerre".....\$0.10

• **Marx et Engels sur les syndicats**
Anthologie des deux fondateurs du socialisme scientifique sur les syndicats et la lutte économique. Malgré le caractère incorrect de la présentation politique de ces deux livres, l'anthologie demeure enrichissante en nous donnant des textes inédits sur la question.
Chaque tome.....\$2.00

• **Oeuvres choisies de Marx et Engels**
Conçue dans le même sens que les Oeuvres choisies de Lénine, cette anthologie en trois tomes contient aussi les

oeuvres essentielles de Marx et Engels
La série.....\$12.00
Chaque tome.....\$4.50

• **Cinq essais philosophiques de Mao Tsé-toung**
Cinq textes d'une valeur éducative et politique que tous connaissent et se doivent d'étudier. Contient: De la pratique, De la contradiction, De la juste solution des contradictions au sein du peuple, D'où viennent les idées justes et Intervention à la conférence nationale du parti sur le travail de propagande.....\$0.75

• **Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung**
4 tomes qui regroupent les principaux textes de Mao de 1927 à 1949. Contiennent tous les classiques, les textes essentiels. Guide théorique, mais aussi guide pour comprendre l'histoire de la révolution chinoise durant ses différentes périodes. Disponible sous forme reliée ou brochée
La série reliée.....\$3.00
Chaque tome relié.....\$2.50
La série brochée.....\$3.00
Chaque tome broché.....\$2.00

Sur l'Albanie

• **Histoire du Parti du travail d'Albanie**
Texte d'histoire et de formation politique. Plus de 600 pages d'analyse de la révolution albanaise.....\$2.50

• **Face au révisionnisme de E. Hodja**
Le dirigeant albanais a écrit plusieurs textes d'une grande importance politique dans la lutte contre le révisionnisme mondial et soviétique, qui sont rassemblés en partie dans cette édition présentée par le communiste français G. Mury.....\$4.00

• **Les communistes albanais contre le révisionnisme**
De Tito à Krouchtchev, 1942-1961. Textes et documents choisis et présentés par Patrick Kessel.....\$3.50

Pour vos commandes: calculez le montant en ajoutant 10% pour les frais d'envoi. Faites vos chèques et mandats au nom de Mobilisation. Des délais d'environ deux semaines sont prévus pour la livraison. Ecrivez-nous pour toutes autres publications ou renseignements.

numéros précédents disponibles

Vol.2, no.3: Les fonds de pension, 4ième congrès du PQ.....\$0.25
 Vol.2, no.4: La lutte à l'UQAM, les luttes de libération en Afrique, le travail idéologique.....\$0.25
 Vol.2, no.5: Numéro spécial sur la propagande.....\$0.25
 Vol.3, no.2: Lutte des femmes dans une usine, Bilan d'un noyau de militants ouvriers socialistes, Firestone, Chili.....\$0.25
 Vol.3, no.3: Canadian Steel Foundries, la question nationale au Québec, Parti Communiste Chinois, Chili (suite).....\$0.25
 Vol.3, no.5: Enquête dans une entreprise de transport, l'enquête économique, entrevue avec le CIP, le mouvement révolutionnaire en Espagne, le mouvement ouvrier américain (suite), le parti, avant-garde du prolétariat.....\$0.50
 Vol.3, no.6: Le premier mai, bilan du Cap service social, enquête avec des militants de l'ADDS, Vietnam, Lotta Continua.....\$0.50
 Vol.3, no.7: Les mineurs de Thetford, Asbestos 1949, les mines qu Québec, la grève générale de Winnipeg, A propos de la ligne de masse.....\$0.50
 Vol.3, no.8: Bilan de Rémi Carrier, Sur le travail de formation, entrevue avec le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières, textes sur la Chine.....\$0.50
 Vol.3, no.9: Bilan du Cap St Michel, lutte de syndicalisation entrevue avec des militants du MPAL (Angola).....\$0.50
 Vol.4, no.1: Social démocratie et réformisme, le RCM à Montréal, le NPD en Colombie britannique, le programme commun en France, les nouvelles formes d'organisation du travail.....\$0.50
 Vol.4, no.2: Histoire du mouvement étudiant au Québec, plateforme pour un travail politique de masse en milieu étudiant, les professeurs de Cégep à Montréal.....\$0.50
 Vol.4, no.3: Les journaux d'entreprise et de quartier, le travail idéologique à l'étape actuelle, évaluation de Mobilisation, critique et autocritique à propos de l'analyse de la conjoncture mondiale, un journal révolutionnaire aux Etats-Unis, Lénine et l'Iskra.

prochains numéros

- L'Internationale Communiste et les syndicats
- Syndicats et Parti Communiste aux Etats-Unis
- Bilan d'un travail d'organisation dans une grande usine de Montréal
- La grève de Murdochville
- Luites et organisations des travailleurs immigrés
- ... et plusieurs autres.

formule d'abonnement

- ☐ \$5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros
- ☐ \$.....pourabonnements collectifs à 10 numéros [\$5.00 chacun, frais de poste inclus]
- ☐ \$.....pour les numéros précédents suivants.....
- ☐ \$0.50 pour les DOSSIERS suivants.....
- ☐ \$10.00 pour.....abonnements de soutien
- ☐ \$10.00 pourabonnements pour l'étranger par avion

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION
 1867 Amherst, Montréal,
 tel.: 522-1373

Nom.....
 Adresse.....

Nous avons publié en décembre un cahier à la mémoire du dirigeant révolutionnaire chilien MIGUEL ENRIQUEZ, secrétaire général du MOUVEMENT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (MIR), tombé au début d'octobre en combattant les gorilles chiliens. Ce cahier de douze pages contient des textes d'Enriquez et du MIR sur la mort du héros révolutionnaire et sur les perspectives de la résistance chilienne. Les fonds ramassés pour ce cahier seront versés exclusivement au MIR qui assume au Chili la direction de la dure lutte de résistance contre les gorilles et leurs patrons yankees.



**FAISONS DU NOM
ET DE LA FIGURE
DE MIGUEL ENRIQUEZ
UN EMBLEME DE LUTTE
POUR TOUS LES OPPRIMES!**



**un autre déjà a repris le fusil
de notre camarade
TOMBE AU COMBAT!**



"La lutte sera longue et difficile. Elle vient à peine de commencer. Nous avons reçu quelques coups, mais nous les avons surmonté; d'autres coups viendront. Nous savons que dans cette lutte nous pouvons perdre la vie, mais nous la continuerons jusqu'à la victoire. La résistance populaire triomphera!"



**VIVE LA REVOLUTION
OUVRIERE ET PAYSANNE
DU CHILI!**



(Envoyez vos chèques et mandats à l'ordre de Mobilisation, en prenant soin d'indiquer que l'argent est destiné au fonds de soutien pour le MIR).